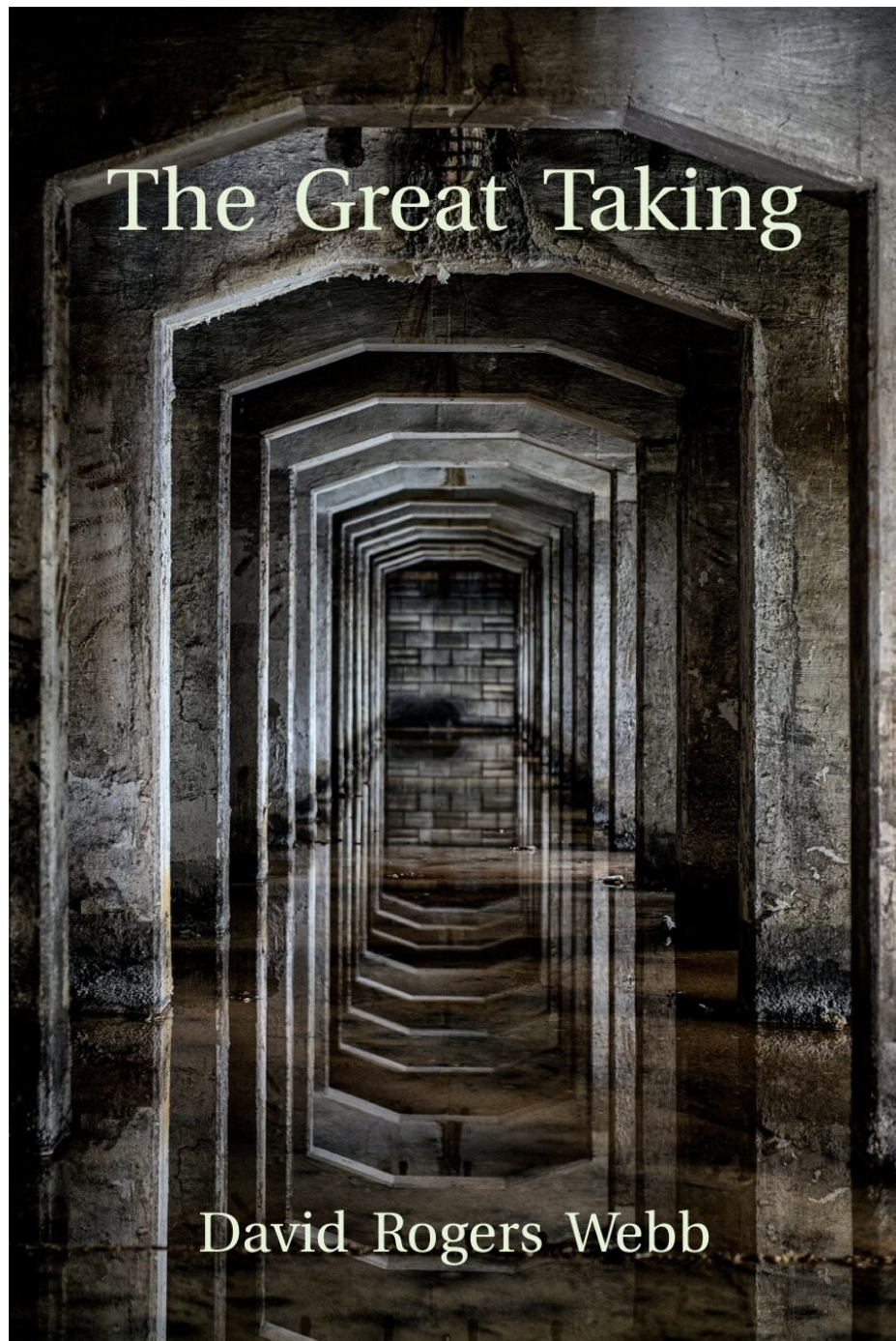


LA GRANDE PRISE

par David Rogers Webb



Édité et mis en page par Michael Palmer, MD

Également disponible en format PDF sur le site web de David et en version imprimée (couverture rigide ou livre de poche).

Droit d'auteur

© David Rogers Webb (2023)

Tous droits réservés.

Ceci est la version 1.0 (). Pour vérifier s'il existe des versions mises à jour de ce livre, visitez sa page d'accueil :

<https://thegreattaking.com/>

Des versions imprimées de ce texte peuvent être commandées auprès de Lulu.com via

<https://tinyurl.com/the-great-taking-paperpack>

ou

<https://tinyurl.com/the-great-taking-hardcover>

Photo de couverture par Billy Soden (<https://billy-soden.pixels.com/>)

Prologue

Pour moi, les fausses paroles sont le pire des fléaux.

Eschyle, Prométhée enchaîné

Si vous préférez, considérez ceci comme une œuvre de fiction ou comme les divagations d'un fou. Peut-être suis-je fou.

Je sais que vous n'entendrez pas ce que je m'efforce de vous dire - pas encore. Mais peut-être qu'au fur et à mesure que les choses se dérouleront, cet écrit fournira quelques explications sur ce qui se passe.

Au moment où j'écris ces lignes, j'ai le modeste espoir que mes enfants parviendront un jour à me comprendre un peu et, peut-être, à me pardonner d'avoir été ce que j'ai été. Il était inévitable pour moi de voir et de connaître des choses désagréables, qui deviennent maintenant manifestes.

Actuellement, comme nous le savons, les familles sont divisées. Les gens font l'expérience d'une sorte d'isolement, peut-être pas physiquement, mais dans leur esprit et leur tête. Tout cela a été rendu possible par la magie noire des fausses nouvelles et de la narration. Ce seul fait a constitué un grand crime contre l'humanité. Les objectifs tactiques sont nombreux : semer la confusion et la division, provoquer le désengagement, démoraliser, susciter des craintes et introduire de faux points focaux pour ces craintes, manipuler le récit historique, créer un faux sentiment de la réalité actuelle et, en fin de compte, amener les gens à acquiescer à ce qui a été planifié.

Face à cette agression, comment peut-on savoir quoi que ce soit ? La connaissance directe acquise grâce à sa propre expérience et à celle des autres peut être utilisée pour percer ces faux récits. La mémoire vivante contient des indices. Ce qui a été fait auparavant peut être refait.

Si l'exposition de l'histoire personnelle dans ce prologue devient fastidieuse, veuillez entrer dans le vif du sujet dans les chapitres suivants. Mais si vous poursuivez votre lecture, vous découvrirez peut-être que je suis un être humain, comme vous. Peut-être vous sera-t-il utile de savoir que j'ai travaillé toute une vie pour comprendre les forces qui nous font souffrir.

Pour moi, "être connu" n'a jamais été un objectif sage ou souhaitable, à moins qu'il ne s'agisse d'accomplir un but essentiel. Et maintenant, mon objectif est le suivant : c'est de faire en sorte que ce que j'essaie de vous dire soit entendu et compris. Nous sommes en danger. Je vais donc prendre le risque de vous raconter mon histoire personnelle.

Comment en suis-je arrivé à savoir ce que j'essaie de vous dire ?

Je suis assez âgé pour me souvenir de l'assassinat de JFK. J'étais assis dans le petit panier à l'avant d'un caddie à l'épicerie Fazio's sur Lee Road lorsque l'annonce a été faite par le haut-parleur. Une femme qui se trouvait à proximité a fondu en larmes.

Quelques années après l'assassinat, nous vivions l'effondrement industriel des États-Unis. Pour un garçon issu d'une famille d'ingénieurs, travaillant dans le secteur des grues et des palans, à Cleveland, les années à venir allaient ressembler à la Grande Dépression. Au cours de l'été 1966, une partie de la ville a été incendiée lors des émeutes de Hough. La Garde nationale a été appelée et a placé des nids de tireurs sur les toits. En plus des émeutes, le syndicat des camionneurs s'en sont pris au Little Webb Equipment, dont les pare-brise ont été brisés à coups de battes de base-ball. En raison de la menace des cocktails Molotov, les dossiers ont été déplacés hors du bureau et les toits ont été arrosés au jet d'eau pendant la nuit. On avait l'impression de vivre dans une zone de guerre et la situation allait encore

empirer. Il n'y aurait jamais de "reprise". Tout ce que nous avons connu allait être complètement détruit.

Notre large famille était bienveillante, proche et heureuse. En l'espace de quelques années, la mort a emporté toute la génération précédente et une partie de la suivante. Le patriarche, Grand-père Webb, est décédé à 79 ans. L'année suivante, le frère aîné de mon père est décédé d'une crise cardiaque à 51 ans. Jeune homme, il avait été capitaine de l'équipe de lutte de la Case Western Reserve et ressemblait à un dieu. Il avait quitté une brillante carrière chez ALCOA pour aider son père vieillissant dans les affaires, comme l'avait fait mon père. Peu avant sa mort, il avait confié à sa femme qu'il luttait pour garder les hommes employés, en soumissionnant pour des contrats à des prix proches du prix de revient. C'était un homme qui se sentait profondément concerné et qui avait un sens aigu des responsabilités.

Aussi improbable que cela puisse paraître aujourd'hui, Cleveland a été l'un des centres industriels les plus importants du monde. Au 19^e siècle et au début du 20^e, c'était comme si toute l'Amérique industrielle était réunie dans une seule ville. Je me souviens avoir lu qu'à une époque, la vallée de la Cuyahoga produisait 2 % du produit industriel mondial. Les débuts des industries du fer, de l'acier, de l'aluminium, de la chimie, de l'automobile, de l'aéronautique et du pétrole se sont déroulés à Cleveland. C'est là qu'a été créée la Standard Oil. La première raffinerie de Rockefeller s'y trouvait. John D. est enterré au cimetière de Lake View, tout comme les deux côtés de ma famille, qui descendent des premiers colons anglais. Certains de ces ancêtres étaient arrivés avec les premières colonies de Jamestown et de Plymouth. William Bradford était un de leurs ancêtres. Les Webbs avaient des ancêtres communs avec John Adams, Samuel Adams et John Quincy Adams. Nous avons des épées maçonniques et de petites statues en porcelaine de Washington et Franklin vêtus de leur costume maçonnique. Papa, son frère, leur père et leur grand-père avaient été francs-maçons. Malgré cela, il semble qu'ils n'aient pas reçu la note de service concernant ce qui allait se passer.

Au début des années 1970, l'entreprise familiale, qui comptait autrefois quatre-vingts hommes dans "l'atelier", n'en comptait plus qu'un, Ladislaus Horvath, plus connu sous le nom de "Little Laddie", fils de l'aîné du même nom qui avait travaillé pour mon grand-père. Laddie, qui avait été mécanicien d'hélicoptère au Vietnam et savait tout faire, m'a raconté plus tard qu'il avait cru devenir fou, car il n'y avait absolument rien à faire pour lui. L'activité commerciale était tombée à zéro.

Dans des circonstances extrêmement difficiles et de plus en plus graves, mon père s'était retrouvé sans le soutien de son père et de son frère, mais avec l'entière responsabilité de tout, ce qu'il n'avait jamais voulu. Le stress le tuait à petit feu. Il a développé un asthme chronique, est devenu dépressif et colérique, et restait souvent au lit.

Quelque temps après la mort de mon oncle, mon frère aîné a failli perdre plusieurs doigts dans la tondeuse à gazon. Papa m'a alors confié la tâche de tondre la pelouse. J'étais heureux et fier de me voir confier une tâche aussi importante, car c'en était une. J'avais neuf ans.

Dans les années qui ont suivi, j'ai découvert que quelque chose chez mon père nécessitait que je travaille dans des circonstances de plus en plus désagréables, voire dangereuses. À l'âge de douze ans, je suis tombé gravement malade après avoir été contraint de travailler alors que j'étais déjà malade. À treize ans, j'étais "l'homme le plus bas sur le totem" de l'atelier, comme l'a décrit l'un des gars présents aux funérailles de mon père. Il faisait chaud, c'était sale et parfois très dangereux. J'aurais pu facilement perdre des doigts, la vue ou pire encore. Exceller à l'école restait une évidence, mais le dur labeur a marqué le reste de mon enfance.

Je me souviens d'avoir été chargé de tamiser la terre d'un tas de gravier en plein été, sous le soleil et l'humidité. Je devais ensuite utiliser la terre pour remplir les trous où j'avais arraché les mauvaises herbes. J'étais en plein travail lorsque papa est rentré à la maison. Sans rien dire, il a renversé la brouette et jeté les outils aussi loin qu'il le pouvait. Il avait les larmes aux yeux. Sachant que je n'avais

rien fait de mal, je ne pense pas que j'ai eu peur, mais plutôt quelque chose d'autre. C'était mon père qui avait des ennuis. Je l'ai "vu". Je pense que ce que j'ai ressenti, c'est un besoin intense de comprendre ce qui se passait et pourquoi.

Ainsi, même si papa était dur avec moi, j'étais peut-être la seule personne à être intensément intéressée par ce qu'il avait à dire. C'est le silence et le fait de ne pas avoir d'explications qui me touchaient le plus. J'ai donc posé des questions. C'était un homme intelligent, qui avait rempli sa chambre de piles et de piles de livres. Il essayait de comprendre ce qui se passait. Et moi aussi.

Par conséquent, à l'âge de douze ans, j'étais devenu un étudiant de la Grande Dépression et des mystères de la Réserve fédérale (la "Fed"). Je savais alors que le système de la Réserve fédérale avait été secrètement planifié lors d'une réunion sur l'île de Jekyll, que l'or détenu par le public avait été confisqué pendant la dépression et que Nixon avait récemment retiré le dollar de l'étalon-or.

Par coïncidence, papa avait également douze ans à l'époque traumatisante où, en mars 1933, les banques ont été fermées et l'or confisqué. Il portait le nom de son grand-père maternel qui, dans les semaines précédant la panique de 1907, dont l'atmosphère de crise a été utilisée pour justifier la création du système de la Réserve fédérale, avait été abattu par derrière, dans le cou, au milieu de la nuit, dans l'escalier de sa maison près de l'avenue Euclide. Ce meurtre n'a jamais été élucidé. Bien qu'il ait été mentionné dans les journaux de New York à l'Alaska à l'époque, l'histoire avait été cachée à mon père. Mon père s'est rendu à la bibliothèque municipale et a fouillé dans les microfiches de ces vieux articles, qu'il a copiés. Il m'en a montré une boîte à chaussures pleine. Son grand-père était décrit comme un "riche exploitant de charbon". J'ai vu des documents attestant de l'accumulation et de la vente, en 1905, de droits d'exploitation du charbon sur plus de 800 acres dans le comté de Mahoning, tout en conservant le droit de forer dans la veine de charbon pour trouver du pétrole (ce que ses descendants ont toujours théoriquement).

Papa était intéressé par ce qui s'était passé sur l'île de Jekyll, à tel point que nous y sommes allés en voiture. J'ai la carte postale avec une photo datant des années 1960 d'un grand bâtiment blanc et l'inscription "The Club House", avec cette explication au verso :

Le Club House était le centre d'intérêt du Club de Jekyll Island, en Géorgie, pendant les années 1886-1942. Il s'agissait du club le plus exclusif d'Amérique, connu sous le nom de "Club des millionnaires". Des noms aussi illustres que Astor, Vanderbilt, Morgan, Rockefeller, Baker et d'autres figuraient sur la liste des membres du club.

Paul Warburg, membre de la plus importante et de la plus ancienne famille de banquiers allemands, a dirigé la réunion de Jekyll Island au cours de laquelle la création de la Réserve fédérale a été planifiée. Plus tard, il a ouvertement reconnu que cela avait été fait en secret. Le "colonel" Edward M. House, qui a jeté les bases de la création du Council on Foreign Relations (NdT : CFR) dans les années qui ont suivi, était également présent à cette réunion. Dans le calme de la veille de Noël 1913, la loi sur la Réserve fédérale fut promulguée. La Grande Guerre suivit sept mois plus tard.

Malgré les traumatismes de l'enfance, et peut-être à cause d'eux, j'ai fait des choses. La formation reçue dans la petite enfance m'a évité d'être écrasé. C'est en grande partie grâce à Grand-mère Rogers, la mère de ma mère. Elle était de l'école Montessori. À l'âge de trois ans, j'aiguais des couteaux et je préparais du thé. Le soir, elle s'asseyait à mon chevet pour m'aider à m'endormir. Elle parlait doucement dans l'obscurité, me rappelant des choses de son enfance et de la Grande Guerre. Ce n'est qu'à l'âge adulte que j'ai réalisé qu'il s'agissait d'avertissements.

Elle avait accompagné mon grand-père pendant la Grande Guerre, elle en tant qu'infirmière et lui en tant que chirurgien. Ils n'étaient pas encore mariés. Les États-Unis n'étaient pas encore entrés en guerre. L'hôpital de campagne de Rouen comptait 3 000 lits, mais les pertes étaient plus importantes chaque

jour. Même les cuisiniers s'occupaient des blessés. Dans l'obscurité, à mon chevet, elle s'était souvenue du bruit des gros canons et de l'explosion des obus, qu'elle entendait depuis les tentes de l'hôpital.

Elle et mon grand-père se sont mariés après la guerre et ont passé leur lune de miel à Québec. Ils avaient le même âge, trente-huit ans. Elle a eu son premier enfant, ma mère, à quarante-deux ans. Le fait d'avoir traversé tant d'épreuves, de se marier et d'avoir des enfants a dû ressembler à un miracle.

Grand-père Rogers doit son nom à un cousin qui s'était engagé dans l'armée pour ne plus travailler dans le magasin de chaussures de son père ; il s'est retrouvé à Little Big Horn. Le grand-père de Grandpa, né en 1816, était également chirurgien. Lorsque j'étais enfant, j'ai été autorisé à manipuler la trousse chirurgicale de son grand-père. Elle est identique à celle du musée de Gettysburg. Le grand-oncle de grand-père y est enterré ; il était officier de cavalerie. Il a survécu à 50 engagements, a été capturé lorsque son cheval a reçu une balle dans la tête, puis s'est échappé à travers un marécage, poursuivi par des chiens, d'une prison confédérée où les hommes mouraient de faim et de la variole.

Mon grand-père a enseigné la chirurgie après la guerre jusqu'à sa mort prématurée en 1945. Nous avions à la maison une chaise que quelqu'un lui avait donnée. On m'a expliqué que, pendant la Grande Dépression, il avait pratiqué des opérations sans être payé, parce que personne n'avait d'argent. Un "Hollandais" vivait au troisième étage de la maison ; il avait perdu son emploi à la suite des fermetures d'usines et n'avait nulle part où aller.

J'aimais bien grand-mère et je visitais souvent sa chambre. Elle était née sur la rive canadienne du lac en 1883. Elle me racontait ses promenades en traîneau, enveloppée dans des robes de bison, avec des briques chauffées dans la cheminée sous ses pieds. Elle avait une photo de la Reine Elizabeth sur le mur de sa chambre. Avec l'unité Lakeside, elle et son grand-père avaient rencontré le roi George et la reine Mary lors d'une réception au palais de Buckingham. J'ai appris cela dans un journal que j'ai trouvé parmi ses affaires.

Elle a en quelque sorte fait comprendre à un petit garçon que la médecine est une profession, qui se distingue de la poursuite d'objectifs personnels, et que, au sens premier du terme, le commerce n'est pas une profession. J'ai eu du mal à comprendre ce dernier point pendant un certain temps, car la famille de mon père était clairement dans les affaires. Néanmoins, j'ai compris que le travail d'une personne ne devait pas se limiter à gagner de l'argent.

J'étais le bienvenu dans sa chambre. Un jour, je suis entré alors qu'elle sortait de la baignoire. Je me suis étonné de ses rides. Elle était imperturbable, tout à fait naturelle, d'une dignité tranquille en toute circonstance. Elle est morte d'une série d'attaques cérébrales lorsque j'avais sept ans. Je ne comprenais pas la mort. Un demi-siècle plus tard, j'ai compris que j'avais perdu la meilleure amie que j'aurais jamais eue.

J'aurais volontiers suivi la certitude qu'elle m'avait donnée, à savoir que je deviendrais médecin, comme mon frère. Cependant, au cours des dernières années de mon enfance, la voie qui s'offrait à moi est devenue non seulement incertaine, mais aussi inconnue. Je ne savais pas comment m'y prendre, mais je devais d'une manière ou d'une autre comprendre et contrôler ce qui détruisait nos vies. J'avais accepté le fardeau de mon père.

Nous vivions à East Cleveland, qui s'effondrait en raison de la perte de sa base industrielle. À peu près au moment de la mort de mon oncle, mon frère aîné et ses amis, qui jouaient au base-ball dans le parc de Forest Hill (une ancienne propriété de Rockefeller), ont été encerclés par une foule immense, battus et se sont fait voler leurs bicyclettes et leurs gants de base-ball. Mon père a réagi en retirant son fils de l'école publique locale et en l'envoyant dans une école privée. Bien qu'il ait envisagé de quitter East Cleveland, il ne l'a pas fait. C'est ainsi que, les conditions s'étant encore dégradées, j'ai fini par suivre la même école privée quelques années plus tard. Mais à cette époque, les ressources financières de la

famille s'amenuisaient. Chaque été, l'incertitude de savoir si je pourrais retourner à l'école m'était indirectement communiquée.

Le fait d'être informé de mauvaises choses ne me dérangeait pas tant que le fait de ne pas l'être. J'avais besoin de savoir. Le silence était terrible. La vie est plus difficile si les gens ne peuvent pas parler. Les choses ne sont pas découvertes ou sont mal comprises. S'il est possible de parler, les résultats peuvent être modifiés. L'avenir peut être façonné pour le mieux.

L'été précédant ma dernière année d'études a été particulièrement incertain : ma mère m'a dit que mon père ne demanderait pas d'aide financière. Je ne savais pas si je retournerais à l'école. Mais à la fin de l'été, j'ai repris l'entraînement de football, car personne ne m'avait dit que je ne pouvais pas. Je livrais des journaux avant l'école, je travaillais comme serveur le soir et comme concierge le week-end, je conduisais un camion de livraison et je peignais des maisons. Je lisais des livres d'affaires et, ne manquant aucune occasion, j'ai réussi à décrocher un stage en recherche marketing dans une entreprise du groupe des 500 Fortunes.

Bien des années plus tard, après la mort de ma mère, j'ai trouvé une copie de la lettre qu'elle avait envoyée à l'école, qui avait apparemment assuré ma dernière année. Peut-être par gêne, cela ne m'avait jamais été expliqué. Sans maman, je n'aurais peut-être eu soudain d'autre recours que de terminer le lycée à East Cleveland, qui était alors très en avance sur son temps : il y avait déjà des policiers et des détecteurs de métaux dans les couloirs.

Lorsque j'ai dit à mon père que j'étais intéressé par des études de commerce, il m'a dit que cela ne me préparerait à rien et que je devrais faire des études d'ingénieur. J'avais cependant remarqué que les ingénieurs de notre famille n'avaient pas l'air de s'en sortir très bien. C'est ainsi que, contre l'avis de mon père, j'ai choisi d'intégrer une école de commerce publique pour y étudier la finance et l'informatique. Dans mon esprit, ces études étaient dignes de l'idée que le commerce est la science de la satisfaction des besoins humains non satisfaits, et que cela ne peut être fait de manière durable que si c'est fait de manière rentable. Plus tard, j'ai dû me rendre à l'évidence que les hommes d'affaires n'avaient pas d'autre but que de gagner de l'argent. Rien d'autre ne se rapproche de cela, sauf peut-être devenir important et les escapades sexuelles. J'étais une exception. J'étais extrêmement concentré sur la poursuite de choses que je sentais qu'il fallait que je comprenne. Cela m'a donné un avantage. J'en venais à connaître des choses que les autres ne connaissaient pas.

Issu d'une famille d'ingénieurs et de médecins, je ne connaissais rien au monde de la "haute finance" et je n'avais personne pour me guider. J'ai investi dans un abonnement au Wall Street Journal, qui était à l'époque une publication économique factuelle. Parfois, je me forçais à en parcourir une pile, page par page. J'ai remarqué les "Tombstones"¹, publiés pour annoncer les grandes transactions. Celles-ci étaient en quelque sorte importantes. Les entreprises concernées se trouvaient pour la plupart à New York. Je savais que je devais m'y rendre.

Ma femme, Valérie, et moi nous sommes mariés deux semaines après l'obtention de mon diplôme. Deux semaines plus tard, j'ai commencé à travailler pour une société de services informatiques. J'avais une certaine expérience de la programmation et, après un programme de formation complémentaire de 90 jours, j'ai choisi de travailler dans leurs bureaux du 44 Wall Street, en tant que représentant technique plutôt qu'en tant que vendeur. Le coût du loyer mensuel et de l'abonnement au train était si élevé, et j'étais si peu payé, que nous ne pouvions pas nous permettre d'acheter un téléphone ou de la viande. Mais au cours de l'année suivante, en aidant les équipes de vente, j'ai pu me rendre dans un grand nombre d'entités à New York travaillant avec des informations financières - banques d'investissement, banques commerciales, sociétés de courtage, maisons d'obligations, partenariats d'investissement, agences de notation, et même la Depository Trust Corp. J'ai été autorisé à être présent

1 Tombstones: pierres tombales (NdT)

pour leur montrer comment obtenir les informations dont ils avaient besoin et pour les faire fonctionner. J'assistais à des réunions tous les jours et je programmais des applications jusque tard dans la nuit. J'ai fini par voir où j'allais.

En l'espace d'un an, j'ai réussi à me faire une place dans un groupe de fusions et d'acquisitions, qui était un client. Après une série d'entretiens très stressants, le chef du groupe, Mad Dog Jeff Beck, m'a dit : "Si vous vous révélez être un psychopathe ou un menteur pathologique, nous vous donnons une prime !" Jeff savait de quoi il parlait. Il n'était peut-être pas dans le premier cas, mais des années plus tard, il a prouvé qu'il était aux prises avec le second. Les mensonges sont un piège, et peut-être surtout pour ceux qui les racontent. Cela a fini par le détruire. Un jour, il m'a dit avec autodérision : "Tu es une vraie personne !".

Les personnes de mon âge étaient le fils d'un milliardaire, la fille d'une famille fantastiquement riche de Hong Kong, et le fils du président d'une société des 500 Fortunes. Je n'avais le droit d'être là que pour une seule raison : je pouvais trouver comment faire ce qui devait être fait. Il y avait un peu de pression. Un vice-président senior m'avait dit : "Vous feriez mieux d'être sûr de vouloir faire ça, parce que si vous foirez, vous partirez".

Pendant les cinq années qui ont suivi, il nous est arrivé régulièrement de travailler sept jours sur sept et de passer plusieurs jours sans dormir. Notre premier enfant est né. Nous vivions alors dans les hauteurs de Brooklyn, dans un minuscule appartement, à une station de métro du bureau situé au 1 New York Plaza. Si j'étais à la maison et que je devais retourner au bureau, en atteignant le banc de l'ascenseur, mon cœur commençait à s'emballer, car je ne savais pas combien de jours je resterais là-bas sans partir.

J'y ai vu un creuset. C'est en réagissant dans des conditions inconfortables que l'on apprend à se connaître et à connaître les autres. J'avais déjà eu de nombreuses réactions de ce type et j'étais capable de rester concentré sous une forte pression et avec peu de sommeil, lorsqu'un chasseur de têtes m'a proposé de travailler pour Ivan Boesky, surnommé plus tard "Ivan le Terrible". La rémunération de départ aurait été environ dix fois supérieure à celle que je touchais à l'époque. J'ai envisagé de le faire, mais ce n'était pas vraiment une question d'argent. Tout au long de ces années, j'ai vécu selon la maxime de Nietzsche : "Ce qui ne me tue pas me rend plus fort." Je travaillais déjà 24 heures sur 24 pour des personnalités extrêmes ; pourquoi ne pas le faire ? J'aurais fait partie d'une équipe de trois personnes, assise directement devant une fenêtre ouverte sur le bureau de Boesky, par laquelle il pouvait aboyer des ordres, mais qu'il pouvait fermer pour ses conversations privées et sensibles. Ils voulaient que je sois là pour réaliser rapidement des modèles de décomposition et des évaluations de grandes entreprises, ce que j'étais capable de faire du jour au lendemain. Heureusement pour moi, cette discussion s'est soudainement interrompue. Il a été arrêté peu de temps après. C'est ainsi que j'ai appris un peu de l'attrait de l'argent et de la nécessité de faire attention à ses choix et à ses fréquentations.

Nous avons déménagé dans une grande et vieille maison à Chatham, dans le New Jersey, et avons invité ma mère et la mère de ma femme, avec son plus jeune fils, à emménager avec nous. J'étais encore en mode survie et je voulais m'occuper de tout le monde. Le trajet jusqu'à la ville durait une heure et demie dans chaque sens, soit trois heures par jour. Un douzième de l'année était consacré à ce trajet. Je mettais ce temps à profit, mais il me restait peu de temps pour être simplement à la maison avec la famille.

En 1987, on m'a proposé de rejoindre le groupe des fusions et acquisitions de L. F. Rothschild. Au lieu de cela, j'ai choisi de rejoindre une société de capital-investissement pour la moitié de la rémunération. Je connaissais l'aspect agence de l'activité commerciale; j'avais besoin de connaître le côté principal. J'ai également pressenti qu'il y aurait un krach. Un mois plus tard, le lundi noir, le capital de L.F. Rothschild a été réduit à néant et la société a rapidement cessé d'exister.

J'avais rejoint ce qui était à l'époque la plus grande société de capital-investissement au monde, qui venait de lever un fonds de 1,3 milliard de dollars (c'était beaucoup d'argent à l'époque). La plupart des associés étaient des avocats et dépendaient d'un cabinet comptable pour leur analyse financière. Cela m'a étonné, car j'avais constaté que le processus même de l'analyse financière est essentiel pour acquérir une bonne compréhension. Au bout de quelques semaines, j'ai remarqué que je pouvais trouver des erreurs majeures dans les modèles financiers réalisés par les comptables.

La première année, j'ai géré l'acquisition d'une société de téléphonie longue distance, en élaborant le modèle financier, en concevant et en menant l'audit préalable, en négociant le financement et en dirigeant les équipes juridiques. Il s'agissait d'un processus complexe, nécessitant la coordination de centaines de personnes. La responsabilité de tout cela était écrasante. Le partenaire de l'opération, qui avait du mal à supporter le stress, est rentré chez lui et est resté au lit pendant six mois.

Parfois, il était inévitable que je travaille toute la nuit, dormant parfois brièvement sur le sol. Plus régulièrement, je prenais une limousine qui m'attendait pour me rendre à notre maison de Chatham, où je dormais quelques heures, avant de me lever pour prendre le train qui me ramenait en ville. Le samedi matin, les négociations commençaient à 8 heures, se prolongeaient jusqu'à 3 heures le dimanche matin et recommençaient à 8 heures le dimanche matin. Ce rythme s'est maintenu pendant neuf mois. La vérification préalable, qui remplit une caisse de classeurs et qui est résumée dans un seul cahier, a été choisie pour démontrer les capacités de la société aux commanditaires. Cette opération devait produire la plus grande plus-value de l'histoire de l'entreprise. Les "livres d'opérations" remplissaient une étagère. J'ai signé tous les documents. J'avais vingt-huit ans. Quelque temps après la clôture, on m'a appelé dans le bureau du coin et on m'a dit que je pouvais faire n'importe quoi dans l'entreprise.

Cependant, ma famille souffrait de ces nombreuses années de concentration intense. Le passage au capital-investissement n'a fait qu'accroître l'intensité, car je ne pouvais pas échapper à la responsabilité qui m'incombait. Notre deuxième enfant est né dans les premiers mois de cette opération. J'ai dû rester au téléphone à l'extérieur de la salle d'accouchement pendant une heure et demie, afin de pouvoir être avec ma femme et mon fils nouveau-né pendant deux jours. Quelques mois après la conclusion de l'accord, ma femme m'a dit que si elle avait su que notre vie se déroulerait ainsi, elle n'aurait pas signé. Ce fut un coup dur. Je pensais être un héros pour ma famille. Je lui ai dit que nous pouvions aller n'importe où et faire n'importe quoi, et j'ai sorti l'atlas routier des États-Unis. Finalement, j'ai tout simplement quitté l'entreprise et nous sommes retournés à Cleveland pour tenter de trouver un mode de vie plus équilibré.

Nous avons emménagé dans une maison construite en 1920 dans les hauteurs de Cleveland. Deux de nos enfants sont nés dans cette maison. C'est au son des cloches de l'église que je me suis souvenu de mes visites d'enfance chez grand-père Webb.

L'intensité est restée la même. Finalement, j'ai commencé à travailler avec des partenaires dans une petite entreprise de gestion d'investissements. J'avais acquis la conviction que les marchés publics offraient de plus grandes inefficacités et de meilleures opportunités d'achat et de vente que les marchés privés. Je savais comment faire des recherches et des analyses approfondies. J'avais besoin de savoir comment les marchés et le système financier dans son ensemble fonctionnaient. Dès le début de mon engagement, je me suis occupé de toutes les opérations de négociation et j'ai ensuite développé les processus, les stratégies et les équipes de négociation. J'ai d'abord géré les actions à long terme, puis les actions à long et court terme. En neuf ans, la société est passée de 2 millions de dollars à 2 milliards de dollars d'actifs.

Bien que cela n'ait pas été compris à l'époque et ne le soit toujours pas aujourd'hui, la baisse de la vitesse de circulation de l'argent a marqué le début de la crise financière asiatique, qui a finalement conduit à la crise du rouble et à la faillite de la Gestion de capital à long terme. En gérant directement

toutes les transactions, j'ai pu constater que quelque chose d'important avait changé dans les rouages du marché. Il était clair pour moi qu'il ne s'agissait pas seulement d'une atmosphère de crise, mais du début d'une véritable crise. Peu de personnes ont eu le même sentiment, ce qui a été à l'origine d'un conflit au sein de notre entreprise. En période de turbulences, il est préférable de vendre les sommets et d'acheter les creux. Certains préfèrent faire l'inverse. À peu près à la même époque, notre troisième enfant, un pré-lecteur, a pris la liste des actions dans le journal et s'est exclamé : "Cela dit oh non !".

Le jeudi 27 août, je suis partie avec mes enfants pour un long week-end de canoë au Canada, ce qui constituait nos seules vacances pour l'été 1998. J'ai appelé le bureau le jeudi matin depuis l'embarcadère du canoë, et je n'avais alors pas accès au téléphone. Pendant mon absence, des instructions ont été données pour supprimer l'ensemble de la position courte protégeant le fonds spéculatif contre les pertes, et les employés ont été convoqués pour annoncer que je quittais l'entreprise. Tout cela s'est passé à mon insu, alors que je profitais d'un peu de vie avec ma famille.

En arrivant tôt au bureau le lundi 31 août, j'ai été stupéfait d'apprendre ce qui s'était passé pendant que j'étais dans la nature. À ma grande surprise, j'ai appris qu'il y avait eu une "révolte de palais" et qu'à partir de maintenant, j'aurais la responsabilité exclusive et incontestée du fonds spéculatif. Peut-être était-ce dû au fait que toutes les couvertures avaient été supprimées, ainsi qu'à la possibilité imminente d'un véritable krach boursier.

Ce jour-là, tous les indices boursiers ont enregistré les plus fortes baisses de points, à l'exception du Dow 30, qui a subi la deuxième plus forte baisse de points de l'histoire. Notre fonds spéculatif a du perdre 10 % ce jour-là. Cependant, à l'ouverture, j'ai vendu à découvert la totalité de la valeur du fonds. En fin de journée, j'ai pu observer des ventes de pure panique. Nous étions alors en mesure d'acheter dans la panique. J'ai couvert l'ensemble de la position courte au plus bas. Ce n'est que grâce à ces mouvements extrêmement stressants que le fonds a été miraculeusement protégé des pertes, terminant la journée à plat. Le NASDAQ composite a terminé en baisse de 8,6 % sur la journée.

À cette époque, les actifs du fonds spéculatif s'élevaient à environ 60 millions de dollars. Au cours des trois années suivantes, ils ont atteint plus de 1,3 milliard de dollars.

À la fin des années 1990, j'avais compris que la création de monnaie par les banques centrales éclipsait l'activité économique réelle et que les actions de la Réserve fédérale déterminaient l'orientation des marchés financiers. À l'époque, même mes partenaires considéraient qu'il s'agissait d'une théorie du complot.

J'ai mis au point un moyen d'anticiper les changements d'orientation des marchés financiers en fonction des variations du taux de croissance de la masse monétaire. Ce taux était déterminé par les opérations des marchés libres de la Fed de New York.

Au moment de la bulle Internet, je savais que la vitesse de l'argent avait commencé à s'effondrer; J'ai vu une escalade incroyable dans la création monétaire engendrant peu de croissance. Je croyais que, dans un grand déroulement sur de nombreuses années, il y aurait une dépression majeure, et que la seule question était de savoir s'il y aurait ou non une guerre mondiale. C'était avant le 11 septembre.

J'ai développé une façon d'utiliser des centaines de positions soigneusement sélectionnées sur le côté court, surnommées "la crème de la merde". En utilisant ce système, aucune position ne pouvait nous nuire gravement et, si je le faisais correctement, cela fonctionnerait beaucoup mieux qu'un indice. Le côté long était plus concentré. Au total, à tout moment, nous avons généralement plus de 350 positions. Travailler un si grand nombre nécessitait un pupitre de négociation et une technique d'équipe spécialement conçus. Nous nous sommes régulièrement positionnés de l'autre côté des flux de négociation, attirant patiemment la taille vers nous sur l'écart acheteur/vendeur. L'observation et le sondage de ces nombreuses positions nous ont donné une large sensibilité au marché en temps réel, ou

“granularité”. "Nous pourrions déplacer la taille sans déplacer le marché, en utilisant les liquidités disponibles sur de nombreuses positions. Le trading desk² fonctionnait comme une salle de rédaction, voyant tout au fur et à mesure de sa publication et effectuant des recherches continues. Si une position évoluait sans nouvelles, nous nous déplaçons pour savoir pourquoi avec urgence.

Il était nécessaire d'alimenter et de remettre en question soigneusement et continuellement un modèle intégré du fonctionnement du monde et de toutes nos positions. Ce modèle n'était pas sur papier; il était dans ma tête. Cela nous a permis d'agir immédiatement face à des développements significatifs. Mais il était absolument vital de se concentrer immédiatement sur toute information ou développement qui ne cadrerait pas avec le modèle mental. Lorsque je passais au crible de nouvelles informations, je ne me concentrais pas tant sur les choses qui correspondaient à mes idées que sur celles qui ne correspondaient pas, qui menaçaient ma compréhension.

L'esprit intuitif, lorsqu'il est convenablement et correctement informé, peut être miraculeusement puissant, sachant immédiatement ce que l'esprit rationnel ne peut pas encore voir. D'un autre côté, si de mauvaises informations lui sont données, et si des hypothèses incorrectes ne sont pas mises au jour et contestées, c'est un désastre dysfonctionnel. L'esprit rationnel peut être utilisé pour informer l'intuitif avec des informations vérifiées et pour tester en permanence ce que l'esprit intuitif pense savoir. Avec la coopération entre ces aspects de l'esprit, on peut explorer pour examiner les détails, faire un zoom arrière pour voir de plus grandes implications, et vice versa.

En fin de compte, une vérification préalable approfondie nécessite d'énoncer ses propres hypothèses et de les tester rigoureusement. Les documents de source primaire peuvent fournir des informations irréfutables. Des sources biaisées peuvent être utilisées, mais il faut reconnaître le biais et en tenir compte lors de la vérification de l'information. Une déclaration qui est cohérente avec le biais est de peu d'importance. Cependant, quelque chose de reconnu qui va à l'encontre du biais est probablement factuel. Pour vraiment savoir quelque chose, il faut s'adresser directement aux personnes ayant une expérience immédiate de la situation. Vous ne pouvez pas vraiment savoir en parlant avec quelqu'un qui n'a fait que lire à ce sujet. Si je réalisais soudain que j'avais besoin de savoir quelque chose de critique, je me rendais parfois directement à l'aéroport avec juste les vêtements sur le dos, traversais le pays en avion et attendais la personne avec qui j'avais besoin de parler, même si je n'avais pas de rendez-vous prévu. Cela a plutôt bien fonctionné. Cela aide d'entendre les choses directement des gens quand ils sont un peu surpris et hors script.

Papa m'avait dit que la compréhension de la terminologie est la clé pour fonctionner dans n'importe quel domaine. J'avais découvert grâce à mon travail de vérification préalable qu'il était possible de devenir compétent dans un laps de temps étonnamment court, même sur des problèmes techniques avec des leaders dans un domaine. Cela a été fait en le faisant. Après la première conversation, j'étais mieux équipé pour la seconde. À chaque conversation, j'ai pu mieux me concentrer sur les questions de fond. À la troisième conversation, l'autre personne était réellement intéressée à parler avec moi, car je venais de parler avec deux personnes dans leur domaine de certaines questions intéressantes. Et ça s'est construit à partir de là. Je pourrais le faire avec des médecins, des ingénieurs chimistes et même des neuroscientifiques. Ils me demandaient parfois si j'avais suivi une formation dans leur domaine.

Il y avait une petite entreprise de dispositifs médicaux qui grandissait à un rythme élevé, sur laquelle j'avais effectué un travail de vérification préalable approfondi. Nous avions une importante position. Il a eu peu d'échanges, et j'ai donc surveillé la situation très attentivement. J'avais un modèle détaillé de la rampe de vente mensuelle construite par le taux de réapprovisionnement dans les hôpitaux individuels. Un jour, l'entreprise a signalé des ventes qui ont raté ma projection. Ils augmentaient encore à un rythme élevé, mais en ajustant mon modèle, je pouvais voir que le taux de

réapprovisionnement devait avoir baissé dans certains hôpitaux. Personne d'autre ne semblait l'avoir remarqué, et l'entreprise ne reconnaissait aucun problème. J'ai commencé à appeler à froid dans les hôpitaux. J'ai réussi à joindre au téléphone une infirmière du bloc opératoire qui venait de sortir de chirurgie. Elle m'a expliqué pourquoi ils avaient cessé d'utiliser l'appareil. Je savais alors que les ventes de cette entreprise allaient tomber à zéro.

J'avais maintenant un gros problème: comment faire sortir tout le monde. Non seulement les fonds spéculatifs avaient une position importante, mais aussi un grand nombre de comptes pour des clients individuels, que je gérais encore à l'époque. En plus de cela, des amis proches étaient également fortement impliqués en actions, ainsi qu'une école que j'avais soutenue. Il a fallu des semaines pour travailler patiemment sur les positions et faire sortir tout le monde sans perte. Nous avons tout géré depuis notre pupitre de négociation, y compris la coordination des ventes pour les amis et pour l'école. Je me suis assuré que tout était terminé. Ensuite, les personnes à notre bureau pouvaient vendre leurs actions. Lorsque cela a été fait, l'avant-dernière vente était pour ma mère. Les dernières actions vendues étaient celles de ma famille immédiate. Je me suis assuré que tout le monde sur le bureau voyait comment j'avais géré le problème. Diriger vos clients et tous ceux dont vous dites que vous vous souciez, c'est trash. Certaines personnes fonctionnent avec la certitude qu'elles devraient d'abord s'aider elles-mêmes, en particulier dans les domaines importants. Je sais que cela se pratique, mais c'est quelque chose que je ne ferais pas. Je ne le permettrais pas.

Au cours de cet épisode, j'ai évacué certains courtiers institutionnels chez un certain courtier principal qui s'était arrangé pour être secrètement en copie de mes transactions et les superposait. Je soupçonne maintenant que, vers la fin, les courtiers principaux permettaient aux traders de gérer en amont mes liquidations de fin de mois.

Nous avons utilisé l'intégralité du bilan. Les jours de grands mouvements de marché, nous avons échangé des millions d'actions et avons peut-être gagné ou perdu des dizaines de millions de dollars. Gérer cela nécessitait un calme émotionnel et une concentration intense. J'ai dit à ma femme que c'était comme une forme d'art de la performance. L'ego obscurcit le jugement, et particulièrement lorsqu'il y a beaucoup en jeu. J'ai pris l'habitude de me concentrer à l'extérieur de moi-même et de faire passer le devoir et la responsabilité envers les autres avant mes propres intérêts. Pour moi, mon travail n'était pas de gagner de l'argent. Il devait s'agir de plus que cela, sinon je n'aurais pas pu porter l'immense fardeau de tout cela.

Mes clients comprenaient un ancien secrétaire au Trésor américain, un ancien président de la Banque de Réserve fédérale de New York et certains des plus grands investisseurs institutionnels. Des gens de Suisse se sont envolés pour Cleveland. Ils essayaient de comprendre le secret de la façon dont je faisais ce que je faisais. Mais il n'y avait pas d'algorithme secret. C'était une façon de penser. Ma mère m'a demandé quels cours j'avais suivis ou quels livres j'avais lus pour apprendre à faire ce que je faisais. J'ai répondu: "Maman, il n'y a pas de livres expliquant cela".

S'affairer à absorber les déclarations des médias, des représentants du gouvernement, des dirigeants d'entreprise et de tels porte-parole crée l'illusion d'être informé. Comme l'a dit Samuel Clemens, "Ce n'est pas ce que vous ne savez pas qui vous tue; c'est ce que vous savez avec certitude qui ne l'est pas". Grâce à une expérience difficile, j'ai appris que, même s'il peut être assez difficile de connaître la vérité, il est assez facile de détecter les mensonges.

Les gens se comportent de manière décevante lorsque de grosses sommes d'argent ou un ego effréné sont impliqués. Avec les deux, c'est sûr qu'il y aura des ennuis. Quand j'ai découvert que j'avais été la cible d'une trahison planifiée de longue date, j'ai été consterné et j'ai choisi de recommencer.

Recommencer signifiait liquider les fonds spéculatifs que je gérais. Entre le 1er septembre 1998 et le 9 novembre 2002, date à laquelle j'ai liquidé les fonds, le rendement total de ces fonds était de 258%,

déduction faite des frais (le rendement brut était supérieur à 320%). En comparaison, les indices S&P500 et NASDAQ avaient diminué au cours de cette période, qui couvrait les extrêmes de la bulle Internet et de la récession. S'il y avait des fonds dans le monde qui ont fait aussi bien pendant cette période que le mien, ils étaient peu nombreux.

Ces résultats ont été audités. De plus, c'était maintenant des espèces sur retours en espèces, et les clients savaient donc que c'était absolument et incroyablement réel — c'est une chose de recevoir des relevés; c'en est une autre d'avoir réellement reçu les fonds. Un client a immédiatement appelé et m'a proposé de me soutenir avec 1 milliard de dollars, expliquant que je n'aurais alors pas besoin de collecter des fonds. Ce fut un moment extraordinaire pour moi. J'étais extrêmement flatté, mais j'ai fini par décliner l'offre, lorsque j'ai appris l'existence d'une lettre d'accompagnement qui aurait désavantagé d'autres clients.

Alors que la faillite des dot-com était en cours, on m'a demandé de rencontrer George Soros dans les bureaux de Soros Management à New York. J'ai apporté à la réunion un seul morceau de papier. Il s'agissait d'un graphique montrant que le taux de croissance des dépenses en immobilisations aux États-Unis avait dépassé de cinq écarts types la moyenne, n'ayant jamais dépassé trois écarts types dans l'histoire. J'ai expliqué que cela signifiait qu'il y aurait inévitablement une faillite historique.

Soros a regardé de près le morceau de papier, a levé les yeux vers moi et a dit "C'est bien!" Il a étudié le papier plus avant, m'a de nouveau regardé et a dit: "C'est très bien!" Il n'était pas en désaccord avec moi sur les faillites, mais a déclaré: "Ils ne peuvent pas permettre à la culture de l'équité d'échouer". J'ai dit : "Que peuvent-ils faire qu'ils n'ont pas déjà fait." Il a répondu : " Vous ne savez pas ce qu'ils peuvent faire". Donc, dans un tel moment, même George Soros a parlé d'un ils.

Il a ensuite souri et a dit "Merci !" ce qui signifiait que c'était la fin de la réunion. Un de ses managers m'a suivi hors de la pièce et m'a dit: "Comment as-tu fait ça? Je n'ai jamais vu personne faire ça!"

J'étais étonné et flatté d'avoir quoi que ce soit à voir avec George Soros, et qu'il me prenne, ce gamin de l'Ohio, au sérieux. Il savait certainement beaucoup de choses que je ne savais pas. Mais d'un autre côté, je savais des choses qu'il ne savait pas. Au début de 2003, je l'ai rencontré à nouveau dans son bureau, je lui ai montré un graphique d'une page sur la croissance étonnante des titres adossés à des actifs et j'ai prédit que ce serait la base de la prochaine bulle et du prochain krach. Il a dit "vous êtes fou". Mais il était très intéressé par la façon dont je faisais ce que je faisais, et je lui ai expliqué. Il a dit "Vous avez du rythme. D'autres personnes peuvent aussi avoir du rythme".

J'ai recommencé en janvier 2003 avec environ 300 millions de dollars d'actifs et 300 millions de dollars d'engagements supplémentaires, en embauchant vingt-quatre employés, ce qui signifiait que personne ne perdait son emploi. Pendant le pic de la bulle Internet, j'avais pu "combattre la Fed", car je pouvais voir l'accélération et la décélération de leurs injections de liquidités. Je pouvais déjà voir qu'il y aurait une autre faillite encore plus grand. Je sentais que j'avais la responsabilité de protéger les gens, de continuer et de recommencer. Mais ce serait différent cette fois. Les deux années suivantes m'ont presque tué.

Les marchés avaient toujours fonctionné en grande partie comme un système fermé (à l'exception des opérations sur le marché libre de la Fed de New York, que j'avais appris à surveiller et à interpréter). Je pouvais voir des flux d'un secteur du marché à un autre. Pour que certains secteurs des marchés financiers augmentent de manière significative, d'autres secteurs ont été vendus pour fournir les fonds. J'ai cherché des opportunités de travailler à l'opposé de ces flux et rotations, en achetant ce que les autres avaient ordres de vendre, et en vendant ce que les autres voulaient acheter, mais en les entraînant à travers l'écart acheteur/vendeur.

En mars 2003, j'ai commencé à voir un phénomène que je n'avais jamais vu auparavant. Les jours particuliers, tout a augmenté, sans source apparente des flux de fonds. Il n'y avait pas de rotation. Tous les secteurs ont augmenté, de même que les obligations. Cela n'était pas motivé par les opérations du marché libre car la croissance de la masse monétaire diminuait. Quelque chose d'inédit se passait dans les entrailles du marché. La seule explication était que l'argent créé était maintenant directement injecté sur les marchés financiers; j'ai écrit à ce sujet à l'époque. On ne comprend pas encore maintenant qu'il s'agissait du début réel de "l'assouplissement quantitatif" (QE), plus de cinq ans avant son annonce officielle lors de la Crise financière mondiale. J'y ai vu un acte de désespoir et j'ai de nouveau ressenti ma responsabilité de protéger les gens.

La croissance de la masse monétaire était en forte baisse. Les prêts commerciaux et industriels étaient en baisse. Je soupçonnais que la croissance des titres adossés à des actifs et des dérivés était très malsaine et qu'inévitablement il y aurait une faillite épique.

À la fin de l'année, malgré la facilité d'accès au crédit, les signes de tensions économiques se multipliaient, mais les gens ne le comprenaient pas, à l'exception de ceux qui étaient directement touchés. On ne pouvait pas le savoir en écoutant le récit des médias. Et, si le marché boursier peut être amené à monter, les gens pensent que les choses doivent être bonnes.

Le nombre de personnes en retard dans le paiement de leurs factures de services publics augmentait. Les saisies en pourcentage du total des prêts résidentiels en cours ont atteint des niveaux record. Au printemps 2004, je me préparais à écrire à ce sujet dans ma lettre trimestrielle lorsque j'ai découvert que l'indice DLQTFORE du système Bloomberg avait été modifié pour montrer à la place que les saisies allaient tout droit vers le bas. J'ai demandé à l'un des gars sur le bureau de creuser dans ce qui avait été fait à la série de données. Il a appelé l'agence responsable des données. Finalement, on lui a dit que, bien que les séries de données aient été calculées de manière constante de la même manière depuis les années 1970, la méthodologie avait récemment été modifiée et que ce changement avait été appliqué rétroactivement; en fait, la méthodologie était maintenant peaufinée à chaque publication de données. Cela a permis de publier n'importe quelle ligne de tendance souhaitée.

Après le 11 septembre, d'autres séries de données économiques importantes ont été corrompues de la même manière pour s'adapter au scénario de résistance économique et de prospérité croissante. Un niveau sans précédent de désinformation délibérée du gouvernement était mis en œuvre. Ayant été un républicain "Dieu et le Pays" qui avait voté pour George Bush, j'ai été secoué. Pourquoi notre propre gouvernement s'efforcerait-il de donner au public une fausse compréhension de ce qui se passait?

Bush a prononcé un discours télévisé dans un entrepôt du Texas, debout devant ce qui semblait être des boîtes d'expédition estampillées "Made in America". L'image était une fausse toile de fond, et donc, elle symbolisait par inadvertance la fraude épique qui était alors perpétrée. J'appelais régulièrement des gens d'affaires ayant un aperçu de l'économie réelle. Certains dirigeaient des entreprises industrielles. Un avocat spécialisé en faillite, qui était un ami depuis que nous avons douze ans, s'occupait des séances d'entraînement pour l'un des plus grands prêteurs du marché intermédiaire. En consultant leur base de données de plus de 2 000 entreprises du marché intermédiaire, il m'a dit que le point commun était qu'elles fermaient toutes la fabrication américaine le plus rapidement possible et sous-traitaient en Chine. Des dizaines de points de pourcentage de marge brute pourraient ainsi être récupérés. Il s'agissait de rechercher des profits à court terme; mais ensuite vous avez perdiez votre base industrielle et plus encore.

Dans son témoignage au Sénat, Alan Greenspan parlait du "miracle de la productivité" censé être motivé par l'investissement technologique. À cette époque, "Le Maestro" était implicitement considéré comme possédant une sagesse surhumaine, qu'il utilisait bien sûr avec bienveillance dans son rôle de gardien de l'économie américaine. Peut-être était-il alors assez intelligent pour savoir que la

productivité est simplement calculée en Ventes/Heures travaillées. En tant que président de la Fed et en tant qu'économiste, n'aurait-il pas pu savoir que cela était dû à la baisse du nombre d'heures travaillées, à la perte d'emplois aux États-Unis. la fabrication était fermée et externalisée, et ces dépenses n'étaient maintenues que par une création monétaire massive et une expansion de la dette. Les gens ont été autorisés et invités à s'endetter davantage tout en perdant leurs moyens de subsistance; c'était le "miracle".

Alors que les assiettes fiscales des gouvernements étatiques et locaux étaient vidées, la politique monétaire de la Fed gonflait une bulle massive d'actifs financiers. En reconnaissance de ces deux faits, qu'aurait pu préconiser le Maestro? Si l'objectif avait été de servir les intérêts du public, on aurait recommandé de taxer les gains financiers exceptionnels générés par la politique monétaire et de transférer les recettes en soutien fiscal aux communautés, qui perdaient leur assiette fiscale. C'est le contraire qui a été fait. Les impôts sur les dividendes et les gains en capital ont été considérablement réduits. Les gouvernements étatiques et locaux ont été contraints d'augmenter les impôts, tout en réduisant les services. Ce choix délibéré détruirait les villes, les villages, les communautés et les habitants. C'est pourquoi les saisies immobilières et les défauts de paiement des services publics allaient atteindre des niveaux record. Et c'est pourquoi le calcul des données économiques a été modifié, y compris celui de l'indice DLQTFORE.

Quel est le travail du président de la Fed ? Dans le cas du Maestro, cela semble avoir été d'occulter ce qui se passait réellement. Pourquoi ferait-il ça ? Réponse: Le président de la Fed ne travaille pas pour le public; il travaille pour les personnes qui possèdent et contrôlent la Fed. Vous n'êtes pas autorisé à savoir qui sont ces personnes. Pourquoi les gens qui contrôlent la Fed voudraient-ils occulter ce qui se passait ?

Maintenant, nous arrivons quelque part. Il y a quelque chose de beaucoup, beaucoup plus important derrière cela. C'est le sujet de ce livre.

Comment la dette a-t-elle augmenté alors que les conditions de crédit se détérioraient ? Il fallait créer une illusion massive et audacieuse: qu'il n'y avait aucun risque, en particulier qu'il ne fallait pas se soucier de la capacité des emprunteurs à rembourser leurs obligations financières. Le système a si bien fonctionné que les banques ont cessé leurs fonctions de souscription des risques, tout en offrant des prêts hypothécaires pour plus que le prix d'achat d'une maison, de sorte que les emprunteurs ont reçu une remise en argent à la clôture. Des prêts pouvaient même être accordés à des personnes au chômage et sans revenu - juste ce dont elles avaient besoin.

L'ensemble du système financier mondial a été déplacé de manière agressive vers la création et la titrisation des prêts en titres adossés à des actifs, et vers le remplissage des bilans avec ces titres. Avec l'illusion d'un rendement sans risque, la demande pour ces titres adossés à des actifs était si élevée qu'ils ont été vendus plusieurs fois sur une base synthétique, c'est-à-dire en tant qu'instruments dérivés. Il y avait une bande dessinée de Dilbert dans laquelle le méchant Dogbert disait "Prospectus c'est du latin. Cela signifie fermer les yeux et ouvrir la bouche".

Cela a été rendu possible grâce à un sophisme remarquable et à des Obligations de Défaut de Crédit (CDO), des "miracles de la finance moderne", comme les appelait Greenspan. Interrogé sur les expositions au risque, il a déclaré: "Vraisemblablement, le risque sera né par ceux qui sont les mieux à même de supporter ce risque. En préparant le terrain pour cela, Robert Rubin et Larry Summers avaient rejoint Greenspan, présenté par le magazine Time comme les "Trois spécialistes du marketing" et comme "Le Comité pour sauver le monde". Ils avaient présidé à l'abrogation de sections clés de la loi Glass-Steagall, qui séparait les banques commerciales et d'investissement depuis 1933. En 2002, le montant notionnel des dérivés en circulation avait atteint deux fois la taille de l'économie mondiale; à peine six ans plus tard, il avait atteint dix fois le PIB mondial. Environ 10% de cette somme était

constituée d'obligations de défaut de crédit; les CDO à eux seuls avaient atteint la taille du PIB mondial.

Inventés dans les années 1990, les titres adossés à des actifs ont été créés en formant un groupe d'obligations financières (par exemple, hypothèques, créances sur cartes de crédit, prêts de bateaux), puis en découpant le groupe en une série de tranches avec des cotes de risque croissantes. L'idée était que tout défaut serait absorbé par les tranches les moins bien notées. Cela permettrait à la tranche la plus élevée d'être notée AAA. Mais il y avait un problème. Wall Street a eu des difficultés à vendre les tranches les moins bien notées, qui comportaient un risque de défaut. C'est pourquoi l'Obligation de défaut de paiement est devenue si importante. C'était la cheville ouvrière. Avec un échange du risque de défaut, l'ensemble du groupe pourrait être noté AAA.

Je me suis demandé à l'époque, qui, dans leur bon sens, s'engageait à prendre l'un de ces risques de défaut ? Finalement, il a été possible de savoir qu'il s'agissait des plus grandes banques elles-mêmes, et que celles-ci avaient été autorisées (ou dirigées) à former des filiales de fonds spéculatifs. Ces entités avaient apparemment accepté avec enthousiasme le risque de défaut, sachant qu'elles seraient autorisées à utiliser des modèles d'évaluation en fin d'année montrant qu'il n'y avait pas de risque de défaut, sur la base de la logique simpliste selon laquelle il n'y avait jamais eu de défaut. Le commandité de l'un de ces fonds aurait empoché 20% des bénéfices papier résultants chaque année. Cela se faisait à une échelle énorme.

Avec un côté court important sur le marché en hausse, nous perdions de l'argent, mais j'ai senti qu'il était de ma responsabilité de continuer. Je savais que si nous pouvions simplement être positionnés au moment où l'intervention suivrait son cours, nous serions parmi les très rares à pouvoir survivre à la faillite. Je pouvais voir que cet effondrement mondial à venir serait beaucoup plus important que la crise des dot-com, et j'ai commencé à craindre que les faillites soient si énormes et généralisées que les principaux courtiers, les dépositaires de nos fonds spéculatifs, chuteraient. Si vous utilisez des shorts, vos actifs sont mis en gage sur un compte de garantie. Il n'y a aucun moyen d'être couvert sans être exposé à l'échec du courtier principal. Je me réveillais souvent au milieu de la nuit et, sachant que je ne pouvais pas me rendormir, je me levais simplement et continuais à travailler. J'avais des brûlures d'estomac chroniques, qui pouvaient entraîner un cancer de l'œsophage, la maladie qui avait tué mon père. Comme mon oncle avant moi, j'étais écrasé par mon sens des responsabilités.

Assis devant le pupitre de négociation et voyant tout ce qui se passait, j'avais rassemblé de la documentation sur les nombreuses déconnexions bizarres dans les récits médiatiques autour du 11 septembre, de la Guerre contre le terrorisme et de la "reprise" économique. C'était de la taille d'un annuaire téléphonique. J'ai réduit cela à un emballage plus petit, que j'avais l'habitude d'essayer de communiquer avec des amis et des voisins; J'aurais aussi bien pu parler au mur. J'avais besoin de comprendre comment entrer en contact avec les gens. Finalement, je suis allé de porte en porte après avoir travaillé toute la journée au pupitre de négociation. Les gens des quartiers riches ne voulaient pas en entendre parler. J'ai essayé dans un endroit où les maisons étaient petites. Je suis passé devant un gars assis sur le perron d'une maison. Il semblait intéressé par ce que je pouvais faire là-bas (j'étais toujours dans mon costume). Je lui ai donné le résumé des vignettes. Il a simplement dit: "Bonne chance, mec", dans la voix de quelqu'un qui avait déjà abandonné.

J'ai décidé que je ne pouvais pas continuer après que George Bush, au lieu d'être répudié, ait été réélu. Je ne pensais pas cela possible. C'est à quel point j'avais changé: en désespoir de cause, j'avais voté pour John Kerry. J'ai ensuite travaillé comme "capitaine d'équipe" pour la campagne d'Obama. Mais il n'y avait aucun changement à venir avec "Le changement auquel vous pouvez croire" Obama, dont le cabinet s'est curieusement conformé à la liste des candidats de Citigroup. Après ça, j'ai arrêté de voter.

À la suite de la Crise financière mondiale, il est finalement devenu connu que des dizaines de milliers de milliards de pertes sur des positions dérivées étaient logées dans les plus grandes banques, qui ont ensuite été renflouées avec de l'argent nouvellement créé. Les courtiers principaux auraient échoué, mais pour éviter qu'ils ne deviennent des banques et reçoivent également des injections directes d'argent créé de la Fed. Personne n'a été poursuivi. Au contraire, les auteurs ont été récompensés par d'énormes bonus. C'était presque comme si tout s'était déroulé comme prévu.

Je m'attendais à des défaillances généralisées des institutions financières et j'avais surveillé de près les premiers signes. En 2008, j'ai remarqué l'échec d'un petit courtier en Floride, et j'ai été choqué d'apprendre que les actifs des clients possédés sans emprunt contre eux étaient transférés au séquestre et grevés dans la masse de la faillite. J'ai dû comprendre comment cela avait pu se produire, et j'ai finalement découvert que le droit de propriété sur les valeurs mobilières, qui était une propriété personnelle depuis quatre siècles, avait en quelque sorte été subverti. Cela serait né à la suite des faillites de Lehman Brothers et de MF Global.

Je possédais des obligations d'État suédoises depuis 2003, mais je les possédais aux États-Unis et j'étais donc exposé à la faillite du sous-dépositaire américain. J'avais besoin de trouver un moyen de les posséder directement en Suède avec des droits de propriété. Je me suis envolé pour Stockholm en mars 2009. Sans numéro personnel suédois, j'ai dû acheter un appartement pour pouvoir ouvrir des comptes bancaires. Ensuite, il était possible d'ouvrir un compte de titres spécial sur lequel je pouvais transférer mes obligations d'État suédoises, puis les posséder directement; les obligations ne pouvaient pas être perdues si un dépositaire devenait insolvable (cela a maintenant également été perverti).

Les Suédois étaient très intéressés de savoir pourquoi j'avais pris la décision de déménager en Suède. En avril 2011, on m'a demandé de prendre la parole lors d'une conférence sur l'investissement à Stockholm. Le titre de ma présentation était "Effondrement du paradigme". C'était la première fois que je parlais publiquement de l'éviscération des protections des investisseurs, y compris des droits de propriété des titres et du contexte pour comprendre pourquoi cela se produisait.

J'ai parlé publiquement pour la première fois aux États-Unis de la subversion des droits de propriété sur les titres lors d'une conférence sur l'investissement en 2012. Il y a eu une réponse formidable de la part du public de quelques centaines de personnes. Quand mon temps était écoulé, il y avait des cris de "Laissez-le continuer à parler". Les organisateurs ont dit que cela n'était jamais arrivé auparavant. La conférence était politiquement liée d'une certaine manière. Leur chef de recherche m'a dit que la CIA était certainement là. Le lendemain, il y avait un article dans le Wall Street Journal en ligne réfutant ce que j'avais dit, mais sans me mentionner.

La cousine de mon père était mariée à un homme nommé Bob, qui avait travaillé au Bureau des Services stratégiques, le précurseur de la CIA, pendant la Seconde Guerre mondiale. Ils étaient des membres inhabituellement proches de notre famille, vivant à côté du frère de mon père à Shaker Heights, et fêtant chaque Noël avec nous. Mon cousin, qui jouait dans leur maison quand il était enfant, m'a raconté avoir trouvé des photographies originales de stylos sous-marins allemands et d'une épée militaire japonaise. Bob était dans Skull and Bones à Yale. Son colocataire à Yale était William Bundy, devenu analyste du renseignement à la CIA, et aurait joué un rôle clé dans la planification de la guerre du Vietnam dans les administrations de John F. Kennedy et de Lyndon B. Johnson. Le frère de William, McGeorge Bundy, a été conseiller à la sécurité nationale de Kennedy et de Johnson; il était membre du Council on Foreign Relations à l'âge de quarante ans.

Après que la femme de Bob, la cousine de mon père, soit décédée jeune d'un cancer, Bob a quitté une carrière couronnée de succès avec Cleveland Cliffs et a commencé à voyager systématiquement à travers le monde. Papa avait dit que Bob aurait bientôt été nommé PDG. Il est resté en contact avec notre famille. Il était chez nous pour un dîner de famille en 1976. Il a expliqué qu'il avait décidé de

faire de la Rhodésie sa base. Nous lui avons demandé pourquoi, et il a dit "J'aime bien là-bas". Papa, pour une raison quelconque, a alors dit ouvertement à la table "Bob est à la CIA". Cela a été suivi d'un silence complet pendant un certain temps, jusqu'à ce que Bob recommence à parler. La Rhodésie est devenue le Zimbabwe trois ans plus tard. Des membres de la famille de ma femme y vivaient à l'époque.

Moins d'un mois après avoir pris la parole lors de cette conférence aux États-Unis, un homme m'a contacté et a demandé à me rencontrer à Stockholm. Il avait été président d'un parti politique américain et avait eu une longue carrière liée à l'institution de la défense. Il a séjourné dans un hôtel à une courte distance de marche de mon appartement. On a déjeuné. Il a suggéré une pinte de bière. Il m'a demandé d'expliquer le sujet dont j'avais parlé lors de la conférence. J'ai examiné les preuves et les implications. La chose étrange est qu'il n'a ensuite posé aucune question sur le sujet. Au lieu de cela, il m'a fixé dans les yeux et m'a dit: "Votre famille sait-elle que vous faites cela?" Il ne dit plus rien; c'était la fin de la réunion. J'ai payé l'addition et je suis parti. Peut-être que c'était un "appel de courtoisie". Nous devons tous mourir un jour, et être assassiné doit être l'un des moyens les plus honorables de partir. Il faut avoir fait quelque chose de bien ! Avoir fait la différence ! Pas de façon plus classe de mourir, vraiment. J'ai toujours voulu être comme John Lennon !

Je n'ai pas voulu écrire ce livre, ni avoir quoi que ce soit à voir avec cela, mais c'est devenu inévitable. C'est comme exorciser un démon, qui nous a tourmentés, ma famille et moi. Cela doit être fait. Et puis, j'en aurai fini. Je publie moi-même ceci parce que je ne veux pas impliquer beaucoup de gens. J'ai juste besoin de le sortir. Je m'attends à ce qu'il y ait des efforts pour me critiquer personnellement et ce travail.

Nous avons été submergés "d'informations" médiatiques désagréables et contradictoires. C'était à dessin. C'est une stratégie intentionnelle, très efficace pour arrêter la pensée critique. J'espère ne pas alourdir ce fardeau. Et donc, un objectif ici est d'être concentré et concis, afin de ne pas saper l'attention du lecteur. Un objectif supplémentaire et plus important est de fournir non seulement des informations, mais une synthèse des informations clés, permettant au lecteur de comprendre ce qui se passe, pourquoi cela se produit, pourquoi cela se produit maintenant, et quel grand objectif se cache derrière des développements et des événements apparemment sans rapport.

Il est important de noter que ce qui est exposé ici n'est pas une conjecture. On le trouve dans des documents de source primaire authentiques, dans lesquels les planificateurs eux-mêmes exposent leurs plans. Je tiens à souligner l'importante contribution de mon extraordinaire ami, qui a trouvé des documents clés sur le Groupe de la sécurité juridique au cours d'une de ses nombreuses nuits blanches. Je pense aux gens miraculeux qui m'ont aidé et m'ont gardé en vie. Je tiens à remercier les nombreuses personnes héroïques qui travaillent pour dénoncer cette prise de contrôle mondiale, dont l'une a déclaré: "Les guerres ne se gagnent pas sans courage".

Vous êtes sur le point d'être confronté à un contenu assez choquant et déprimant. Vous ne voulez pas savoir à ce sujet. Je ne veux même pas le savoir.

Charles Dickens a fait dire à son personnage Scrooge (un banquier d'investissement), face à sa propre pierre tombale:

Sont-ce les ombres des choses qui seront, ou sont-ce les ombres des choses qui peuvent être, seulement?

Les cours des hommes préfigurent certaines fins auxquelles, s'ils persévèrent, ils doivent conduire but mais si les cours s'écartent, les fins changeront. Dis que c'est ainsi avec moi.

Pourquoi me montrer cela, si je suis au delà de tout espoir?

J'espère qu'en explicitant ce désagrément et en le faisant à ce moment où les développements deviennent de plus en plus apparents, cette prise de conscience pourrait se répandre et que le pire pourrait être évité. Peut-être que cette Grande Prise pourrait ne pas se produire si nous maintenons chacun notre but - même les banquiers d'investissement - et disons avec force: nous ne permettrons pas cela. C'est une fabrication. Ce n'est pas réel.

David Rogers Webb
Stockholm, Suède
28 Mai 2023

1. Introduction

L'excellence suprême consiste à briser
la résistance de l'ennemi sans combattre.

Sun Tzu

De quoi parle ce livre ? Il s'agit de l'absorption de la garantie, de la totalité de la garantie, de la fin de ce super cycle d'accumulation de la dette synchronisée au niveau mondial. Il s'agit d'une opération intelligente, planifiée de longue date, dont l'audace et la portée sont difficiles à cerner pour l'esprit. Sont inclus tous les actifs financiers, tout l'argent déposé dans les banques, toutes les actions et obligations, et donc tous les biens sous-jacents de toutes les entreprises publiques, y compris tous les inventaires, les installations et équipements, les terrains, les gisements de minerais, les inventions et la propriété intellectuelle. Les biens personnels et immobiliers privés financés par une dette, quels qu'ils soient, seront également saisis, de même que les actifs des entreprises privées qui ont été financés par la dette. En cas de succès, même partiel, il s'agira de la plus grande conquête et du plus grand asservissement de l'histoire du monde.

Nous vivons aujourd'hui dans une guerre hybride menée presque entièrement par la tromperie et donc conçue pour atteindre des objectifs de guerre avec peu d'énergie. Il s'agit d'une guerre de conquête dirigée non pas contre d'autres États-nations, mais contre l'ensemble de l'humanité.

Le contrôle privé et étroit de toutes les banques centrales, et donc de toute la création monétaire, a permis à un très petit nombre de personnes de contrôler tous les partis politiques, les gouvernements, les agences de renseignement et leur myriade d'organisations de façade, les forces armées, la police, les grandes entreprises et, bien sûr, les médias. Ces quelques personnes sont les maîtres d'œuvre. Leurs plans sont exécutés sur des décennies. Leur contrôle est opaque. Lorsque George Soros m'a dit : "Vous ne savez pas ce qu'ils peuvent faire", c'est à ces personnes qu'il faisait référence. Pour être tout à fait clair, ce sont ces quelques personnes, qui vous sont cachées, qui sont derrière cette guerre contre l'humanité. Vous ne saurez peut-être jamais qui elles sont. Les personnes que vous êtes autorisés à voir sont des "hommes de paille" et des "femmes de paille". Ils sont sacrificiables.

On pourrait se reconforter en se disant que c'est de la folie, que rien de tel ne s'est jamais produit auparavant... mais c'est pourtant ce qui s'est passé. Le précédent de l'intention, de la conception et de l'exécution horrible d'un tel plan peut être trouvé en examinant le début du 20ème siècle, la période des grandes guerres et de la Grande Dépression. La "Grande Réinitialisation" proclamée, actuellement en cours, comprend cependant des innovations majeures qui permettront une concentration sans précédent de la richesse et du pouvoir sur l'humanité par le biais de la privation. Comment se fait-il que vous ne possédiez plus rien, comme le prédit si audacieusement le Forum économique mondial ? Il ne s'agit certainement pas de la facilité personnelle de la location.

L'effondrement de chaque bulle financière et la crise financière qui s'ensuit s'accompagnent d'une histoire qui devrait vous être familière. Voici ce qu'elle dit : Nous sommes tous fautifs. Nous voulions trop et nous vivions au-dessus de nos moyens. Et maintenant, notre avidité collective a provoqué cette terrible crise mondiale. Les "autorités", les "régulateurs" ont lutté avec acharnement pour nous protéger de nos propres "esprits animaux", leurs efforts considérables et élaborés ayant été démontrés par des décennies de travail. Malgré leurs bonnes intentions, ils ont échoué et ne peuvent être blâmés (ou poursuivis) pour cela. Après tout, nous sommes tous à blâmer. Quoi qu'il en soit, regardons vers

l'avenir. Le système financier doit être relancé afin que nous puissions à nouveau vous accorder des crédits, créer des emplois et relancer l'économie, *quoi qu'il en coûte* !

Cette fois, c'est l'ensemble de vos biens, ou de ce que vous pensiez être vos biens, qui sera pris. Voici votre monnaie numérique de la Banque centrale déposée sur votre smartphone, pour que vous puissiez acheter du lait. Noblesse oblige !

L'argent est un système de contrôle extrêmement efficace. Les gens s'organisent en fonction des incitations monétaires, et il n'est donc pas nécessaire de recourir massivement à un contrôle physique manifeste, difficile, dangereux et gourmand en énergie. Mais le système de contrôle de l'argent s'effondre à la fin d'un "super cycle" monétaire, avec l'effondrement de la vélocité de l'argent (vélocité, ou VOM). Il s'agit d'un processus qui s'étend sur plusieurs décennies.

La vélocité est le nombre de fois qu'une unité monétaire est dépensée pour acheter des biens et des services au cours d'une période donnée. Elle est mesurée en comparant la valeur de tous les biens et services produits au cours d'une période donnée (produit intérieur brut ou PIB) à la valeur de l'ensemble des liquidités et des dépôts qui peuvent être utilisés presque aussi facilement que des liquidités (masse monétaire).

$$\text{Vélocité} = \frac{\text{PIB}}{\text{masse monétaire}}$$

Ainsi, Vélocité × Masse monétaire = PIB. Une vélocité plus faible se traduit par un PIB plus faible.

Milton Friedman était un économiste connu pour son étude de l'histoire monétaire. Dans son livre "*A Monetary history of the United States, 1867-1960*³", coécrit avec Anna Schwartz, on trouve l'observation suivante :

Nous en savons assez pour démontrer de manière assez concluante que [...] la vitesse de circulation [de la monnaie] a dû diminuer fortement de 1880 à la Première Guerre mondiale [...].

L'effondrement de la VOM est exactement ce qui s'est produit à partir du 19e siècle et jusqu'à la Grande Guerre. En quelques années, les empires russe, austro-hongrois et ottoman ont cessé d'exister, tout comme la dynastie Qing. L'économie allemande fut détruite. Vinrent ensuite la Grande Dépression, la Seconde Guerre mondiale et le lent effondrement de l'Empire britannique. Aucune population n'a été épargnée. Il n'y a pas eu de gagnants. Ou bien y en a-t-il eu ?

Alors que la privation était généralisée, des intérêts bancaires sélectionnés ont pris les garanties des milliers de banques qui ont été forcées de fermer, ainsi que celles d'un grand nombre de personnes et d'entreprises, grandes et petites - les endettés. Aux États-Unis, l'or détenu par le public a été confisqué. Mais surtout, le contrôle privé et secret des banques centrales et de la création monétaire a été maintenu, tout comme le contrôle susmentionné sur les institutions clés de la société, y compris les partis politiques, les gouvernements, les agences de renseignement, les forces armées, la police, les grandes entreprises et les médias.

3 Friedman, M. and Schwartz, A.J. (1963) *A Monetary history of the United States, 1867-1960* (Princeton University Press). <https://search.worldcat.org/title/697174371>

Les héritiers de cette position de contrôle savent depuis plusieurs décennies qu'un tel effondrement de la VOM se reproduirait. Ils s'y sont préparés. Pour eux, il est absolument impératif de rester aux commandes tout au long de l'effondrement et de la "grande réinitialisation", faute de quoi ils risquent d'être découverts, de faire l'objet d'une enquête et d'être poursuivis en justice. Ils ne le font pas pour nous. Il n'y a pas de noble but.

Nous vivons actuellement une répétition de ce phénomène monétaire, c'est-à-dire un profond déclin de la VOM, qui a commencé lorsque la vitesse a atteint son maximum en 1997. Cela a coïncidé avec le début d'une crise financière mondiale majeure, connue sous le nom de crise financière asiatique, et a été suivi quelques années plus tard par la bulle des Dot-Com et son effondrement.

Tout au long de cette période, je gérais des fonds spéculatifs d'actions long/short et j'ai eu l'intuition que la Réserve fédérale influençait l'orientation des marchés financiers (ce qui était considéré comme une théorie conspirationniste, même par mes partenaires). À l'époque, cela se faisait par le biais d'opérations sur le marché libre menées par la Fed de New York au moyen d'accords de rachat de titres du Trésor.

J'ai commencé à suivre systématiquement le taux de croissance de M3, la mesure la plus large de la monnaie à l'époque (qui n'est plus publiée). J'ai étudié ce qui se passait progressivement et j'ai vu que, certaines semaines, la création monétaire était supérieure à 1 % du PIB annuel des États-Unis. C'est à ce moment-là que j'ai compris pour la première fois que la Fed en avait moins pour son argent, dans la mesure où le PIB ne réagissait pas à la création monétaire. Cela signifiait que la vitesse de circulation de l'argent s'inversait et que la croissance de l'argent était désormais bien supérieure à la croissance du PIB. L'argent créé n'allait pas dans l'économie réelle, mais alimentait une bulle financière sans rapport avec l'activité économique sous-jacente. Je l'ai compris, non pas a posteriori, mais presque en temps réel. Si j'ai pu le savoir, Alan Greenspan et ses collaborateurs le savaient aussi. Alors pourquoi ont-ils agi de la sorte ? Si quelque chose n'a pas de sens, il est nécessaire de changer de perspective et de viser une compréhension plus large. Les crises ne sont pas le fruit du hasard ; elles sont provoquées intentionnellement et utilisées pour consolider le pouvoir et mettre en place des mesures qui seront utilisées plus tard.

Au quatrième trimestre 1999, alors que la bulle des Dot-Com atteignait des sommets, j'ai constaté que la masse monétaire augmentait à un rythme annuel de plus de 40 %. Je savais que cela signifiait que la vitesse de circulation de l'argent était en train de s'effondrer. Un tel effondrement se produit lorsque l'économie ne croît pas malgré des taux de création monétaire très élevés.

Veillez observer le graphique extrêmement important de la figure 1.1, qui a été préparé par Hoisington Management. Pour une fois, on peut voir un véritable déterminant sous-jacent de l'évolution de l'histoire.

Le déclin profond de la VOM a conduit à la panique financière de 1907, qui a été utilisée pour justifier la création du système de la Réserve fédérale. La loi sur la Réserve fédérale a été adoptée par le Congrès dans les jours calmes précédant Noël 1913. L'archiduc Ferdinand a été assassiné six mois plus tard.

Après une brève reprise pendant la Grande Guerre, la VOM s'est encore effondré, ce qui a conduit à la fermeture des banques et à la confiscation de l'or en 1933. La VOM s'est quelque peu redressée pendant la Seconde Guerre mondiale, puis s'est effondrée jusqu'à atteindre un niveau plancher en 1946, sans précédent jusqu'à aujourd'hui.

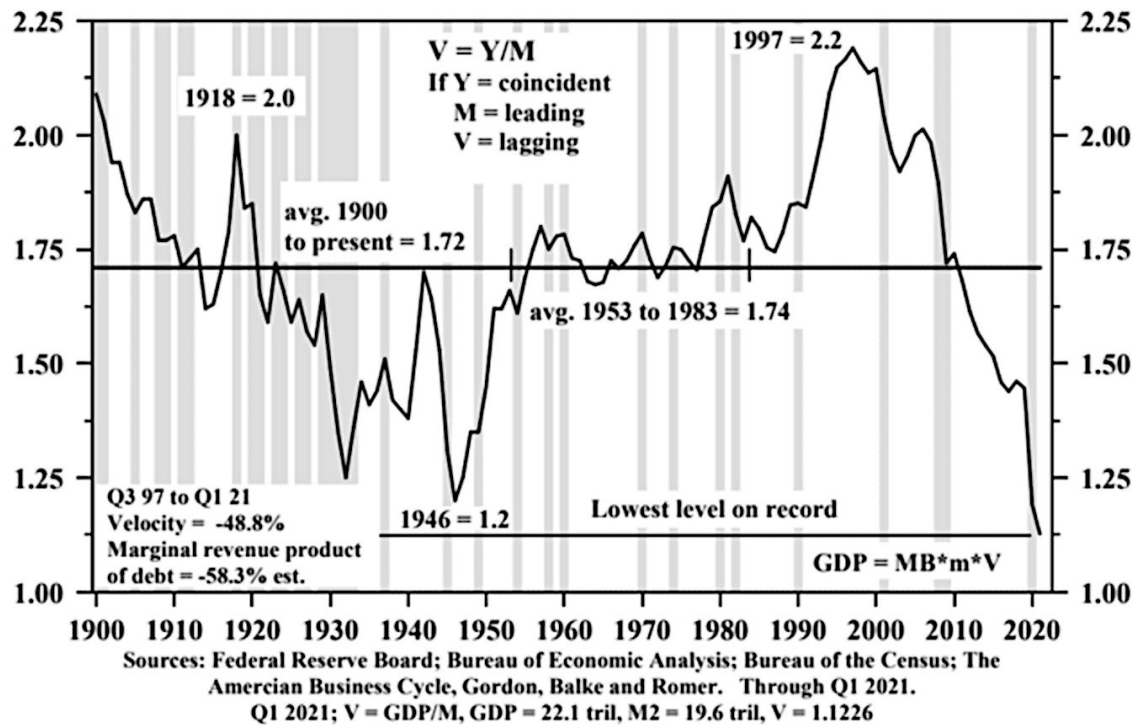


Figure 1.1 : vélocité annuelle de la monnaie (VOM), de 1900 à 2021. Source : Hoisington Management.

La VOM s'est aujourd'hui contractée à un niveau plus bas qu'à n'importe quel moment de la Grande Dépression et des guerres mondiales. Une fois que la capacité à produire de la croissance en imprimant de l'argent a été épuisée, créer plus d'argent ne servira à rien. C'est comme si l'on poussait une corde. Le phénomène est irréversible. Ainsi, l'annonce de la "grande remise à zéro" n'a peut-être pas été motivée par le "réchauffement de la planète" ou par des idées profondes sur une "quatrième révolution industrielle", mais plutôt par la connaissance certaine de l'effondrement de ce phénomène monétaire fondamental, dont les implications dépassent largement le cadre de l'économie.

Quelque chose a été prévu pour notre future, mais pas pour les raisons qui vous ont été données. Comment pourrions-nous connaître les intentions des planificateurs ? Peut-être en examinant leurs préparatifs ?

2. Dématérialisation

Toute guerre est basée sur la tromperie.

Sun Tsu

Il n'existe désormais plus aucun droit de propriété sur les titres détenus sous forme d'inscription comptable, dans quelque juridiction que ce soit, au niveau mondial. Dans le cadre du grand projet de confiscation de toutes les garanties, la dématérialisation des titres était la première étape essentielle. La planification et les efforts ont commencé il y a plus d'un demi-siècle. Le fait que la CIA ait été chargée de cette mission prouve que la dématérialisation avait un objectif stratégique important.

Le chef de projet était William (Bill) Dentzer Jr, un agent de carrière de la CIA ⁴. Comme il l'a admis dans ses propres mémoires⁵, il a commencé sa carrière en travaillant à la création d'organisations d'étudiants anticomunistes en Europe avec le soutien de la CIA. La CIA avait organisé son exclusion du service militaire. Il a ensuite été spécifiquement affecté à la CIA et y a travaillé ouvertement pendant cinq ans. Par la suite, il a été "transféré" de la CIA au groupe de travail qui a créé l'Agence pour le Développement International (AID). Il devient assistant spécial du premier directeur de l'AID, puis assistant spécial du coordinateur américain de l'Alliance pour le progrès, active en Amérique latine. Il est ensuite nommé secrétaire exécutif du comité Clay, qui fait pression sur le Congrès pour qu'il accorde des crédits à l'AID. Après avoir été directeur de l'AID au Pérou pendant trois ans, il a été nommé ambassadeur adjoint des États-Unis auprès de l'Organisation des États américains. Il déclare dans ses mémoires :

Compte tenu des événements survenus aux États-Unis à la fin des années 1960, notamment les assassinats de Martin Luther King Jr. et de Robert Kennedy, mes centres d'intérêt avaient commencé à se déplacer de l'international vers l'intérieur du pays.

Puis, curieusement, alors qu'il n'avait aucune expérience dans le domaine de la banque ou de la finance, il a été nommé surintendant des banques de l'État de New York par Nelson Rockefeller. Cette nomination est intervenue après que le président du Conseil des conseillers économiques de l'État de New York, Eugène Black, ancien directeur de la Banque mondiale, l'ait désigné pour siéger au sein de cet organisme nouvellement créé. Il est intéressant de noter que le père de Black avait été président de la Réserve fédérale en 1933. Deux ans après avoir pris ses fonctions de surintendant de la banque de l'État de New York, Dentzer a été nommé président-directeur général de la nouvelle société Depository Trust Corp. (DTC), poste qu'il a occupé pendant les vingt-deux années suivantes, c'est-à-dire pendant toute la durée du processus de dématérialisation.

À la fin des années 1960, un organisme appelé Banking and Securities Industry Committee (BASIC) a été créé pour trouver une solution à la "crise de la paperasserie". Il semblait que les charges liées à la manipulation des certificats d'actions physiques étaient soudainement devenues trop lourdes, à tel point que la Bourse de New York avait suspendu les transactions pendant quelques jours. Les "législateurs" ont alors exhorté le gouvernement à intervenir dans le processus. Le rapport BASIC recommandait de passer du traitement de certificats d'actions physiques à des transferts de propriété "par dématérialisation" via des inscriptions informatisées dans une société fiduciaire qui détiendrait les

⁴ Wikipedia, (0) Depository Trust & Clearing Corporation.

https://en.wikipedia.org/wiki/Depository_Trust_%26_Clearing_Corporation

⁵ Dentzer, S. and Dentzer, W.T. (2019) The Greatest Father from a Great Generation.

<https://susan-g-dentzer.medium.com/the-greatest-father-from-a-great-generation-f9ceb3758066>

certificats sous-jacents "immobilisés". Cette société fiduciaire développerait les systèmes informatiques nécessaires et les autres systèmes. Il y a quarante ans, lors de mon premier emploi à la sortie de l'école, j'ai rencontré des ingénieurs réseau de la DTC.

Cette "crise de paperasserie" a-t-elle été fabriquée pour justifier la dématérialisation ? Il faut savoir que la DTC n'a commencé ses activités qu'en 1973 et qu'aucun degré significatif de dématérialisation n'a été atteint avant de nombreuses années. Cependant, d'une manière ou d'une autre, pendant cette période intermédiaire, les bourses ont continué à fonctionner, malgré l'escalade des volumes d'échanges, sans éliminer les certificats. Avec l'aide de l'informatisation, il était possible de le faire, et cela a été fait.

La DTC est finalement devenue le modèle du Dépositaire Central de Titres (CSD) et de la Contrepartie Centrale de Compensation (CCP), dont les objectifs seront expliqués plus loin.

3. Droit de garantie

Ne jamais tenter de gagner par la force
ce qui peut être gagné par la tromperie.

Nicolas Machiavel

Le plus grand asservissement de l'histoire du monde aura été rendu possible par l'invention d'une construction, d'un subterfuge, d'un mensonge : le "droit de garantie".

Depuis leur création il y a plus de quatre siècles, les instruments financiers négociables étaient partout reconnus par la loi comme des biens personnels (c'est peut-être pour cela qu'on les appelait "les titres"). Vous serez peut-être surpris d'apprendre que ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Pour vous faire comprendre ce qui a été fait, permettez-moi de commencer par une analogie :

Supposons que vous ayez acheté une voiture au comptant. N'ayant aucune dette à l'égard du véhicule, vous estimez que vous en êtes le propriétaire à part entière. Malgré cela, le concessionnaire automobile a été autorisé, en vertu d'un concept juridique nouvellement inventé, à considérer votre voiture comme son actif et à l'utiliser comme garantie pour emprunter de l'argent à ses propres fins. Aujourd'hui, le concessionnaire automobile a fait faillite et votre véhicule, ainsi que tous les autres vendus par le concessionnaire, sont saisis par certains créanciers garantis du concessionnaire, sans qu'aucun contrôle judiciaire ne soit nécessaire, puisque la certitude juridique a été établie précédemment qu'ils ont le pouvoir absolu de prendre votre voiture en cas de faillite du concessionnaire.

Pour être clair, je ne parle pas de votre voiture ! J'illustre l'horreur et la simplicité du mensonge : on vous fait croire que vous possédez quelque chose, mais quelqu'un d'autre le contrôle secrètement en tant que garantie. Et cette personne a maintenant établi la certitude juridique qu'elle a le pouvoir absolu de s'en emparer immédiatement en cas d'insolvabilité, et non pas de votre insolvabilité, mais de l'insolvabilité des personnes qui lui ont secrètement donné votre bien en garantie. Cela ne semble pas possible. Mais c'est exactement ce qui a été fait avec tous les instruments financiers négociables, à l'échelle mondiale ! La preuve en est absolument irréfutable. C'est maintenant qu'il faut passer à l'action.

Pour l'essentiel, tous les titres "détenus" par le public dans des comptes de garde, des plans de retraite et des fonds d'investissement sont désormais grevés en tant que garantie du complexe de produits dérivés, qui est si grand - un ordre de grandeur plus grand que l'ensemble de l'économie mondiale - qu'il n'y a pas assez de biens dans le monde pour le soutenir. L'illusion de la garantie est facilitée par une chaîne d'hypothèques et de réhypothèques dans laquelle la même garantie client sous-jacente est réutilisée plusieurs fois par une série de créanciers garantis. Ce sont donc ces créanciers, qui comprennent ce système, qui ont exigé un accès encore plus large aux actifs des clients en tant que garantie.

Il est désormais certain que lors de l'implosion de "La Bulle Globale", les garanties seront balayées à grande échelle. La tuyauterie nécessaire est en place. La certitude juridique a été établie que les garanties peuvent être prises immédiatement et sans contrôle judiciaire, par des entités décrites dans les documents judiciaires comme "la classe protégée". Même les investisseurs professionnels avertis, à qui l'on a assuré que leurs titres étaient "isolés", ne seront pas protégés.

Une énorme quantité de planification et de mise en œuvre sophistiquées a été soutenue pendant des décennies dans le but de subvertir les droits de propriété de cette manière. Cela a commencé aux États-Unis par la modification du Code Commercial Uniforme (UCC) dans les 50 États. Bien que cela ait demandé de nombreuses années d'efforts, cela a pu être fait discrètement, sans acte du Congrès.

Voici les faits essentiels :

- La propriété des titres a été remplacée par un nouveau concept juridique, celui du "droit de garantie", qui est une créance contractuelle garantissant une position très faible en cas d'insolvabilité du fournisseur de compte.
- *Tous* les titres sont détenus sous la forme d'un groupe non séparé. Les titres utilisés comme garantie et ceux dont l'utilisation est restreinte sont conservés dans le même groupe.
- *Tous* les titulaires de comptes, y compris ceux qui ont interdit l'utilisation de leurs titres comme garantie, doivent, en vertu de la loi, ne recevoir qu'une part proportionnelle des actifs résiduels.
- La "re-justification", c'est-à-dire la reprise de ses propres titres en cas d'insolvabilité, est absolument interdite.
- Les fournisseurs de comptes peuvent légalement emprunter des titres mis en commun pour garantir des opérations et des financements pour compte propre.
- Le "refuge de sécurité" assure aux créanciers garantis un droit prioritaire sur les titres mis en commun, avant les titulaires de comptes.
- La priorité absolue des créanciers garantis sur les titres des clients mis en commun a été confirmée par les tribunaux.

Les fournisseurs de comptes sont légalement habilités à "emprunter" des titres mis en commun, sans restriction. C'est ce qu'on appelle "l'auto-assistance". Comme nous le verrons, l'objectif est d'utiliser tous les titres comme garantie.

Je vous assure qu'il ne s'agit pas de conjectures. Vous vous trompez lourdement en qualifiant ceci de "théorie du complot", ce qui est une réaction courante face à tant de désagréments. Il est possible d'être vraiment au courant. La documentation est absolument irréfutable.

En avril 2004, le directeur général des marchés intérieurs et des services de la Commission européenne a proposé la "création d'un groupe d'experts juridiques, dans le cadre d'un exercice spécifique visant à résoudre les problèmes d'incertitude juridique identifiés dans le contexte de l'examen de la voie à suivre en matière de compensation et de règlement-livraison dans l'Union européenne⁶". C'est ainsi qu'est né le Groupe sur la Sécurité Juridique.

L'incertitude juridique semble être une mauvaise chose, et la certitude juridique une bonne chose. Toutefois, l'objectif était simplement de garantir juridiquement que les créanciers garantis seraient habilités à s'emparer immédiatement des actifs des clients en cas de défaillance d'un dépositaire.

En mars 2006, le directeur juridique adjoint de la Federal Reserve Bank of New York a fourni une réponse détaillée à un questionnaire préparé par le Legal Certainty Group, qui attendait de la Fed qu'elle lui dise exactement comment procéder⁷. Voici des extraits de cette réponse, qui est également incluse dans son intégralité dans l'annexe de ce livre :

6 Commission, E. (2005) EC Mandate pertaining to clearing and settlement. <https://archive.org/details/ec-legal-certainty-project>

7 Commission, E. (2005) The New York Federal Reserve's reply to the EU Clearing and Settlement Legal Certainty Group's questionnaire. <https://archive.org/details/ec-clearing-questionnaire>

Q (U.E.):

Au regard de quel système juridique les réponses suivantes sont-elles données ?

R (N.Y. Fed):

Cette réponse se limite au droit commercial américain, principalement à l'article 8 ... et à certaines parties de l'article 9, du Code de commerce uniforme ("UCC") ... L'objet de l'article 8 est "Titres de placement" et l'objet de l'article 9 est "Transactions garanties". Les articles 8 et 9 ont été adoptés dans l'ensemble des États-Unis.

Q (U.E.):

Lorsque des titres sont détenus sous forme groupée (par exemple, une position collective sur titres, plutôt que des positions individuelles séparées par personne), l'investisseur a-t-il des droits attachés à des titres particuliers du groupe ?

R (N.Y. Fed):

Non. Le titulaire du droit sur titre ... a une part proportionnelle des intérêts dans l'actif financier détenu par son intermédiaire en valeurs mobilières ... Cela est vrai même si les positions des investisseurs sont "séparées".

Q (U.E.):

L'investisseur est-il protégé contre l'insolvabilité d'un intermédiaire et, dans l'affirmative, comment ?

R (N.Y. Fed):

... un investisseur est toujours vulnérable face à un intermédiaire en valeurs mobilières qui ne possède pas lui-même des droits sur un actif financier suffisants pour couvrir tous les droits sur titres qu'il a créés sur cet actif financier ...

Si le créancier garanti a le "contrôle" de l'actif financier, il aura priorité sur les titulaires de droits ...

Si l'intermédiaire en valeurs mobilières est une société de compensation, les réclamations de ses créanciers ont priorité sur les réclamations des titulaires de droits.

Q (U.E.):

Quelles sont les règles qui protègent le cessionnaire de bonne foi ?

R (N.Y. Fed):

L'article 8 protège l'acquéreur d'un actif financier contre les réclamations d'un titulaire de droits sur cet actif financier, en limitant la capacité du titulaire de droits à faire valoir cette réclamation ... En substance, à moins que l'acquéreur n'ait été impliqué dans les actes répréhensibles de l'intermédiaire en valeurs mobilières, un titulaire de droits ne pourra pas faire valoir de réclamation à son encontre.

Q (U.E.):

Comment les insuffisances [c'est-à-dire la position de l'intermédiaire auprès d'un intermédiaire à l'échelon supérieur est inférieure à la position globale enregistrée par les titulaires de comptes de l'intermédiaire] sont-elles traitées dans la pratique ?

R (N.Y. Fed):

... La seule règle dans de tels cas est que les titulaires de droits sur des titres partagent simplement au prorata les droits détenus par l'intermédiaire en valeurs mobilières ... En réalité, les manques à gagner sont fréquents en raison de défaillances et pour d'autres raisons, mais n'ont pas de conséquence générale, sauf en cas d'insolvabilité de l'intermédiaire en valeurs mobilières.

Q (U.E.):

Le traitement des manques à gagner diffère-t-il selon qu'il y a (i) absence de faute de la part de l'intermédiaire, (ii) en cas de faute, fraude ou (iv) en cas de faute, négligence ou manquement similaire à une obligation ?

R (N.Y. Fed):

En ce qui concerne le droit que les titulaires de droits ont sur les actifs financiers crédités à leur compte de titres : indépendamment de la faute, de la fraude ou de la négligence de l'intermédiaire en valeurs mobilières, en vertu de l'article 8, le titulaire de droits n'a qu'une part proportionnelle du droit de l'intermédiaire en valeurs mobilières sur l'actif financier en question.

C'est ainsi que les choses se passent, directement "de source sûre", c'est-à-dire de la source la plus autorisée possible, à savoir les avocats travaillant pour la Fed.

L'objectif de l'invention du droit sur titre est expliqué plus en détail dans un document de discussion concernant la "législation sur la sécurité juridique de la détention et de la disposition de titres", préparé par la Direction générale du marché intérieur et des services de la Commission européenne en 2012⁸ :

En ce qui concerne les titres, la norme a toujours été qu'un dépositaire doit détenir suffisamment de garanties pour répondre à toutes les réclamations de ses clients. Dans la plupart des juridictions de l'UE, cette norme est garantie par l'octroi aux investisseurs de droits de propriété sur les titres.

Certains marchés, cependant, traitent les titres comme de l'argent. Les États-Unis et le Canada ont fondé leur législation sur le concept selon lequel les investisseurs ne possèdent pas de "titres", mais plutôt des "droits sur titres" à l'égard de leurs fournisseurs de comptes.

L'avantage de ce concept est l'augmentation potentielle du nombre d'actifs disponibles comme garantie, mais ses détracteurs le considèrent comme une menace pour la stabilité du système, car les actifs concernés sont basés sur la même ressource sous-jacente.

Les acteurs du marché, les régulateurs, les banques centrales et les institutions internationales s'inquiètent d'une éventuelle pénurie de garanties... Des pressions sont exercées pour élargir l'éventail des titres éligibles en tant que garanties.

8 Commission, E. (2012) Sixth Meeting of the Member States Working Group/10th Discussion Paper of the Services of the Directorate-General Internal market and Services.
<https://archive.org/details/eu-commission-securities-10th-discussion-paper>

En raison de la demande de garanties, les titres sont de plus en plus considérés par les acteurs du marché comme un outil de financement. Ces tendances renforcent la tendance du marché à traiter les titres comme de l'argent ... avec des implications significatives pour la propriété.

Le risque d'utilisation non autorisée des actifs des clients est accru par l'utilisation de structures de comptes omnibus. Ces comptes regroupent les actifs de manière à ce que les titres individuels ne puissent pas être identifiés par rapport à des investisseurs spécifiques.

Cela fonctionne bien jusqu'à ce qu'une faillite se produise. En cas de défaillance du fournisseur de compte, un client disposant d'une simple créance contractuelle devient un créancier sans garantie, ce qui signifie que ses actifs sont, en règle générale, liés à la masse de l'insolvabilité et qu'il est obligé de s'aligner sur tous les autres créanciers sans garantie pour récupérer ses actifs. ...

La [ré]utilisation de garanties assorties de sécurité réelles comporte un risque accru pour le système financier, car plusieurs contreparties peuvent se disputer la même garantie en cas de défaillance (ce que l'on appelle les "conflits de priorité").

Il est clair que la Direction générale du marché intérieur et des services de l'Union européenne était parfaitement au courant de ce qui précède en 2012.

Lors de la prochaine panique financière mondiale, quelles sont les chances qu'il reste quoi que ce soit dans ces groupes de titres une fois que les créanciers garantis se seront servis ?

Il y aura un jeu de chaises musicales. Lorsque la musique s'arrêtera, vous n'aurez pas de siège. C'est ainsi que les choses sont conçues.

Il est temps de se demander : cui bono ? À qui cela profite-t-il ? Ce ne sont certainement pas les citoyens, qui ont perdu leurs droits de propriété, qui ont été trahis dans cette tromperie par leurs propres gouvernements.

La raison invoquée pour cette législation sur l'assurance juridique est la "demande de garanties" par les "acteurs du marché". Il ne s'agit pas de vous et moi, le public. Les "acteurs du marché" sont un euphémisme pour désigner les puissants créanciers qui contrôlent les gouvernements. Ils ont travaillé pendant de nombreuses années pour établir leur assurance juridique dans le monde entier.

4. Harmonisation

Ceux qui savent faire bouger l'ennemi le font
en créant une situation à laquelle il doit se conformer ;
ils l'attirent avec quelque chose qu'il est sûr de prendre,
et avec des appâts de profit ostensible, ils l'attendent en force.

Sun Tsu

Quel était l'objectif de cette financiarisation apparemment incontrôlée ? La menace d'un effondrement financier et la promesse de profits financiers continus ont été utilisées pour mener les nations à la baguette.

Il est devenu impératif d'accorder à certains créanciers garantis des droits juridiquement sûrs sur les actifs des clients, dans le monde entier, sans exception, avec l'assurance supplémentaire d'une mobilité transfrontalière quasi instantanée du contrôle juridique de ces garanties. L'effort mondial pour se conformer au modèle américain afin d'obtenir cette certitude juridique et cette mobilité a commencé sérieusement il y a plus de vingt ans, à la suite de l'effondrement de la bulle Internet. L'instabilité financière et la menace d'une "pénurie de garanties" ont servi de justification. Des efforts délibérés ont été déployés, à l'échelle mondiale, pendant de nombreuses années. Des personnes ont été payées pour le faire, pour trahir les intérêts vitaux de leur propre peuple. Cela a d'abord été fait aux États-Unis, puis exigé au niveau mondial sous le nom "d'harmonisation" ; l'accent devrait peut-être être mis sur le "préjudice".

La "Convention de La Haye sur la loi applicable à certains droits sur des titres détenus auprès d'un intermédiaire"⁹ a été rédigée en 2002 et signée en 2006. Il s'agit d'un traité international multilatéral destiné à lever, à l'échelle mondiale, les incertitudes juridiques liées aux transactions transfrontalières de titres.

La Convention a introduit une nouvelle règle de conflit de lois à appliquer aux opérations sur titres, en particulier aux opérations de garantie, à savoir "l'approche du lieu de l'intermédiaire pertinent" (ou PRIMA). Cette règle a été conçue pour éviter les problèmes de droit national, qui pourraient permettre aux propriétaires de récupérer leurs biens pris en garantie par un créancier, en fixant le lieu de la loi dans les conventions de compte avec les intermédiaires.

L'une des personnes les plus impliquées était James S. Rogers (peut-être un de mes lointains cousins), qui, selon sa propre biographie¹⁰,

'a été l'un des délégués des États-Unis au projet de la Conférence de La Haye de droit international privé visant à négocier et à rédiger une convention sur le choix de la loi applicable à la détention de titres par des intermédiaires en valeurs mobilières et a été membre du groupe de rédaction de cette convention'.

9 Anonymous, (2006) 36. Convention of 5 July 2006 on the Law Applicable to Certain Rights in Respect of Securities held with an Intermediary.

<https://www.hcch.net/en/instruments/conventions/full-text/?cid=72>

10 Rogers, J.S. (2023) James S. Rogers' biography at Boston College.

<https://www.bc.edu/bc-web/schools/law/academics-faculty/faculty-directory/james-rogers.htm>

Il est intéressant de noter que Rogers note également qu'il avait

a été rapporteur (rédacteur principal) pour le comité de rédaction chargé de réviser l'article 8 de l'UCC, qui a établi un nouveau cadre juridique pour le système moderne de détention électronique de titres par inscription en compte via des dépositaires centraux et d'autres intermédiaires.

Très peu de personnes ont été impliquées dans la rédaction des révisions de 1994 des articles 8 et 9 de l'UCC. Un rapport du Financial Markets Law Committee (une "organisation caritative" affiliée à la Banque d'Angleterre) contient cette citation éclairante¹¹:

Le professeur Rogers, rapporteur du comité de rédaction de l'article 8 révisé en 1994, se souvient "qu'au début de la révision de l'article 8, on pouvait probablement compter sur les doigts d'une main - avec quelques doigts inutilisés - le nombre de personnes parmi les personnes nommées au comité de rédaction de l'article 8, ou parmi les membres des organisations de parrainage qui devaient en fin de compte approuver le travail du comité de rédaction, qui étaient familiarisées avec l'ancien article 8 [version 1978] ou avec le système moderne de détention de titres".

Si le professeur Rogers était un de ces doigts, le professeur Egon Guttman était l'autre. Auteur de "Modern Securities Transfers¹²", il était le plus grand expert en matière de transferts de titres et d'opérations garanties en vertu des articles 8 et 9 de l'UCC. Le professeur Guttman est décédé en 2021, et la description de ses activités est donc en train de disparaître. Mais j'ai conservé des références à ses travaux datant de 2012 :¹³

Le professeur Guttman a participé à la révision de plusieurs articles du code de commerce uniforme et a été membre de groupes de travail du département d'État des États-Unis pour la rédaction de conventions relatives aux transactions commerciales internationales.

C'est ainsi que l'harmonisation de ce régime, qui confère le contrôle mondial à un groupe restreint de créanciers garantis, a été encouragée au plus haut niveau du gouvernement américain. Le département d'État a été le premier organe administratif du pouvoir exécutif américain, Thomas Jefferson étant devenu le premier secrétaire d'État en 1789. Il s'agit du premier pouvoir exécutif au niveau mondial.

Après des années d'efforts, la Convention de La Haye sur les titres n'a été signée que par les États-Unis, la Suisse et l'île Maurice. L'UE n'a pas signé la Convention en raison de l'identification d'un droit européen problématique, qui garantissait des droits de propriété aux propriétaires de titres dans certaines juridictions. L'Europe a l'ancien principe juridique de la *lex rei sitae* (la loi où le bien est situé), et ne pouvait pas facilement accepter le contournement de "l'approche du lieu de l'intermédiaire pertinent" (ou PRIMA), inventé dans la Convention de La Haye sur les titres.

11 Committee, F.M.L. (2018) Report on research into the 1994 revisions to Article 8 of the Uniform Commercial Code. <https://fmcl.org/wp-content/uploads/2018/02/Issue-3-Background-paper-on-Article-8-of-the-Uniform-Commercial-Code.pdf>

12 Guttman, E. (1987) Modern Securities Transfers (Warren, Gorham & Lamont). <https://search.worldcat.org/title/15743736>

13 Cette citation est extraite de la page de profil du professeur Guttman à l'American University à l'époque. La page existe toujours, mais son contenu a été supprimé depuis.

Toutefois, l'objectif manifeste de fournir une sécurité juridique aux créanciers n'a pas été contesté et a été clairement accepté par les autorités de l'UE, comme en témoigne la directive 2002/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juin 2002 concernant les contrats de garantie financière¹⁴. Ce document, qui a été publié à peu près en même temps que la rédaction de la Convention de La Haye sur les titres, contient les déclarations suivantes :

Afin d'améliorer la sécurité juridique des contrats de garantie financière, les États membres devraient veiller à ce que certaines dispositions du droit de l'insolvabilité ne s'appliquent pas à ces contrats, en particulier celles qui empêcheraient la réalisation effective de la garantie financière ...

Le principe énoncé dans la directive 98/26/CE, selon lequel la loi applicable aux titres dématérialisés remis en garantie est la loi du pays où se trouve le registre, le compte ou le système de dépôt centralisé concerné, devrait être étendu afin de créer une sécurité juridique concernant l'utilisation de ces titres détenus dans un contexte transfrontalier et utilisés comme garantie financière dans le cadre du champ d'application de la présente directive.

L'objectif de garantie juridique pour les créanciers devait être poursuivi par d'autres moyens. Lorsqu'ils ne pouvaient pas facilement modifier une loi locale problématique en vertu de laquelle les investisseurs avaient des droits de propriété sur les titres, ils se sont organisés pour la contourner. C'est ce pour quoi sont payés les avocats, les banquiers d'affaires et, apparemment, les fonctionnaires.

Euroclear est l'un des deux dépositaires centraux internationaux de titres (ICSD) européens, l'autre étant Clearstream. Le bureau bruxellois de Morgan Guaranty Trust Company of New York (Morgan Guaranty) a fondé le système Euroclear en décembre 1968. Morgan Guaranty a commencé à opérer sous le nom de JP Morgan en 1988.

En 2004, le directeur juridique adjoint d'Euroclear, Diego Devos, a envoyé un memorandum contenant des "informations préparatoires concernant l'harmonisation juridique européenne" à la "DG Marché intérieur"¹⁵. En voici quelques extraits :

Cette note décrit les recommandations d'Euroclear concernant les obstacles juridiques qui devraient être traités en priorité par le groupe de travail juridique que la Commission a l'intention de mettre en place dans le cadre du suivi de sa communication sur la compensation et le règlement-livraison dans l'Union européenne datée du 28 avril 2004 ... En particulier, nous identifions les questions qui compliquent et empêchent la pleine mise en œuvre des initiatives majeures que le marché entreprend sur la consolidation et l'harmonisation des plates-formes. ...

Recommandé ... Suppression ou modification des exigences qui ne reconnaissent pas la structure de détention à plusieurs niveaux qui est la norme dans les activités transfrontalières, y compris.. :

14 Commission, E. (2002) Directive 2002/47/EC of the European Parliament and of the Council of 6 June 2002 on financial collateral arrangements.

<https://eur-lex.europa.eu/eli/dir/2002/47/oj>

15 Devos, D. (2004) Euroclear Memorandum on Preparatory Information Regarding European Legal Harmonisation.

<https://archive.org/details/euroclear-memorandum>

- *la reconnaissance dans l'UE de la détention groupée d'actifs nominatifs par l'intermédiaire d'une structure de prête-nom (et la nature différente de la propriété légale et de la propriété effective) afin de maintenir les titres nominatifs sur une base fongible au niveau local et la protection des droits du prête-nom ;*
- *l'élimination ou la modification des exigences qui imposent directement ou effectivement la tenue de registres ou de comptes individuels par bénéficiaire effectif ...*
-

Recommandé ... Éliminer les obstacles à la libre utilisation des garanties transfrontalières ...

Diego Devos a ensuite été nommé conseiller général de la Banque des règlements internationaux (BRI) en 2009.

Comme indiqué dans le chapitre précédent, en avril 2004, le directeur général des marchés et services intérieurs de la Commission européenne a proposé la création d'un "groupe d'experts juridiques, dans le cadre d'un exercice spécifique visant à résoudre les problèmes d'incertitude juridique identifiés dans le contexte de l'examen de la voie à suivre pour la compensation et le règlement-livraison au sein de l'Union européenne".

Il a fallu dix ans de connivence, mais en 2014, la voie à suivre est devenue certaine avec le règlement sur le dépôt central de titres (CSDR).

J'avais prévu de prendre la parole lors d'une conférence sur les fonds spéculatifs à Zurich en janvier 2014 pour avertir les "professionnels" de l'affaiblissement des droits de propriété sur les titres et de ses conséquences. Je pensais que le vent pouvait peut-être tourner en Europe. Croyez-le ou non, c'était en grande partie le but de mon déménagement en Europe. Avant la conférence, j'avais envoyé des courriels personnels contenant les grandes lignes de mon intervention à tous les participants. Pendant que je parlais, à la lumière vive de l'écran de projection, je pouvais voir que les gens dans la salle avaient les yeux écarquillés comme des soucoupes. Lorsque j'ai terminé, le silence était total. Pendant la pause-café qui a suivi, j'ai demandé aux gens ce qu'ils avaient pensé de ce que j'avais dit. Je leur ai demandé s'ils avaient compris ce que j'expliquais. Une personne a simplement répondu : "Oh, oui". Je lui ai demandé ce qu'il ferait à ce sujet. Il a simplement répondu : "Rien". Je lui ai demandé pourquoi il ne ferait rien. Il m'a répondu : "Mes clients s'en fichent". J'ai répondu : "Ils s'en fichent, parce qu'ils ne sont pas au courant."

Six mois plus tard, le règlement sur les dépositaires centraux de titres (CSDR) a été mis en œuvre par la directive européenne n° 909/2014¹⁶ [13].

Un dépositaire central de titres (DCT) gère un système d'inscription en compte pour le règlement électronique des transactions et tient un registre de la "propriété". Un dépositaire central international de titres (ICSD) est relié aux dépositaires centraux nationaux et gère les prêts de titres et les garanties. Comme le note l'Autorité européenne des marchés financiers¹⁷:

16 Union, E. (2014) Regulation (EU) No 909/2014 of the European Parliament and of the Council of 23 July 2014 on improving securities settlement in the European Union and on central securities depositories and amending Directives 98/26/EC and 2014/65/EU and Regulation (EU) No 236/2012.
<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:32014R0909>

17 Securities, E. and Authority, M. (2016) The Distributed Ledger Technology Applied to Securities Markets (Report).
https://www.esma.europa.eu/sites/default/files/library/dlt_report_-_esma50-1121423017-285.pdf

Le CSDR joue un rôle central dans les efforts d'harmonisation du post-marché en Europe, car il améliore les conditions juridiques et opérationnelles du règlement transfrontalier dans l'UE.

L'objectif visé, à savoir la mobilité transfrontalière des garanties, a donc été atteint. Comment cela s'est-il passé ?

La CSDR prévoit des liens entre les DCT. Les DCT nationaux, qui détiennent le registre de propriété, sont reliés aux dépositaires centraux internationaux de titres ; le transfert du titre légal de la garantie du client du DCT national au DCTI et l'utilisation de la garantie du client sont ainsi rendus possibles. Le client est "propriétaire" dans le système d'inscription en compte du DCT national, tandis que la garantie est détenue sous forme groupée au niveau du DCTI. Cela permet les "services transfrontaliers", c'est-à-dire l'utilisation de la garantie du client. Il s'agit essentiellement du modèle américain, dans lequel tous les dépositaires ont des comptes à la DTC, qui détient tous les titres sous forme groupée. La DTC fonctionne comme un DCTI.

Nous verrons comment cela a fonctionné en examinant spécifiquement Euroclear et les développements en Finlande et en Suède.

Il fut un temps où la Finlande et la Suède disposaient de systèmes juridiques et de registres nationaux de propriété de titres, qui garantissaient aux propriétaires que leurs titres ne pouvaient pas être utilisés comme garantie sans accord exprès. Il était possible de posséder et de détenir des obligations du gouvernement suédois, par exemple, avec la certitude absolue qu'elles ne pourraient pas être perdues en cas d'insolvabilité d'un dépositaire. En 2006, le groupe sur la sécurité juridique a identifié la Suède et la Finlande comme ayant une législation problématique.

En 2008, Euroclear a été autorisé à acquérir 100 % du Nordic Central Security Depository (NCSD), qui détenait les dépositaires centraux de titres de Finlande et de Suède, Suomen Arvopaperikeskus Oy (APK) et VPC AB (VPC), respectivement. Il s'agit désormais de dépositaires centraux de titres locaux liés à Euroclear Bank SA/NV, qui opère en tant que dépositaire central de titres en vertu de la législation belge.

La CSDR exige qu'un fournisseur de compte rende publics les niveaux de protection et les coûts associés aux différents niveaux de ségrégation des comptes de titres auprès des dépositaires centraux de titres. Skandinaviska Enskilda Banken AB (SEB) fait une telle divulgation en ce qui concerne les dépositaires centraux de titres en Suède, au Danemark, en Finlande, en Norvège, Euroclear Bank SA/NV et Clearstream Banking S.A.¹⁸. Voici les passages clés choquants de cette déclaration :

Dans le cas improbable d'une insuffisance de titres, le client en question ne pourra pas revendiquer un droit de séparation, mais sera probablement considéré comme un créancier chirographaire (NdT : sans garantie) sans priorité sur les actifs de la masse de la faillite.

Dans le cas des titres détenus par Euroclear Bank SA/NV, la loi belge (l'arrêté royal n° 62) applique des dispositions selon lesquelles tous les titres déposés par les participants d'Euroclear Bank SA/NV (c'est-à-dire SEB) auprès d'Euroclear Bank SA/NV sont déposés sur une base fongible. En vertu de l'arrêté royal, les participants d'Euroclear Bank SA/NV se sont vu conférer par la loi un droit de copropriété de nature intangible sur un ensemble de titres inscrits en compte de la même catégorie détenus par Euroclear Bank SA/NV pour le compte de tous les participants d'Euroclear Bank SA/NV ayant déposé des titres de la même catégorie.

18 AB, S.E.B. (2023) CSDR – Legal disclosure.

<https://sebgroupp.com/legal-and-regulatory-information/legal-notice/csd>

Ledit arrêté prévoit une disposition de partage des pertes pour les clients sous-jacents d'un participant d'Euroclear Bank SA/NV au cas où ce participant d'Euroclear Bank SA/NV serait défaillant. En outre, la législation belge accorde à la Banque nationale de Belgique un privilège sur les titres détenus par Euroclear Bank SA/NV pour couvrir, par exemple, une situation dans laquelle les titres détenus par Euroclear Bank SA/NV auprès d'un dépositaire pour le compte de ses participants ne sont pas suffisants pour couvrir les avoirs réels de ces titres par les participants.

Ainsi, sur une période de six ans, les droits de propriété sur les titres en Suède et en Finlande ont été délibérément détournés. Ces pays, qui possédaient les droits de propriété les plus solides sur les titres, n'ont plus aucun droit de propriété sur les titres, si ce n'est une apparence artificielle de propriété. En 2014, en même temps que la directive européenne sur les dépositaires centraux de titres, des changements choquants ont été apportés à la législation suédoise. Très peu de gens sont au courant de ces changements, à l'exception de ceux qui les ont effectués.

J'ai trouvé cela grâce à une référence énigmatique dans un document d'Euroclear, "General Terms and Conditions Account Operations and Clearing" (Conditions générales relatives aux opérations de compte et à la compensation)¹⁹. La page 38 de ce document contient l'indice suivant :

14.2 DROIT EN VIGUEUR CONCERNANT LA DISPOSITION DES COMPTES VPC ET DES INSTRUMENTS FINANCIERS INSCRITS SUR UN COMPTE VPC

Les conséquences en termes de droit réel des aliénations relatives aux comptes VPC et aux instruments financiers enregistrés dans les comptes VPC sont régies par les dispositions du chapitre 6 de la LKF.

Cette citation fait référence à la loi suédoise sur les dépositaires centraux de titres et la comptabilité des instruments financiers²⁰. Le chapitre 6 de cette loi est intitulé "Effet juridique de l'enregistrement, présomption de propriété". Le chapitre 6 de cette loi est intitulé "Effet juridique de l'enregistrement, présomption de propriété" :

Des dispositions spéciales sur le nantissement d'instruments financiers figurent dans la loi (1991:980) sur le commerce d'instruments financiers.

[Särskilda bestämmelser om pantsättning av finansiella instrument finns i lagen (1991:980) om handel med finansiella instrument.]

Dans la loi (1991:980), le chapitre 3 est intitulé "Disposition d'instruments financiers appartenant à autrui".

Maintenant, nous y sommes presque !

Le premier paragraphe stipule que "l'élimination prévue doit être spécifiée avec soin". Cela semble être une bonne chose, mais le texte se poursuit ainsi :

Le premier paragraphe ne s'applique pas si la contrepartie de la société ou les parties à un accord auquel la société participe sont une autre société soumise à la surveillance de l'autorité de surveillance financière ou une société étrangère au sein de l'EEA qui est autorisée à exercer

19 Sweden, E. (0) General Terms and Conditions Account Operations and Clearing.

<https://www.euroclear.com/dam/ESw/Legal/General%20Terms%20and%20Conditions%20202020202.pdf>

20 Riksdag, S. (1998) Lag (1998:1479) om värdepapperscentraler och kontoföring av finansiella instrument [act on central security depositories and accounting for financial instruments].

<https://www.riksdagen.se/sv/dokument-och-lagar/dokument/svensk-forfattningssamling/lag-19981479-om-vardepapperscentraler-och-sfs-1998-1479/>

des activités comparables dans son pays d'origine et qui est soumise à la surveillance sécurisée d'une autorité ou d'un autre organisme compétent.

Cela donne au DCT local l'autorité légale et une grande latitude pour transférer le contrôle légal des actifs du client en tant que garantie au DCTI sans que le titulaire du compte n'en soit informé ou n'ait donné son accord.

La mise en œuvre de cette mesure est désormais si complète qu'un citoyen suédois ne peut pas détenir des obligations du gouvernement suédois en Suède en tant que propriété sans s'exposer à l'insolvabilité du fournisseur de compte, du dépositaire central de titres local ou du dépositaire central de titres international. Les titres des citoyens suédois sont certainement mis en commun avec des titres utilisés comme garantie ailleurs.

Je suis venu en Suède en 2009 pour pouvoir détenir des obligations d'État suédoises en Suède avec des droits de propriété. J'ai pu le faire en utilisant un VP konto (compte) chez Handelsbanken. Toutefois, à la suite des changements juridiques intervenus en 2014, Handelsbanken a complètement abandonné la structure VP konto et n'a proposé à ses clients que des comptes de dépôt.

SEB a également mis fin à sa structure VP konto de longue date, qui garantissait la propriété directe de titres spécifiques, mais a ensuite introduit ce qu'elle a appelé un VP konto de service, qui est détenu par le CSD local, Euroclear Sweden. J'ai appelé SEB à ce sujet et on m'a dit qu'un spécialiste des VP konto m'appellerait. Lorsque j'ai reçu cet appel, j'ai posé deux questions simples :

1. Les titres détenus dans un Service VP konto sont-ils spécifiquement identifiés au nom du titulaire du compte ?
2. Les titres détenus dans un Service VP konto peuvent-ils être revendiqués en cas de défaillance de SEB ou d'Euroclear.

Le spécialiste VP konto m'a mis en attente pendant un long moment, le temps de répondre à mes questions. Lorsqu'il est revenu, sa réponse était simplement que, bien qu'il puisse y avoir un petit risque de défaillance d'Euroclear, le compte était assuré pour 250 000 couronnes. Il a confirmé que la détention de titres auprès d'Euroclear était le changement apporté par la nouvelle structure du Service VP konto et qu'il y avait un risque de perte de titres avec cette nouvelle structure. Il a semblé lui-même choqué d'avoir appris cela.

En 2011, un ami qui avait été secrétaire d'État au sein du gouvernement suédois m'a organisé une rencontre avec le ministre et le secrétaire d'État aux marchés financiers. J'ai été tellement émue lorsque j'ai reçu le courriel m'informant de cette rencontre que j'en ai eu les larmes aux yeux ; cela m'a donné l'espoir qu'en Suède, il était possible de faire la différence, et donc d'inverser le cours des choses quelque part. Je leur suis à jamais reconnaissante pour cette réunion ; une telle chose ne serait jamais autorisée dans mon pays natal. Ils m'ont écouté sur les implications de la conformité au modèle américain, et n'ont pas été en désaccord. Ils ont dit qu'il serait peut-être possible d'éviter cela si les Allemands s'y opposaient, l'implication étant que la petite Suède ne pouvait pas le faire seule.

Le rouleau compresseur s'est mis en marche. Nous sommes tous sur son chemin.

5. Gestion des garanties

Les gens doivent être caressés ou écrasés. Si vous leur causez des dommages mineurs, ils se vengeront. Mais si vous les paralysez, ils ne pourront rien faire. Si vous devez blesser quelqu'un, faites-le de telle sorte que vous n'ayez pas à craindre sa vengeance.

Nicolas Machiavel

L'impératif selon lequel certains créanciers garantis doivent bénéficier d'une sécurité juridique sur les actifs des clients, dans le monde entier, sans exception, s'accompagne de l'assurance supplémentaire d'une mobilité transfrontalière quasi-instantanée du contrôle juridique de ces garanties.

Comme nous le verrons, l'objectif est d'utiliser tous les titres comme garantie, et donc de disposer de moyens pratiques réels pour prendre tous les titres en garantie. Des systèmes complets de "gestion des garanties" ont été mis en place, qui assurent le transfert transfrontalier de tous les titres par l'intermédiaire des liens obligatoires entre les dépositaires centraux de titres et les dépositaires centraux de titres internationaux, puis vers les contreparties centrales, où se concentre le risque du complexe des produits dérivés. La prétendue "demande" pour cette énorme entreprise n'est pas alimentée par les véritables forces du marché, mais par des artifices réglementaires.

Un rapport publié en 2013 par le Comité sur le système financier mondial de la Banque des règlements internationaux, intitulé "Asset encumbrance, financial reform and the demand for collateral assets" (*Grève des actifs, réforme financière et demande d'actifs en garantie*)²¹, indique ce qui suit:

Les réformes réglementaires et le passage à la compensation centrale des transactions sur les produits dérivés augmenteront également la demande d'actifs de garantie. Mais rien n'indique ou ne laisse présager une pénurie durable ou généralisée de ces actifs sur les marchés financiers mondiaux.

Un autre rapport de la même commission, intitulé "Developments in collateral management services"²², indique (à la page 16):

...certains changements susceptibles d'accroître la demande de garanties n'ont pas encore été mis en œuvre, car les juridictions appliquent des calendriers différents en ce qui concerne la compensation centrale obligatoire et les exigences de marge pour les transactions non compensées de manière centrale. De nombreux acteurs du marché ont noté que la mise en œuvre des exigences de compensation obligatoire n'a pas encore progressé au point que ces acteurs du marché connaissent des pénuries de garanties facilement disponibles pour les mettre en gage ...

et en outre, à la page i:

21 Settlements, B.f.I. (2013) Asset encumbrance, financial reform and the demand for collateral assets. <https://www.bis.org/publ/cgfs49.pdf>

22 Settlements, B.f.I. (2014) Developments in collateral management services. <https://www.bis.org/cpmi/publ/d119.pdf>

Motivés par l'augmentation attendue de la demande de garanties résultant des changements réglementaires, les prestataires de services de gestion des garanties font évoluer leurs offres de services afin d'améliorer l'efficacité et de permettre aux acteurs du marché de répondre aux demandes de garanties avec des titres existants et disponibles.

Ainsi, alors qu'il n'y avait aucune preuve de la rareté des garanties et que les acteurs du marché ne connaissaient pas de pénurie, la "demande d'actifs en garantie" était artificiellement créée et intensifiée par le biais d'un fiat réglementaire. Elle n'était absolument pas dictée par le marché.

Cette mesure a été conçue et exécutée délibérément pour transférer le contrôle des garanties aux plus grands créanciers garantis qui se trouvent derrière le complexe des produits dérivés.

Les produits dérivés sont des contrats financiers portant sur tout ce qui est imaginable et même inimaginable pour la plupart d'entre nous. Ils peuvent être modélisés sur des choses réelles, mais ne sont pas les choses réelles elles-mêmes. Ils ne sont pas liés à la réalité physique... mais peuvent être utilisés pour prendre des choses réelles en garantie. C'est là le subterfuge, la finalité de tout cela.

Aux pages 8 à 11, le rapport cité²² présente les objectifs de ces systèmes de gestion de garanties, confirmant ainsi que c'est l'interconnexion des DCT et des DCTI qui assure la mobilité transfrontalière des garanties du "donneur de garanties" vers le "preneur de garanties" (oui, ils utilisent vraiment ces termes de manière explicite):

Tout d'abord, un grand nombre des plus grands dépositaires ont mis en place, ou prévoient de mettre en place, une plateforme de dépôt de nature mondiale. Il s'agira d'un système unique ou d'un ensemble de systèmes connectés permettant au client d'avoir une vue unique de toutes les garanties disponibles détenues par le dépositaire, quel que soit l'endroit où il se trouve. ...

L'objectif final de tous ces efforts est de se rapprocher le plus possible d'une vue unique de tous les titres disponibles, quel que soit l'endroit où ils sont détenus, en temps réel. Cette agrégation des informations relatives à l'offre est une condition préalable nécessaire au déploiement efficace des titres disponibles pour satisfaire aux obligations de garantie. ...

Les DCTI permettent à leurs participants d'obtenir des informations globales sur l'ensemble des titres détenus par ces derniers auprès du DCTI, y compris les titres détenus par les participants au DCTI par le biais d'accords de liaison.

Le rapport illustre les relations entre le DCTI et ses participants dans un diagramme, qui est inclus ci-dessous comme figure 5.1 à la page fig-bis2014. Le texte se poursuit:

Le diagramme 5 [figure 5.1] illustre les services offerts par les DCTI, dans le cadre desquels un client (donneur de garantie) est un participant du DCTI et détient ses titres dans le DCTI, y compris par le biais d'accords de liaison entre le DCTI et les DCT locaux. Le DCTI, en tant que CMSP [Collateral Management Service Provider], ayant établi des liens directs ou indirects (c'est-à-dire via un conservateur dépositaire au DCT local) avec les DCT locaux, dispose d'informations sur l'ensemble des titres d'un participant et peut y accéder à des fins de gestion de la garantie.

À ce stade, le rapport apporte des précisions dans une note de bas de page:

L'ensemble des titres d'un participant comprend les titres du participant qui ont été émis et sont détenus auprès du DCTI et les titres du participant qui ont été émis et sont détenus, via des accords de liaison avec le DCTI, auprès d'un DCT lié.

Le rapport se penche ensuite sur le rôle des "preneurs de garantie":

Les preneurs de garantie sont également des participants au DCTI. Le donneur et le preneur de garantie fournissent tous deux des informations au DCTI en tant que CMSP concernant les obligations de garantie. Sur la base de ces informations, le DCTI exécute son processus d'optimisation et peut générer automatiquement des instructions d'allocation de la garantie pour le donneur/preneur de garantie sur la base des résultats ... le DCTI traitera également le mouvement des titres sur les livres du DCTI, puisque les contreparties incluses dans le processus d'optimisation et d'allocation sont des participants au DCTI. Si le donneur de garantie ne dispose pas de suffisamment de titres dans l'environnement du DCTI, il peut se procurer des garanties en ... transférant des titres de son propre compte auprès du DCT lié vers son compte de titres auprès du DCTI, avec un règlement franco paiement (FoP) se produisant dans le DCT lié.

Notez que le transfert des actifs des gens doit se faire sans paiement (FoP) ! Ils ne voulaient pas seulement dire "libre mobilité du collatéral", mais littéralement, "collatéral gratuit". Comme c'est agréable !

Grâce à la transformation des garanties, l'objectif est d'utiliser tous les titres comme garanties [²², p. 15]:

La dynamique de l'offre et de la demande de garanties continuant d'évoluer, il est possible que les efforts déployés pour utiliser plus efficacement les garanties existantes ne suffisent pas à satisfaire pleinement les obligations individuelles. Dans ce cas, certains participants au marché peuvent être amenés à échanger des titres disponibles, mais non éligibles, contre d'autres titres répondant aux critères d'éligibilité afin de remplir leurs obligations en matière de garantie. Les transactions effectuées pour parvenir à ce résultat ont été définies comme une "transformation de la garantie".

La transformation des garanties consiste simplement à grever tous les types d'actifs des clients dans le cadre de contrats de swap, qui finissent dans le complexe de produits dérivés. Cette opération est réalisée à l'insu des clients, à qui l'on a fait croire qu'ils possédaient ces titres en toute sécurité, et n'a aucune utilité pour ces clients.

Et c'est bien le cas ! Voici le nettoyage automatisé, à l'échelle du marché, des garanties vers les contreparties centrales et les banques centrales en période de tensions sur les marchés [²², p. 19] :

En période de tensions sur les marchés, le déploiement rapide des titres disponibles peut s'avérer crucial pour atténuer les problèmes systémiques. Par exemple, avec une meilleure visibilité des titres disponibles et un meilleur accès à ceux-ci, les entreprises peuvent être mieux positionnées pour déployer rapidement des titres afin de répondre aux besoins de marge des contreparties centrales en cas de volatilité accrue du marché ou pour s'engager auprès des banques centrales dans des situations d'urgence afin d'obtenir un accès accru au prêteur en dernier ressort. ...

L'automatisation et la normalisation de nombreuses opérations liées à la gestion des garanties ... à l'échelle du marché ... peuvent permettre à un participant au marché de gérer des demandes de garanties de plus en plus complexes et rapides.

Ainsi, comme nous l'avons vu de manière irréfutable, l'objectif est d'utiliser tous les titres comme garantie et donc de disposer des moyens pratiques réels pour prendre tous les titres en garantie.

Des systèmes complets de "gestion des garanties" ont été mis en place pour assurer le transfert transfrontalier de tous les titres par l'intermédiaire des liens obligatoires entre les dépositaires centraux de titres, les dépositaires centraux de titres internationaux et les contreparties centrales (où se concentre le risque du complexe des produits dérivés), et jusqu'aux créanciers garantis qui prendront les garanties

en cas de faillite des contreparties centrales, après s'être assurés que leur prise d'actifs ne peut pas être "légalement" contestée.

Inévitablement, la "Bulle Globale" sera suivie du "Krach Global". Lorsque les prix de pratiquement tout s'effondreront et que toutes les entreprises financières deviendront rapidement insolvables, ces systèmes de gestion des garanties balayeront automatiquement toutes les garanties vers les contreparties centrales de compensation (CCP) et les banques centrales.

Le piège, dans lequel toutes les nations ont été entraînées, est prêt et attend d'être déclenché.

Cela sera un point final épique aux décennies de financiarisation apparemment hors de contrôle, qui n'ont servi aucun objectif bénéfique pour l'humanité, mais dont les effets dévastateurs sont encore apparents aujourd'hui.

Il s'agit d'une stratégie délibérée mise en œuvre depuis des décennies. L'objectif était de gonfler la bulle mondiale de manière totalement disproportionnée par rapport à toute chose ou activité réelle, ce qui doit aboutir à un désastre pour un grand nombre de personnes, sans qu'aucune poche de résilience ne soit autorisée à subsister dans aucun pays.

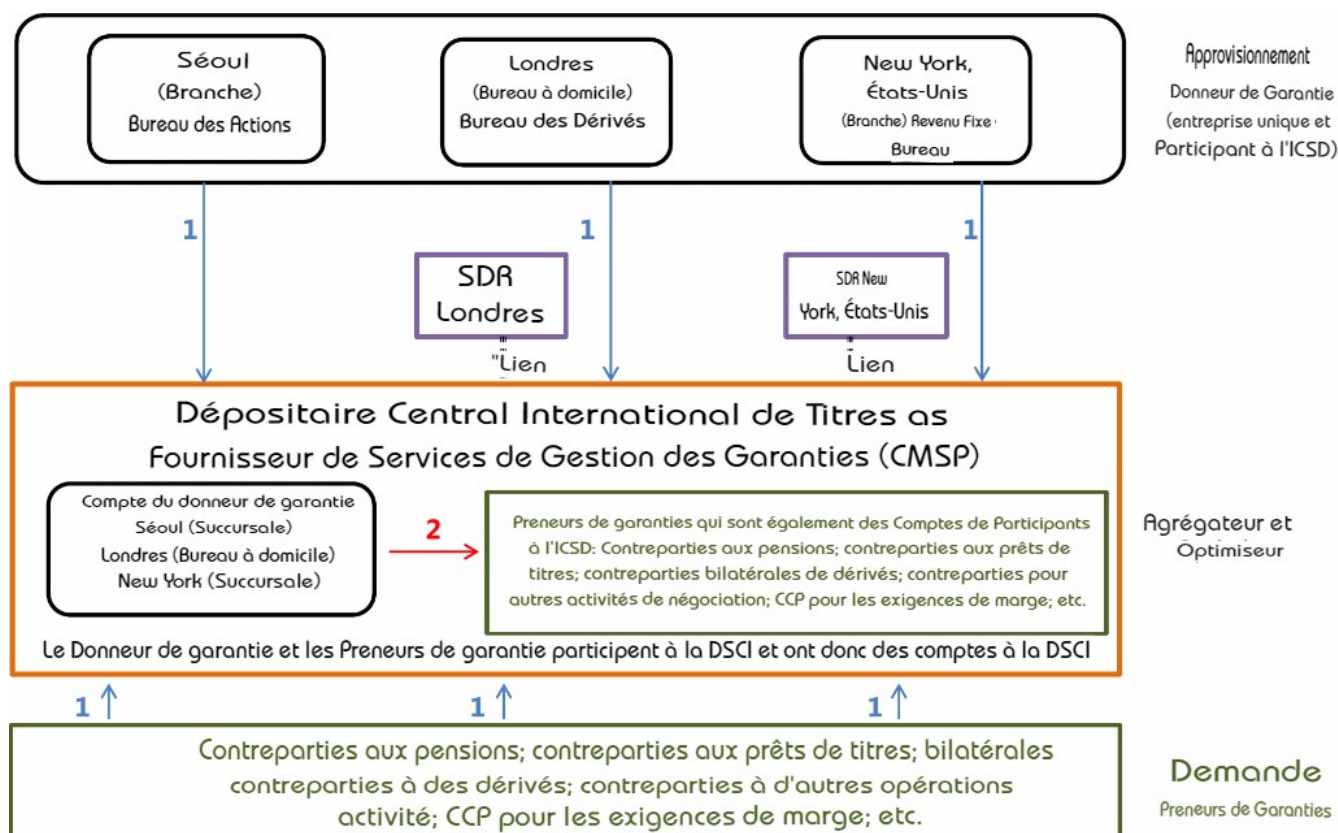


Figure 5.1 : Plusieurs juridictions, le DCTI en tant que prestataire de services de gestion des garanties avec des liens vers d'autres DCT. Adapté du diagramme 5 de [22]. Les explications sont fournies dans l'original : Lien = Le DCTI a des liens directs ou indirects avec d'autres DCT. Les titres détenus par les participants au DCTI dans le cadre de ces accords de liaison sont inclus dans la réserve de garanties respective du participant au DCTI et sont disponibles pour le DCTI en tant que PSMC. 1 = Le donneur et le preneur de garantie envoient une notification au DCTI concernant leurs transactions tripartites. 2 = Le DCTI détermine l'utilisation optimale des titres disponibles et génère les instructions d'allocation de la garantie sous-jacente ; le transfert de la garantie est réglé sur les livres du DCTI.

6. Refuge de sécurité pour qui et de quoi ?

Tous les animaux sont égaux, mais certains
sont plus égaux que d'autres.

George Orwell, La ferme des animaux

En 2005, moins de deux ans avant le début de la crise financière mondiale, les dispositions relatives au "refuge de sécurité" du code américain de la faillite ont été considérablement modifiées. Le "refuge de sécurité" semble être une bonne chose, mais une fois de plus, il s'agissait de faire en sorte que les créanciers garantis soient absolument certains de pouvoir s'emparer des actifs des clients et que cela ne puisse pas être contesté par la suite. Il s'agissait d'offrir un "refuge de sécurité" aux créanciers garantis contre les demandes des clients concernant leurs propres actifs.

Voici quelques extraits explicatifs de l'article en ligne "The Effect of the new Bankruptcy Code on Safe Harbor Transactions"²³ (*L'effet du nouveau code des faillites sur les transactions du refuge de sécurité*):

Le 17 octobre 2005, les dispositions de la loi de 2005 sur la prévention des abus de la faillite et la protection des consommateurs (loi de 2005) sont entrées en vigueur, modifiant diverses dispositions du code américain des faillites ... Les dispositions de la loi de 2005 qui traitent du traitement des faillites de diverses transactions "refuge", telles que les contrats à terme, les contrats de marchandises, les accords de rachat et les contrats de titres, revêtent une importance particulière.

Historiquement, en vertu du code américain sur la faillite, un syndic de faillite pouvait annuler les transferts, c'est-à-dire imposer le dégorgement ou le remboursement, si

- le transfert était "implicitement frauduleux", c'est-à-dire qu'une "valeur équivalente raisonnable" inférieure était reçue et que le débiteur en faillite qui faisait l'objet d'un transfert
 - était insolvable,
 - était devenu insolvable à la suite du transfert,
 - était engagé dans une activité pour laquelle le débiteur disposait d'un capital déraisonnablement faible,
 - avait intentionnellement contracté des dettes dépassant sa capacité de paiement, ou
 - avait effectué un transfert semblable au profit d'un initié ;

ou

- si le transfert avait été effectué dans les 90 jours suivant le dépôt de bilan (un an si le bénéficiaire du transfert était un initié). Les transferts qui répondent à l'un des critères ci-dessus sont appelés "préférences", "transferts préférentiels" ou "dettes préférentielles".

Ainsi, grâce aux nouvelles dispositions relatives au "refuge de sécurité", le transfert des actifs des clients à des créanciers précédemment considérés comme frauduleux ne peut plus être contesté. C'était exactement le but recherché. En outre, il est désormais tout à fait acceptable que le transfert des actifs du public soit effectué sans paiement, puisqu'il n'est pas nécessaire de démontrer qu'une valeur raisonnablement équivalente a été reçue.

23 Coco, N.F. et al. (2005) The Effect of the new Bankruptcy Code on Safe Harbor Transactions.
<https://www.mondaq.com/unitedstates/commoditiesderivativesstock-exchanges/36408/the-effect-of-the-new-bankruptcy-code-on-safe-harbor-transactions>

Stephen J. Lubben est titulaire de la chaire Harvey Washington Wiley sur la gouvernance d'entreprise et l'éthique des affaires à l'université de Seton Hall et expert dans le domaine de la finance et de la gouvernance d'entreprise, de la restructuration d'entreprise, de la détresse financière et de l'endettement. Voici quelques extraits de son livre "The Bankruptcy Code Without Safe Harbors (Le Code Des Faillites Sans Refuge de Sécurité)²⁴" :

Suite aux modifications apportées au Code en 2005, il est difficile d'imaginer un produit dérivé qui ne fasse pas l'objet d'un traitement spécial.

Les refuges de sécurité couvrent un large éventail de contrats susceptibles d'être considérés comme des produits dérivés, notamment les contrats sur titres, les contrats sur matières premières, les contrats à terme, les accords de rachat et, surtout, les accords de swap. Ce dernier est devenu une sorte de définition "fourre-tout" qui couvre l'ensemble du marché des produits dérivés, présent et futur..

Un contrat protégé ... n'est protégé que si le titulaire est également une personne protégée, telle que définie dans le code des faillites. Les participants financiers - essentiellement de très grandes institutions financières - sont toujours protégés.

L'argument du risque systémique en faveur des "refuges de sécurité" repose sur la conviction que l'impossibilité de clôturer une position sur un produit dérivé en raison du sursis automatique entraînerait la faillite en chaîne des institutions financières.

Le problème de cet argument est qu'il ne tient pas compte des risques créés par la précipitation à liquider les positions et à exiger des garanties de la part des entreprises en difficulté. Non seulement cela contribue à la faillite d'une entreprise financière déjà affaiblie, en favorisant une ruée sur l'entreprise, mais cela a aussi des effets conséquents sur les marchés en général ... le Code devra se prémunir contre les tentatives d'accaparement de montants massifs de garanties à la veille d'une faillite, d'une manière qui n'est pas liée à la valeur sous-jacente des transactions garanties.

Le nouveau régime des refuges de sécurité a été cimenté dans la jurisprudence lors des procédures judiciaires entourant la faillite de Lehman Brothers. Avant la faillite, JP Morgan (JPM) s'était emparé d'actifs de clients en tant que créancier garanti, alors qu'il en était le dépositaire ! En vertu de la législation sur les faillites en vigueur depuis longtemps, il s'agirait clairement d'un transfert préférentiel frauduleux au profit d'un initié. C'est ainsi que JPM a été poursuivie en justice par les clients dont les actifs avaient été saisis.

Je citerai le mémorandum suivant déposé en défense de JPM par le cabinet d'avocats Wachtel, Lipton, Rosen & Katz, auprès du tribunal américain des faillites du district sud de New York²⁵ :

L'objectif des refuges de sécurité, depuis leur création, a été de promouvoir la stabilité sur des marchés financiers importants et intrinsèquement instables en protégeant les transactions sur ces marchés contre toute perturbation pendant une faillite. Comme l'explique le contexte législatif du refuge de sécurité initial, "la stabilité financière des chambres de compensation, qui disposent souvent de millions de dollars, serait gravement menacée par" l'exposition aux demandes d'annulation ; en outre, les actions visant à annuler les paiements de marge effectués

24 Lubbers, S.J. (2010) The Bankruptcy Code Without Safe Harbors (National Conference of Referees in Bankruptcy, Bangor, Me.).
<https://search.worldcat.org/title/649573636>

25 Wachtel, L.R.&K.(. (2010) Memorandum of Law in Support of Motion To Dismiss of Defendant JPMorgan Chase Bank, N.A.
https://www.creditslips.org/files/lehman_brothers_holdings_inc._14.pdf

par les chambres de compensation pourraient déclencher une "réaction en chaîne" d'insolvabilité parmi tous les autres participants au marché, "menaçant l'ensemble du secteur".

Voici maintenant la décision du tribunal²⁶:

TRIBUNAL DES FAILLITES DES ÉTATS-UNIS DISTRICT SUD DE NEW YORK En ce qui concerne le chapitre 11 Affaire n° 08-13555

La Cour est d'accord avec JPMC pour dire que les refuges de sécurité s'appliquent ici, et qu'il est approprié que ces dispositions soient appliquées telles qu'elles sont écrites et appliquées littéralement dans l'intérêt de la stabilité du marché. Les transactions en question sont précisément le type d'accords contractuels qui devraient être exemptés de bouleversements par un tribunal des faillites en vertu des normes plus souples du transfert frauduleux constructif ou de la responsabilité des préférences : il s'agit de transactions d'importance systémique entre des acteurs financiers sophistiqués à un moment de détresse financière sur les marchés - en d'autres termes, le cadre précis pour lequel les "refuges de sécurité" ont été conçus. ...

La Cour doit d'abord déterminer si JPMC peut bénéficier de la protection de l'article 546(e). Ce paragraphe, comme les refuges de sécurité en général, ne s'applique qu'à certains types d'entités admissibles. ...

JPMC, étant l'une des principales institutions financières au monde, fait manifestement partie de la catégorie protégée et peut être qualifiée à la fois d'"institution financière" et de "participant financier".

Ainsi, seul "un membre de la catégorie protégée" est habilité à s'approprier les actifs des clients de cette manière. Les petits créanciers garantis ne bénéficient pas du même privilège.

Au lendemain de la crise financière mondiale de 2007-2008, aucun dirigeant n'a été condamné pour l'utilisation et la perte subséquente d'actifs de clients. Bien au contraire ! La faillite de Lehman Brothers a été utilisée pour établir un précédent jurisprudentiel selon lequel la "catégorie protégée" des créanciers garantis a un droit de priorité absolu sur les actifs des clients et que, potentiellement et pratiquement, ils seront les seuls à se retrouver avec les actifs.

26 York, U.S.B.C.S.D.o.N. (2012) Memorandum Decision Granting in Part and Denying in Part Motion to Dismiss by Defendant JPMorgan Chase Bank, N.A.
https://www.nysb.uscourts.gov/sites/default/files/opinions/198038_134_opinion.pdf

7. Parties centrales de compensation

Humpty Dumpty a été poussé.

Mr. Potato Head, Toy Story

Les parties centrales de compensation (CCP) assument le risque de contrepartie entre les parties à une transaction et assurent la compensation et le règlement des transactions sur les devises, les titres, les options et, surtout, les contrats dérivés. En cas de défaillance d'un participant, la contrepartie centrale assume les obligations du participant défaillant. Les CCP combinent les expositions à tous les membres compensateurs dans son bilan.

Existe-t-il un risque de défaillance des contreparties centrales de compensation ?

Euroclear est un dépositaire central international de titres (ICSD), qui a été conçu pour acheminer les garanties des clients vers les contreparties centrales. En 2020, Euroclear a publié un article sur la possibilité de défaillance des contreparties centrales intitulé "Regulating the risks of CCPs"²⁷ [24] dans lequel on trouve les déclarations suivantes, qui sont remarquables, des participants à la conférence d'Euroclear sur les garanties :

Les régulateurs du monde entier ont exigé plus de capital, plus de garanties et plus de compensation. Et dans une large mesure, ils ont maintenant ce qu'ils voulaient. ...

Pourtant, malgré les efforts considérables déployés par les acteurs du marché, deux problèmes majeurs subsistent. La première est que les réglementations financières des différentes juridictions ne sont pas totalement alignées les unes sur les autres. Deuxièmement, les risques des systèmes financiers ont été concentrés sur les contreparties centrales de compensation (CCP). Ces deux questions se rejoignent dans le cadre de l'effort réglementaire à venir pour concevoir un régime de résolution et de recouvrement pour les CCP dans le monde entier. ...

La volonté de l'UE de créer un régime de redressement et de résolution pour les contreparties centrales ... a également créé des tensions entre les chambres de compensation elles-mêmes et leurs membres, banques de compensation et gestionnaires d'actifs, sur la question de savoir qui doit payer quoi en cas d'effondrement de ces infrastructures de marché essentielles. ...

Mais pour les institutions de l'UE, la ligne rouge [sic] est que si une contrepartie centrale fait faillite, le contribuable ne sera pas tenu de payer.

Le dernier paragraphe est un subterfuge garantissant que, dans le cadre de la "résolution", les créanciers garantis s'empareront immédiatement des actifs sous-jacents ; c'est le plan, c'est-à-dire que la nationalisation ne doit pas être autorisée.

Le rapport poursuit :

Quelle que soit la manière dont le texte final [du règlement] est équilibré, cela n'enlève rien au fait que le risque est désormais fortement concentré au sein de ces institutions. L'un des intervenants d'Euroclear a suggéré qu'il y avait une résistance à la marche toujours croissante vers la compensation centrale, car il s'agit d'une fonction de gestion des risques, et il arrive que des fonctions échouent.

En effet, ce n'est pas parce que les contreparties centrales n'ont pas fait faillite dans le passé que rien ne dit qu'il n'y aura pas de crise des contreparties centrales à l'avenir. Les panélistes

²⁷ Euroclear, (2020) Regulating the risks of CCPs.

<https://www.euroclear.com/newsandinsights/en/Format/Articles/regulating-risks-of-ccps.html>

se sont inquiétés du fait qu'avec la faible base de capital dont disposent actuellement les CCP, tout redressement et toute résolution d'une CCP défaillante impliqueront que les membres compensateurs directs se lèvent pour les soutenir par le biais d'un certain nombre d'actions difficiles pour les entreprises impliquées. ...

L'une des principales exigences du projet de document sera d'obliger les contreparties centrales à planifier des scénarios. La défaillance d'une contrepartie centrale sera probablement déclenchée par la défaillance simultanée de deux membres importants. "Si une grande contrepartie centrale est en difficulté à cause de la défaillance de ses membres, nous aurons une crise bancaire", déclare Benoît Gourisse, directeur principal de la politique publique européenne à l'ISDA.

En 2022, le Conseil de stabilité financière (CSF) et le Comité des paiements et des infrastructures de marché de la BRI ont publié le rapport "Central Counterparty Financial Resources for Recovery and Resolution"(Ressources financières de la Contrepartie centrale pour le Redressement et la Résolution)²⁸, dans lequel on trouve les déclarations suivantes :

En novembre 2020, les présidents du CSF, du Comité sur les paiements et les infrastructures de marché (CPMI), de l'Organisation internationale des commissions de valeurs (IOSCO) et du Resolution Steering Group (ReSG) du CSF se sont publiquement engagés à collaborer et à mener de nouveaux travaux sur les ressources financières des contreparties centrales en cas de redressement et de résolution. Ces travaux porteront sur la nécessité d'élaborer, le cas échéant, une politique internationale sur l'utilisation, la composition et le montant des ressources financières dans le cadre du redressement et de la résolution, afin de renforcer la résilience et la capacité de résolution des contreparties centrales dans des scénarios de perte avec ou sans défaillance.

Sous le titre "Effets systémiques et de contagion et interconnexion", le même rapport indique que :

Les scénarios étant spécifiques à chaque contrepartie centrale, les résultats ne peuvent être agrégés pour simuler les pertes totales au niveau du système financier pour un scénario donné. Les effets sur l'ensemble du système n'ont donc pas été pris en compte. L'analyse n'a pas pris en compte les circonstances économiques sous-jacentes susceptibles d'entraîner la défaillance simultanée de quatre membres compensateurs de chacune des sept contreparties centrales, la probabilité de telles circonstances ou l'impact potentiel de la défaillance des mêmes membres compensateurs dans plusieurs contreparties centrales. L'analyse n'a pas non plus cherché à modéliser les effets de second ordre et d'ordre ultérieur des scénarios susceptibles d'entraîner des tensions plus importantes sur le marché, notamment les augmentations potentielles des exigences de marge, les pressions sur la liquidité et la pénurie de garanties. Enfin, l'analyse a supposé que tous les participants non défaillants continuaient à agir comme ils s'y étaient engagés.

Ainsi, cette analyse fournie par le "Conseil de stabilité financière" de la BRI a absolument évité d'envisager ce qui se passe exactement lors d'une crise financière mondiale !

La Depository Trust & Clearing Corporation (Société de dépôt et de compensation, DTCC) gère deux contreparties centrales, toutes deux désignées aux États-Unis comme des services financiers d'importance systémique (SIFMUs).

Les extraits suivants sont tirés d'un article publié par la DTCC²⁹:

²⁸ Settlements, B.f.I. (2022) Central Counterparty Financial Resources for Recovery and Resolution. <https://www.bis.org/publ/othp46.pdf>

²⁹ DTCC, (2017) Collaborative Efforts Underway to Strengthen Risk Management Framework.

Trois des filiales de l'agence de compensation de la DTCC ayant été déclarées "services publics de marchés financiers d'importance systémique" (SIFMUs), M. Pozmanter [le responsable des services d'agence de compensation et des opérations mondiales de la DTCC] a déclaré que des efforts et des discussions considérables avaient eu lieu cette année pour mettre à jour les plans de redressement et de liquidation des sociétés de compensation et des dépositaires. ... Il a interrogé Stephen Pecchia, directeur général de la DTCC, bureau de redressement et de résolution, sur la mise à jour des règles de liquidation ainsi que sur certains des changements apportés aux règles de répartition des pertes des agences de compensation.

"Les normes de l'agence de compensation couverte exigent des plans de redressement et de liquidation ordonnés", a déclaré M. Pecchia. "Nous chercherons à liquider l'entité défaillante et, parallèlement, à transférer nos services à une tierce partie qui s'est constituée au sein de l'entreprise DTCC ou qui serait un autre acquéreur tiers. Il s'agira essentiellement d'un transfert de services : il y aura une cession d'actifs, des accords de service seront mis en place entre les agences de compensation défaillantes ainsi qu'entre la société holding DTCC et cette nouvelle entité. " ...

"J'espère que nous n'aurons jamais à le faire, mais nous devons être préparé", a-t-il déclaré. "Comme beaucoup d'entre vous le savent, ce qui conduira à cette éventualité n'est peut-être pas quelque chose que nous avons vu dans le passé, mais la valeur réside dans la planification. "

C'est donc un événement inédit qui poussera à la création d'une nouvelle CCP, et c'est ce qu'ils prévoient.

La DTCC a fourni un clip vidéo intitulé "Perspectives on CCP Risk Management" (*Perspectives sur la gestion du risque de contrepartie centrale*)³⁰, dans lequel Murray Pozmanter fait la déclaration suivante :

Nous pensons que le niveau de capitalisation d'une contrepartie centrale est un élément clé de sa résilience globale. Les contreparties centrales doivent être suffisamment capitalisées pour pouvoir supporter les pertes liées à la défaillance d'un membre et à la défaillance d'un non-membre. En réponse à cela, nous avons mis en place un cadre de capital complet pour mesurer et atténuer efficacement les risques, et pour soutenir la résilience de la DTCC et de nos filiales.

Quelle est donc la capitalisation de la DTCC ?

Ceci est un extrait des états financiers consolidés de la DTCC au mois de mars 2023³¹:

The Depository Trust & Clearing Corporation (DTCC) est la société mère de plusieurs filiales opérationnelles, dont The Depository Trust Company (DTC), National Securities Clearing Corporation (NSCC), Fixed Income Clearing Corporation (FICC), DTCC ITP LLC (ITP), DTCC Deriv/SERV LLC (Deriv/SERV), DTCC Solutions LLC (Solutions (US)), DTCC Solutions (UK) Limited (Solutions (UK)), Business Entity Data, B.V. (BED) ; collectivement, la "société" ou les "sociétés".

Il s'agit de l'ensemble de la DTCC, consolidée, c'est-à-dire de tout le tralala.

Au 31 mars 2023, le total des capitaux propres consolidés s'élevait à un peu plus de 3,5 milliards de dollars (avec un "m").

30 DTCC, (2017) Perspectives on CCP Risk Management.

31 DTCC, (2023) Consolidated Financial Statements as of and for the Years Ended December 31, 2022 and 2021, and Independent Auditors' Report.

<https://www.dtcc.com/-/media/Files/Downloads/legal/financials/2023/DTCC-Annual-Financial-Statements-2022-and-2021.pdf>

Maintenant, réalisez qu'il s'agit là de l'ensemble de la capitalisation qui sous-tend le dépositaire central de titres et les contreparties centrales pour l'ensemble du marché américain des valeurs mobilières et du complexe des produits dérivés.

Comparez cela à la déclaration citée :

Nous pensons que le niveau de capitalisation d'une contrepartie centrale est un élément clé de sa résilience globale. Les contreparties centrales doivent être suffisamment capitalisées pour pouvoir supporter les pertes liées à la défaillance d'un membre et à la défaillance d'un autre membre.

C'est l'une des nombreuses tromperies ouvertes, qui sont désagréables et gênantes à voir, et donc rejetée d'emblée. Rappelons maintenant ces extraits de l'échange entre le Legal Certainty Group (*Groupe de sécurité juridique*) et les avocats de la Réserve fédérale :

Q (E.U.):

L'investisseur est-il protégé contre l'insolvabilité d'un intermédiaire et, dans l'affirmative, comment ?

R (N.Y. Fed):

... un investisseur est toujours vulnérable face à un intermédiaire en valeurs mobilières qui ne possède pas lui-même des droits sur un actif financier suffisants pour couvrir tous les droits sur titres qu'il a créés sur cet actif financier ...

Si le créancier garanti a le "contrôle" de l'actif financier, il aura la priorité sur les titulaires de droits ...

Si l'intermédiaire en valeurs mobilières est une société de compensation, les créances de ses créanciers ont priorité sur les créances des titulaires de droits.

Voilà, c'est fait. En cas d'effondrement des filiales de compensation de la DTCC, ce sont les créanciers garantis qui prendront les actifs des titulaires de droits. C'est ainsi que les choses se passent. C'est conçu pour se produire soudainement et à grande échelle.

D'autres déclarations pertinentes figurent dans l'article "DTCC Details Risk Management Approach" (*Détails d'approche de la gestion des risques*)³²:

Une grande partie du débat a récemment porté sur la question de savoir si les contreparties centrales devraient contribuer davantage à la répartition des pertes en puisant dans leurs fonds propres, afin de s'assurer que leur gestion des risques est prudente et qu'elles mettent leur propre "peau en jeu".

On pourrait faire valoir que les contreparties centrales cotées en bourse risquent de ne pas être alignées sur les intérêts de leurs propriétaires et actionnaires, qui ont également eu recours à leurs services.

"Nous avons estimé qu'il était très important de souligner que cet argument ne s'applique pas aux CCP de la DTCC car, par essence, la source de notre capital est nos utilisateurs", a déclaré M. Pozmanter. "Nous ne pensons pas que le fait de mettre en péril une part importante de ce capital dans le cadre de notre cascade de répartition des pertes alignerait nos intérêts, mieux

32 Flanagan, T. (2015) DTCC Details Risk Management Approach.
<https://www.marketsmedia.com/dtcc-details-risk-management-approach/>

qu'ils ne le sont déjà avec nos propriétaires et nos utilisateurs. Nous considérons cela comme une source potentielle d'instabilité dans un marché stressé."

Il a ajouté : "Bien que nous soyons favorables à l'inclusion d'une partie de notre capital dans les pertes, nous pensons qu'une méthodologie très transparente et un pourcentage statique de notre capital d'exploitation dans les pertes sont ce qu'il y a de plus approprié pour nous". ...

En ce qui concerne les procédures de résolution, la DTCC est opposée au préfinancement des pertes en cas de défaillance, bien qu'elle soit favorable au préfinancement du capital d'exploitation nécessaire au démarrage d'une nouvelle contrepartie centrale en cas de défaillance.

"Au fur et à mesure que nous planifions notre redressement et notre résolution, nous voulons disposer du capital d'exploitation nécessaire pour lancer une nouvelle contrepartie centrale en cas de résolution de l'une d'entre elles", a déclaré M. Pozmanter. "Nous sommes tout à fait d'accord pour dire qu'il est logique de disposer d'un capital d'exploitation préfinancé pour lancer une nouvelle contrepartie centrale.

Voilà qui est clair. Les contreparties centrales sont conçues pour échouer. Elles sont délibérément sous-capitalisées. Le démarrage d'une nouvelle contrepartie centrale est planifié et préfinancé. Cette construction garantit que les créanciers garantis s'empareront de toutes les garanties sur lesquelles ils auront un contrôle juridique parfait. L'État de droit doit prévaloir ! Sinon, ce serait le chaos ! Personne n'est au-dessus de la loi, après tout !

Pour rappel de cette structure, voici un extrait de l'article de Wikipédia sur la DTCC³³:

La plupart des grands courtiers et banques américains sont des participants à part entière de la DTC, ce qui signifie qu'ils déposent et détiennent des titres auprès de la DTC. La DTC apparaît dans les registres des actions d'un émetteur comme le seul propriétaire enregistré des titres déposés à la DTC. La DTC détient les titres déposés en "vrac fongible", ce qui signifie qu'il n'y a pas d'actions spécifiquement identifiables détenues directement par les participants à la DTC. Au contraire, chaque participant possède un intérêt proportionnel dans le nombre total d'actions d'un émetteur particulier détenues à la DTC. De même, chaque client d'un participant à la DTC, tel qu'un investisseur individuel, possède un intérêt proportionnel dans les actions dans lesquelles le participant à la DTC détient un intérêt.

Grâce à l'explication fournie par la Banque Fédérale de Réserve de New York (voir chapitre 3), vous savez ce que cela signifie.

33 https://fr.wikipedia.org/wiki/Depository_Trust_%26_Clearing_Corporation

8. Jour férié bancaire

Ils ont troqué leur droit d'aînesse
un plat de potage.

William Blake

Ma tante Elizabeth avait dix ans lorsque les banques ont été fermées par décret en 1933³⁴. Lorsque je lui ai demandé de me parler de la Grande Dépression, elle m'a répondu que tout d'un coup, plus personne n'avait d'argent, que même les familles aisées n'avaient plus d'argent et devaient retirer leurs filles des écoles privées parce qu'elles ne pouvaient pas payer les frais de scolarité.

Je me suis demandé pourquoi même ces familles aisées ne pouvaient pas renvoyer leurs enfants dans leurs écoles après la réouverture des banques.

La réponse est que seules les banques de la Réserve fédérale et les banques sélectionnées par la Réserve fédérale ont été autorisées à rouvrir.

"Les banques de la Réserve fédérale, écrit Allan Meltzer, envoyaient au Trésor des listes de banques recommandées pour la réouverture, et le Trésor accordait des licences à celles qu'il approuvait. L'étude de Meltzer intitulée "A History of the Federal Reserve" (Une histoire de la Réserve fédérale)³⁵ est considérée comme l'histoire la plus complète de la banque centrale.

Les personnes qui détenaient de l'argent dans les banques qui n'ont pas été autorisées à rouvrir ont tout perdu. Leurs dettes n'ont cependant pas été annulées ; elles ont été reprises par les banques sélectionnées par le système de la Réserve fédérale. Si ces personnes ne pouvaient pas rembourser leurs dettes - ce qui était désormais probable, puisqu'elles avaient perdu leurs liquidités -, elles perdaient tout ce qu'elles avaient financé par des dettes, quel qu'en soit le montant, par exemple leur maison, leur voiture et leur entreprise.

Des milliers de banques n'ont jamais été autorisées à rouvrir. Les façades grandioses des anciens bâtiments bancaires étaient visibles dans tout Cleveland. La dévastation des banques était telle qu'une église catholique de quartier a été construite avec des colonnes de pierre massives récupérées d'un bâtiment bancaire qui avait été démoli.

La Cleveland Trust Co. s'est développée par le biais d'acquisitions pour devenir, en 1924, la sixième banque des États-Unis. Comme l'indique l'encyclopédie de l'histoire de Cleveland de l'Université Case Western Reserve³⁶, la banque a parfaitement survécu à la dépression". Comment cela a-t-il été possible ?

Elle avait été choisie par la Réserve fédérale pour consolider les dettes. Un de mes professeurs de finance racontait que Cleveland Trust avait mis en place un processus systématique de saisie et d'expulsion de milliers de familles de leur logement dans l'agglomération de Cleveland. Une fois ces familles expulsées de leur logement et leur capital anéanti, elles se voyaient offrir la possibilité de réintégrer leur ancien logement en tant que locataires, l'avantage pour Cleveland Trust étant que ces familles payaient pour garder les maisons chauffées jusqu'à ce qu'elles puissent être vendues. Cleveland

34 Roosevelt, F. (1933) Proclamation 2039 Declaring A Bank Holiday.

https://en.wikisource.org/wiki/Proclamation_2039

35 Meltzer, A.H. (2003) A History of the Federal Reserve.

<https://www.worldcat.org/title/1022688407>

36 History, E.o.C. (2023) Ameritrust.

<https://case.edu/ech/articles/a/ameritrust>

Trust s'en est "bien sorti". Comment mon professeur de finance a-t-il pu savoir cela ? Sa famille faisait partie des milliers de familles dont le prêt hypothécaire avait été repris par Cleveland Trust.

En revanche, William L. Silber, membre du comité consultatif économique de la Banque fédérale de réserve de New York, a donné une image positive de la situation. Dans son article intitulé "Why Did FDR's Bank Holiday Succeed ?" (Pourquoi les vacances bancaires de F.D. Roosevelt ont-elles réussi ?)³⁷, Silber écrit :

Au grand soulagement de tous, lorsque les institutions ont rouvert leurs portes le 13 mars, les déposants ont fait la queue pour rendre aux banques de quartier l'argent qu'ils avaient accumulé. En l'espace de deux semaines, les Américains ont redéposé plus de la moitié des devises qu'ils avaient mises de côté avant la suspension. Le marché a également manifesté son approbation. Le 15 mars 1933, premier jour de cotation après la fermeture prolongée, la Bourse de New York a enregistré la plus forte hausse de cours jamais enregistrée en une journée. Avec le recul, on peut dire que la fermeture des banques à l'échelle nationale en mars 1933 a mis fin aux retraits massifs d'argent qui avaient marqué la Grande Dépression... Les observateurs contemporains considèrent la fermeture des banques et la conversation au coin du feu comme les deux coups de poing qui ont brisé les reins de la Grande Dépression... la rapidité avec laquelle la loi sur la fermeture des banques a rétabli l'intégrité du système de paiement démontre le pouvoir des politiques crédibles de changement de régime.

La loi sur la banque d'urgence de 1933 a été adoptée par le Congrès le 9 mars 1933, trois jours après que F.D. Roosevelt eut déclaré le jour férié, alors qu'un seul exemplaire était disponible à la Chambre des représentants et que des copies ont été mises à la disposition des sénateurs lorsque le projet de loi a été proposé au Sénat, après avoir été adopté par la Chambre des représentants³⁸.

Est-ce un succès ? On nous fait croire que le jour férié était un projet brillant. C'était le cas pour certains. Il a été extrêmement fructueux pour les intérêts bancaires qui se sont emparés des actifs et ont consolidé leur pouvoir. Il a certainement démontré le pouvoir des "politiques de changement de régime". Nous verrons qu'il ne s'agissait pas seulement de s'emparer des maisons et autres biens des gens. Quant à mettre fin à la panique, ce n'est peut-être pas si difficile à faire lorsque l'on a fomenté la panique.

Dans l'article "The Great Depression" (*La Grande Dépression*)³⁹ de Wikipédia, on trouve l'éclairage suivant sur le comportement étrange de la Fed dans les années qui ont précédé le jour férié :

L'explication monétariste a été donnée par les économistes américains Milton Friedman et Anna J. Schwartz. Selon eux, la Grande Dépression a été causée par la crise bancaire qui a entraîné la disparition d'un tiers des banques, une réduction de la richesse des actionnaires des banques et, plus important encore, une contraction monétaire de 35 %, qu'ils ont appelée "la grande contraction". En ne baissant pas les taux d'intérêt, en ne baissant pas les taux et en n'injectant pas de liquidités dans le système bancaire pour l'empêcher de s'effondrer, la Réserve fédérale a assisté passivement à la transformation d'une récession normale en Grande Dépression.

La Réserve fédérale a autorisé quelques grandes faillites de banques publiques - en particulier celle de la New York Bank of United States [en décembre 1930] - qui ont provoqué la panique

37 Silber, W.L. (2009) Why Did FDR's Bank Holiday Succeed?

<https://www.newyorkfed.org/medialibrary/media/research/epr/09v15n1/0907silb.pdf>

38 Wikipedia, (2023) The Emergency Banking Act of 1933.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Emergency_Banking_Relief_Act

39 Wikipedia, (2023) The Great Depression.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Grande_D%C3%A9pression

et des ruées généralisées sur les banques locales, et la Réserve fédérale est restée les bras croisés pendant que les banques s'effondraient. Friedman et Schwartz ont affirmé que si la Fed avait accordé des prêts d'urgence à ces banques clés, ou simplement acheté des obligations d'État sur le marché libre pour fournir des liquidités et augmenter la quantité de monnaie après la faillite des banques clés, toutes les autres banques n'auraient pas fait faillite après les grandes, et la masse monétaire n'aurait pas chuté autant et aussi vite qu'elle l'a fait.

Ce point de vue a été approuvé en 2002 par le gouverneur de la Réserve fédérale, Ben Bernanke, dans un discours en l'honneur de Friedman et Schwartz⁴⁰:

Permettez-moi de terminer mon intervention en abusant légèrement de mon statut de représentant officiel de la Réserve fédérale. Je voudrais dire à Milton et Anna : en ce qui concerne la Grande Dépression, vous avez raison. Nous l'avons causée. Nous sommes vraiment désolés. Mais grâce à vous, nous ne recommencerons pas.

Comme il s'agit d'une "histoire ancienne", Bernanke ne risquait rien à faire un tel aveu. Mais surtout, cela lui permettrait de se poser en sage ayant étudié les "erreurs" de la Réserve fédérale, puis de justifier les mesures extraordinaires prises par la Fed pour faire face à la crise financière mondiale. La Fed est-elle en effet "vraiment désolée" ? Peut-on croire à la promesse que "nous ne recommencerons pas" ? Ils ont étudié en détail les leçons du passé, mais leur objectif était de préparer une version mondiale nouvelle et améliorée pour la fin spectaculaire de ce super-cycle d'expansion de la dette. C'est l'objet de ce livre.

Contrairement à l'image de réussite qui nous a été transmise, le Jour Férié Bancaire n'a pas mis fin à la Grande Dépression. Il n'y a pas eu de reprise qui aurait pu permettre aux gens de rembourser leurs dettes et de conserver leurs biens. Pourquoi ? "Inexplicablement", la Réserve fédérale a maintenu des conditions strictes⁴¹:

Selon la littérature sur le sujet, les causes possibles ... étaient une contraction de la masse monétaire causée par les politiques de la Réserve fédérale et du Département du Trésor et des politiques fiscales contractionnistes.

S'il s'agissait d'un programme global visant à empêcher toute reprise, il a très bien fonctionné. Les conditions sont restées globalement tendues pendant des années et elles ont maintenu les prix à un niveau bas, de sorte que les gens n'ont pas eu la possibilité de vendre des actifs pour rembourser leurs dettes. Je sais, d'après des lettres de famille, que, malgré l'absence de dettes, les temps étaient assez durs. Grand-mère Webb a écrit à son fils (qui participait à un programme sportif pour les jeunes sur une base militaire) que grand-père Webb avait essayé de trouver du travail pour la société Webb Equipment. C'était en 1936.

Contrairement à l'image de Roosevelt comme sauveur, les membres de ma famille qui ont vécu les années 30 considéraient Roosevelt comme quelque chose d'égal à Satan lui-même, et ils n'étaient pas religieux.

Voici une citation intéressante de Silber³³:

La loi sur les banques d'urgence de 1933, adoptée par le Congrès le 9 mars, combinée à l'engagement de la Réserve fédérale de fournir des quantités illimitées de devises aux banques rouvertes, a créé de facto une assurance-dépôts à 100 %.

40 Bernanke, B.S. (2002) Remarks by Governor Ben S. Bernanke on Milton Friedman's Ninetieth Birthday. <https://www.federalreserve.gov/boarddocs/speeches/2002/20021108/>

41 Anonymous, (2013) Recession of 1937–38. <https://www.federalreservehistory.org/essays/recession-of-1937-38>

Ainsi, selon William L. Silber, qui était conseiller économique à la Banque de réserve fédérale de New York, la Fed a miraculeusement et soudainement eu les moyens, en mars 1933, de "fournir des quantités illimitées de devises aux banques ré-ouvertes". C'était bien sûr, uniquement les banques sélectionnées par le Système de la Réserve Fédérale. Il est clair que la Fed avait les moyens depuis le début d'éviter la faillite de ces milliers de banques. Il est facile de provoquer une panique lorsque l'on dirige le système. Ils ont fait en sorte que cela se produise. Ils l'ont planifié et ont apporté leur solution après avoir mis en place leurs politiques de changement de régime.

Le système de la Réserve fédérale et les banques sélectionnées par la Fed étaient prêts à prendre les biens des gens à grande échelle : leurs maisons, leurs voitures, et même leurs nouveaux appareils électriques, qui leur avaient été vendus grâce à l'innovation du crédit à la consommation. Les "banquiers" avaient-ils besoin de prendre ces biens ? Quel était l'objectif réel ? Pouvez-vous aller au-delà de l'idée qu'ils essayaient d'aider de quelque façon ? Même si nous y parvenons, nous sommes toujours amenés à penser qu'il s'agit toujours d'une avidité naturelle de l'homme pour l'argent et les biens matériels. Ce n'était pas le cas à l'époque, et ce n'est pas le cas aujourd'hui.

Posez-vous la question suivante : s'ils ne veulent pas de votre argent, s'ils ne veulent pas vraiment ou n'ont pas besoin de vos biens matériels et s'ils n'essaient pas de vous aider, que veulent-ils ? Quel est l'intérêt de tous leurs efforts ?

Cela peut être difficile à entendre : Il s'agissait d'une stratégie délibérée. Il s'agissait d'exercer un pouvoir ultime et total, sans permettre aucun centre de résistance. Il s'agissait donc de privations. Il s'agissait de subjuguier - et c'est toujours le cas, de bien des manières que nous ne connaissons pas.

Il ne s'agissait pas d'aider les gens à l'époque, et il ne s'agit pas non plus d'aider les gens aujourd'hui. Tout cela fait partie de la même conduite délibérée de l'humanité et de l'élimination de toutes les poches de résilience, qui nous afflige encore.

Si Cleveland est aujourd'hui une ville en ruine, elle a connu une incroyable prospérité dans les années 1920. Le bâtiment de la Federal Reserve Bank de Cleveland a été achevé en 1923, moins de dix ans après la signature du Federal Reserve Act. La chambre forte de la banque est la plus grande du monde et elle comprend la plus grande charnière jamais construite. Il semble que l'on se préparait à y mettre beaucoup de choses et qu'il y ait eu des tensions à ce sujet. Peut-être ne devait-il pas être rempli de réfrigérateurs, de machines à laver et de grille-pain. Il y a des tourelles de mitrailleuses au-dessus du trottoir, au niveau de la rue.

L'objectif était plus large.

Le travail préparatoire avait été effectué lorsque le Système de Réserve Fédérale a été secrètement planifié, et avec l'adoption du Federal Reserve Act dans le calme avant Noël 1913. Le Federal Reserve Act a mis en place une logique inévitable selon laquelle la Fed devait prendre l'or du public en cas de crise suffisamment importante, en justifiant que le crédit ne pouvait pas être développé autrement.

C'est exactement ce qui est en train de se produire avec tous les titres détenus par le public, au niveau mondial.

Voici un extrait important de l'article de Wikipédia sur l'Ordre Exécutif 6102⁴²:

La raison invoquée pour cette ordonnance était que les temps difficiles avaient entraîné une "thésaurisation" de l'or.

42 Wikipedia, (2023) Executive Order 6102.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Executive_Order_6102

Cependant,

La principale raison d'être de ce décret était en fait de lever la contrainte qui pesait sur la Réserve fédérale et qui l'empêchait d'augmenter la masse monétaire pendant la dépression. La loi sur la Réserve fédérale (1913) exigeait que les billets de la Réserve fédérale émis soient garantis à 40 % par de l'or. À la fin des années 1920, la Réserve fédérale avait presque atteint la limite du crédit autorisé, sous la forme de billets à vue de la Réserve fédérale, qui pouvaient être garantis par l'or en sa possession.

L'ordre exécutif de confisquer tout l'or détenu par le public a été pris en vertu du Trading with the Enemy Act de 1917, qui avait été promulgué quatre ans après la création de la Réserve fédérale. Cette loi avait été utilisée pour confisquer les biens des ressortissants allemands internés, entre autres. C'est ce que décrit Daniel A. Gross dans son article "The U.S. Confiscated Half a Billion Dollars in Private Property During WWI" (Les États-Unis ont confisqué un demi-milliard de dollars de biens privés pendant la Première Guerre mondiale)⁴³, dont le sous-titre se lit comme suit : "Le front intérieur de l'Amérique a été le théâtre d'internements, de déportations et de vastes saisies de biens".

Apparemment, tout le peuple américain était désormais l'ennemi. Pensez-y. Des personnes qui se protégeaient simplement, elles et leurs familles, des actions du système de la Réserve fédérale ont été accusées de thésauriser de l'or, et littéralement criminalisées si elles persistaient dans cette voie. Le raisonnement est incroyable : Vous accumulez de l'or, alors nous allons le prendre et en faire quoi ? Le thésauriser ! Comme nous l'avons vu, une fois qu'ils ont pris l'or du public, ils n'ont pas utilisé cette ressource pour développer le crédit. Les gens sont restés pris au piège de l'endettement. La privation s'est poursuivie et s'est même aggravée. C'était une réalité. La logique, cependant, avait été planifiée. C'était une fabrication !

J'ai demandé à mon père pourquoi les gens avaient rendu leur or. Il m'a répondu que s'ils ne le faisaient pas, ils devenaient étiez des criminels, mais aussi que vous ne pouviez rien en faire parce que vous ne pouviez pas le transporter ou le vendre légalement. Ainsi, l'utilisation et la valeur de l'or ont été confisquées. C'était certainement le cas, car il est resté illégal pour un Américain de posséder de l'or pendant plus de quarante ans !

Voici quelques extraits du décret 6102⁴⁴:

Toutes les personnes sont par la présente tenues de livrer, au plus tard le 1er mai 1933, à une banque fédérale de réserve, à une succursale ou à une agence de celle-ci, ou à une banque membre du système fédéral de réserve, toutes les pièces d'or, tous les lingots d'or et tous les certificats d'or qu'elles possèdent actuellement ou qui deviendront leur propriété ...

Quiconque viole délibérément une disposition du présent décret ... est passible d'une amende maximale de 10 000 dollars ou, s'il s'agit d'une personne physique, d'une peine d'emprisonnement maximale de dix ans, ou de l'une et l'autre de ces peines ...

Notez que les sanctions étaient très sévères et que tout l'or devait littéralement être remis au système de la Réserve fédérale. C'est charmant !

On comprend alors l'intérêt de construire, en 1923, la plus grande chambre forte du monde et un bâtiment fortifié !

43 Gross, D.A. (2014) The U.S. Confiscated Half a Billion Dollars in Private Property During WWI.

<https://www.smithsonianmag.com/history/us-confiscated-half-billion-dollars-private-property-during-wwi-180952144/>

44 Roosevelt, F.D. (1933) Executive Order 6102, Forbidding the Hoarding of Gold Coin, Gold Bullion and Gold Certificates.

<https://www.presidency.ucsb.edu/documents/executive-order-6102-forbidding-the-hoarding-gold-coin-gold-bullion-and-gold-certificates>

L'or ne sera peut-être pas confisqué immédiatement cette fois-ci. L'or n'a pas été ciblé comme garantie essentielle, comme c'était le cas dans le cadre de la loi sur la Réserve fédérale. Cette fois-ci, ce sont des titres de toutes sortes, à l'échelle mondiale, qui ont été mis en place pour servir de garantie au complexe des produits dérivés. Il est tout à fait possible que les grandes banques aient supprimé le prix de l'or en vendant de l'or "papier" dans des filiales qui seront autorisées à faire faillite, tout en accumulant de l'or physique dans des filiales qui sont conçues pour survivre. Cependant, cela ne garantit pas que vous, en tant que membre de la grande masse, serez autorisé à conserver votre or, pas si ce rouleau compresseur continue à avancer.

Je me souviens des paroles de mon père, qui avait vécu tout cela : "La seule chose qu'ils ne peuvent pas te prendre, c'est ton éducation".

Seul le système de la Réserve fédérale a été conçu pour survivre et reprendre tous les actifs et toutes les activités bancaires. Seules les banques de la Réserve fédérale et celles sélectionnées et contrôlées par la Réserve fédérale ont été autorisées à rouvrir. La Réserve fédérale a également été indemnisée par le gouvernement (c'est-à-dire le public) pour toute perte.

Ainsi, la fermeture à grande échelle des banques et le retrait des dépôts bancaires ne sont pas sans précédent. Les détenteurs d'argent liquide dans les banques sont des créanciers non garantis qui n'ont aucun droit exécutoire sur leur argent.

Il a été promis qu'il n'y aurait pas de sauvetage par les contribuables cette fois-ci - comme si c'était une bonne chose. Pourquoi ? Tout simplement parce que cela permettra de fermer les banques plutôt que de les nationaliser. Tous les dépôts et les actifs seront alors confisqués par la "classe protégée" des créanciers garantis. Voilà où cela nous mène.

Certaines personnes fortunées peuvent penser qu'elles pourront échapper à cette situation en gardant leur argent dans les banques "trop grandes pour faire faillite". Ils auront peut-être l'impression d'y être parvenus pendant les premières phases de la crise bancaire. Cependant, ce "changement de régime" est conçu pour être global.

Les grandes banques sont organisées en holding avec des filiales. L'objectif de cette structure est de séparer juridiquement les risques. Une filiale peut être conçue pour prendre des engagements qui ne peuvent pas être rattachés aux actifs d'autres filiales ou de la société holding. La filiale affaiblie peut être mise en faillite séparément.

Normalement, les filiales de dépôt devraient être en sécurité. Mais une stratégie a été mise en place pour que les filiales de dépôt des "banques trop grandes pour faire faillite" puissent être mises en faillite séparément le moment venu. Comment pouvons-nous le savoir ?

La Fed a le pouvoir d'accorder des exemptions à n'importe quelle banque pour qu'elle transfère des produits dérivés dans des filiales de dépôt, et c'est ce qu'elle a fait. Cela a été testé, et à grande échelle. Apparemment, la Fed peut le faire facilement et unilatéralement en accordant des exemptions via la section 23A de la loi sur la Réserve fédérale.

Voici quelques extraits d'un article de Bloomberg News datant de 2011⁴⁵:

Bank of America Corp, qui a subi une dégradation de sa cote de crédit le mois dernier, a transféré des produits dérivés de son unité Merrill Lynch vers une filiale qui dispose de dépôts assurés, selon des personnes ayant une connaissance directe de la situation.

45 Ivry, B. et al. (2011) BofA Said to Split Regulators Over Moving Merrill Contracts.

<https://www.bloomberg.com/news/articles/2011-10-18/bofa-said-to-split-regulators-over-moving-merrill-derivatives-to-bank-unit>

La Fed a fait savoir qu'elle était favorable au transfert des produits dérivés pour soulager la holding bancaire ... La holding de Bank of America - la société mère de la banque de détail et de l'unité de titres Merrill Lynch - détenait près de 75 000 milliards de dollars de produits dérivés à la fin du mois de juin ... Environ 53 000 milliards de dollars, soit 71 %, se trouvaient au sein de Bank of America NA, selon les données, qui représentent les valeurs notionnelles des transactions.

En comparaison, l'entité de dépôt de JPMorgan, JPMorgan Chase Bank NA, contenait 99 % des 79 000 milliards de dollars de produits dérivés notionnels de la société new-yorkaise ...

Le transfert de contrats de produits dérivés entre les unités d'une holding bancaire est limité par la section 23A de la loi sur la Réserve fédérale, qui est conçue pour empêcher les filiales d'un prêteur de bénéficier de sa subvention fédérale et pour protéger la banque d'un risque excessif provenant de la filiale non bancaire, a déclaré Saule T. Omarova, professeur de droit à l'école de droit de l'université de Caroline du Nord à Chapel Hill. ...

En 2009, la Fed a accordé des exemptions au titre de la section 23A aux branches bancaires d'Ally Financial Inc, HSBC Holdings Plc, Fifth Third Bancorp, ING Group NV, General Electric Co, Northern Trust Corp, CIT Group Inc, Morgan Stanley et Goldman Sachs Group Inc, entre autres ...

Et voici des extraits d'un autre article sur le même sujet⁴⁶:

Bank of America (NYSE:BAC) a transféré des obligations dérivées d'une valeur d'environ 22 000 milliards de dollars de Merrill Lynch et de la société holding BAC vers la division des dépôts de détail assurée par la FDIC. Cette information s'accompagne de la révélation que l'unité assurée par la FDIC était déjà remplie de 53 000 milliards de dollars d'obligations potentiellement toxiques, soit un total de 75 000 milliards de dollars.

Tout cela avec la bénédiction de la Réserve fédérale, qui a approuvé le transfert des produits dérivés de Merrill Lynch à l'unité de détail assurée de la BAC avant qu'il ne soit effectué.

Il ne s'agit pas d'un cas isolé. JP Morgan Chase (JPM) est autorisée à loger ses obligations dérivées instables au sein de son unité de banque de détail assurée par la FDIC. D'autres grandes banques font de même.

N'oubliez pas, lorsque vous voyez l'ampleur des positions en produits dérivés de ces banques, que la taille de l'ensemble de l'économie mondiale était d'environ 74 000 milliards de dollars en 2011. Les banques individuelles possédaient donc des livres de produits dérivés de la taille de l'ensemble de l'économie mondiale, et elles les ont transférés dans leurs filiales de dépôt avec l'approbation de la Fed.

Pourquoi ce projet a-t-il été testé à si grande échelle ? Il semble que l'on prenne les choses au sérieux. L'objectif est-il de rendre les filiales de dépôt plus sûres ? Quel est l'objectif réel ?

Utilisée au moment opportun, cette mesure assurera l'effondrement des filiales de dépôt des banques "trop grandes pour faire faillite", ce qui permettra de s'emparer de l'argent dans son ensemble, y compris des déposants de ces filiales de dépôt, ne laissant pratiquement plus d'argent nulle part, ni de poches de résilience ou de résistance potentielle. Pendant ce temps, dans le chaos de la vague mondiale

46 Goodman, A. (2011) Bank Of America Dumps \$75 Trillion In Derivatives On U.S. Taxpayers With Federal Approval. <https://seekingalpha.com/article/301260-bank-of-america-dumps-75-trillion-in-derivatives-on-u-s-taxpayers-with-federal-approval>

d'insolvabilités qui s'ensuivra, parsemée de menaces existentielles inventées, la "classe protégée" des holdings bancaires et de leurs filiales conçues pour être maintenues ne se contentera pas de survivre, mais prospérera, en s'emparant de pratiquement toutes les garanties. Cela sera présenté comme un impératif, à savoir qu'ils doivent survivre et être forts pour le bien de l'humanité, afin que le système puisse recommencer et que nous puissions tous aller de l'avant. Les gens seront désespérés et voudront simplement que la terreur cesse.

Quelle feuille de vigne les déposants auront-ils pour se protéger de la "classe protégée" ?

Le fonds d'assurance-dépôts (DIF) de la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) s'élevait à 128,2 milliards de dollars au 31 décembre 2022. La FDIC est tenue de financer le DIF à hauteur de 1,35 % des dépôts assurés. Le DIF peut être épuisé, et l'a d'ailleurs été à deux reprises, lors de la crise des caisses d'épargne et de crédit et lors de la crise financière mondiale. Dans ces cas, la FDIC a été autorisée à emprunter des fonds à la Federal Financing Bank. La FDIC dispose d'une ligne de crédit auprès du Trésor pour un montant maximum de 100 milliards de dollars. Si cette ligne de crédit était entièrement utilisée, les ressources totales s'élèveraient à 228 milliards de dollars (environ 2 % des dépôts assurés). Ainsi, si l'ensemble du système bancaire est insolvable, les déposants "assurés" obtiennent 2 cents par dollar. Cela ne suffira pas en cas de crise bancaire généralisée ou si la filiale de dépôt d'une grande banque est mise en faillite. Par exemple, Bank of America et JP Morgan ont respectivement plus de 2 000 et 2 500 milliards de dollars de dépôts.

En Europe, l'Union bancaire a été lancée en 2012, soi-disant en réponse à la "crise de la zone euro" ; elle a transféré la responsabilité de la politique bancaire du niveau national au niveau de l'UE dans 21 pays. La Suède a jusqu'à présent résisté aux pressions de sa propre banque centrale pour rejoindre l'union bancaire ; le Danemark et la Pologne ont signé le traité mais ne l'ont pas encore ratifié.

L'objectif, je crois, était de créer une structure dont le but est d'empêcher la stabilisation des banques par la nationalisation, sur la base de l'argument simpliste selon lequel, comme la liquidation des banques sera entièrement gérée par le secteur privé, aucun fonds du contribuable ne sera utilisé.

Les pouvoirs de résolution des systèmes bancaires saisis, comprenant environ 3 000 banques et autres institutions financières, ont été conférés à une autorité de résolution, le Conseil de résolution unique (SRB), qui mettra en œuvre un mécanisme de résolution unique.

Un Fonds de résolution unique (SRF) sera utilisé pour l'exercice des pouvoirs de résolution. Le SRF est composé des contributions des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement des États membres participant à l'Union bancaire.

Le SRF doit, selon la loi, atteindre le niveau cible d'au moins 1 % des dépôts couverts d'ici le 31 décembre 2023, date à laquelle le régime d'assurance des dépôts devrait être entièrement mutualisé entre les États membres. Le SRF devrait alors s'élever à environ 80 milliards d'euros. Une ligne de crédit renouvelable du Mécanisme européen de stabilité (EMS) complétera le SRF, ce qui portera la garantie totale à 2 % des dépôts couverts (environ 160 milliards d'euros) et permettra ainsi d'harmoniser le niveau de garantie des dépôts avec celui des États-Unis, qui est de 2 %.

Le SRB cherche à présent à intégrer dans le SRM les anciens systèmes nationaux de garantie des dépôts (DGS). Le SRB a un problème avec ce que l'on appelle la super priorité. En cas de faillite, les

créances super prioritaires ont le même rang que celles des créanciers garantis, voire un rang supérieur. Le SRB a déclaré que "la super priorité des DGS rend de facto irréaliste l'utilisation des fonds DGS dans la résolution"⁴⁷.

Le SRB a également déclaré qu'il était favorable à la suppression de la super priorité des DGS et à l'adoption d'une préférence générale pour les déposants⁴⁷. Pourquoi s'oppose-t-elle à la super priorité pour le DGS ? Bien que ces fonds soient assez modestes, avec la super priorité, les fonds utilisés par le DGS national seraient certainement récupérés sur les actifs de la banque et pourraient donc être réutilisés. Cela donnerait à la DGS nationale un siège à la table des créanciers garantis, impliquant potentiellement l'État dans chaque processus de résolution, ce que la SRB ne veut absolument pas. Il tente de faire accepter que ces fonds soient traités comme une préférence générale des déposants, ce qui placerait ces fonds juste devant les créanciers non garantis, mais derrière les créanciers garantis. En pratique, cela signifie que ces fonds ne pourront pas être récupérés et qu'ils seront anéantis à la première grande faillite. Tel semble être l'objectif. La super priorité ne concerne que la "classe protégée". Le public ne peut bénéficier que d'une protection apparente.

Le Conseil de résolution unique a demandé aux plus grandes banques de se préparer à une liquidation solvable. Encore une fois, cela semble être une bonne chose, mais étant donné l'ampleur de la bulle, cela ne peut pas signifier la solvabilité de l'ensemble du système bancaire. Selon moi, il s'agit plutôt de préparer certaines parties des plus grandes banques à rester solvables.

Voici quelques extraits du mémo SRB "Solvent Wind-Down of Trading Books (Guidance for Banks, 2022)"⁴⁸:

Toutes les banques d'importance systémique mondiale (G-Sibs) sont censées travailler sur la planification du SWD en tant que priorité du cycle de planification de la résolution (RPC) 2022.

D'autres banques seront identifiées et contactées dans le courant de l'année 2022, après une nouvelle évaluation de l'importance de leurs portefeuilles de négociation, afin de travailler sur la planification de SWD en tant que priorité du RPC 2023.

Les G-Sibs doivent se préparer à planifier et à s'assurer que les capacités sont prêtes à répondre aux attentes du "premier jour" en 2022, tandis que les autres banques approchées en 2022 doivent répondre à ces attentes en 2023.

Les banques doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que toutes les attentes liées aux SWD sont mises en œuvre à temps.

Voici d'autres extraits du "Programme de travail 2023" du SRB⁴⁹:

47 Board, S.R. (2021) A blueprint for the CMDI framework review.

https://www.srb.europa.eu/system/files/media/document/2021-05-18_srb_views_on_cmdi_1.pdf

48 Board, S.R. (2021) Solvent Wind-Down of Trading Books (Guidance for Banks, 2022).

https://www.srb.europa.eu/system/files/media/document/2021-12-01_Solvent-wind-down-guidance-for-banks.pdf

49 Board, S.R. (2022) Work Programme 2023.

https://www.srb.europa.eu/system/files/media/document/2022.3702_Work%20Programme%202023_Final%20version_web_0.pdf

Le programme de travail 2023 du SRB s'inscrit dans un contexte de grande incertitude. Alors qu'au début de l'année 2022, les économies commençaient à émerger de la pandémie, l'année 2023 sera marquée par de nouveaux défis, en partie liés à l'agression russe en Ukraine. La hausse des coûts de l'énergie a entraîné une inflation à deux chiffres dans de nombreuses régions de l'Union bancaire. Aujourd'hui, plus que jamais, il est important que nous finalisions le travail sur la résolvabilité bancaire et que nous nous assurions que tous les objectifs définis dans les attentes du SRB à l'égard des banques soient atteints avant la fin de l'année. C'était l'échéance initiale et nous sommes en bonne voie pour l'atteindre.

Au cours des douze prochains mois, le SRB passera des phases plus générales d'élaboration et de mise au point des plans de résolution à la nécessité de s'assurer que chaque plan et chaque stratégie de résolution privilégiée pour chaque banque peuvent être mis en œuvre à brève échéance.

Dans le même temps, la préparation aux crises doit être renforcée afin de doter le SRB de tous les outils nécessaires pour réagir à une crise imminente, mettre en œuvre un plan de résolution et gérer toute restructuration nécessaire de la banque.

Il est clair que des mesures européennes plus harmonisées sont la voie à suivre, plutôt que de renationaliser et d'affaiblir les outils de stabilité financière européens.

Néanmoins, il y aura toujours des pertes lorsqu'une banque est en difficulté. La résolution n'est pas une solution miracle, il s'agit plutôt d'attribuer et de partager les pertes subies par une banque ...

L'année 2023 sera la dernière d'une période de transition pour la mise en place des principaux éléments du cadre de résolution dans l'Union bancaire.

Il semble que nous soyons très proches de l'heure du spectacle !

Le communiqué de presse du SRB de 2022, "Les principaux responsables des autorités financières des États-Unis, de l'Union bancaire européenne et du Royaume-Uni se réunissent pour un exercice régulier de coordination sur les plans de résolution transfrontaliers"⁵⁰, donne une idée de l'extrême gravité des pouvoirs en place :

Les responsables des autorités de résolution, de réglementation et de surveillance, des banques centrales et des ministères des finances des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union bancaire européenne figurent parmi les dirigeants qui participeront à un exercice trilatéral de niveau principal le samedi 23 avril 2022. Cette réunion fait partie d'une série d'exercices et d'échanges réguliers entre les responsables de ces autorités clés du secteur financier afin d'améliorer la compréhension du régime de résolution de chaque juridiction pour les banques d'importance systémique mondiale et de renforcer la coordination en matière de résolution transfrontalière.

Cet exercice s'inscrit dans le prolongement de six événements transfrontaliers de niveau principal organisés depuis 2014, auxquels les autorités de l'Union bancaire européenne se sont jointes en 2016.

Aux États-Unis, les participants devraient comprendre le secrétaire au Trésor, le président du Conseil des gouverneurs du Système fédéral de réserve, le président de la Banque fédérale de réserve de New York, le président par intérim de la Federal Deposit Insurance Corporation, le

50 Board, S.R. (2022) Principals of U.S., European Banking Union, and U.K. Financial Authorities Meet for Regular Coordination Exercise on Cross-Border Resolution Planning.
<https://www.srb.europa.eu/en/content/principals-us-european-banking-union-and-uk-financial-authorities-meet-regular-coordination>

président de la Securities and Exchange Commission, le contrôleur de la monnaie par intérim, le président du Consumer Financial Protection Bureau et le président de la Commodity Futures Trading Commission. Les participants de l'Union Bancaire Européenne comprennent des responsables du Conseil de Résolution Unique, de la Commission Européenne et de la Banque Centrale Européenne. Les participants du Royaume-Uni sont des représentants du ministère des finances et de la Banque d'Angleterre.

Ce niveau d'attention de la part des États-Unis est extrêmement inhabituel. Je n'ai jamais vu une telle chose se produire, et encore moins sept fois en huit ans. C'est presque comme s'ils préparaient quelque chose de très sérieux.

Le Conseil Atlantique est un groupe de réflexion qui "crée un lieu de rencontre" pour les chefs d'État, les militaires et les responsables institutionnels. Il est membre de l'Association du traité de l'Atlantique, une organisation parapluie qui rassemble des dirigeants politiques, des universitaires, des responsables militaires et des diplomates pour soutenir l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Le Conseil atlantique se concentre sur la stratégie militaire, pas sur l'économie. Et sur quoi le Conseil atlantique se concentre-t-il aujourd'hui ? La monnaie numérique des banques centrales (CBDC), qui est une monnaie virtuelle garantie et émise directement par les banques centrales.

Le Conseil Atlantique dispose d'un excellent outil de suivi des CBDC⁵¹. On peut y voir qu'à ce jour, les banques centrales de 114 pays représentant 95 % de l'économie mondiale travaillent sur les CBDC, que 11 pays ont entièrement lancé la monnaie numérique, que toutes les économies du G7 sont passées à la phase de développement des CBDC et que 18 des pays du G20 en sont maintenant en phase de développement avancé.

Pourquoi cela se produit-il aujourd'hui à l'échelle mondiale ? S'agit-il vraiment d'un désir d'apporter "l'inclusion financière" aux personnes défavorisées ?

Pourquoi le Conseil atlantique, un groupe de réflexion sur la stratégie militaire, s'intéresse-t-il à la CBDC ? Nous vivons une guerre hybride mondiale, dont l'une des composantes sera l'effondrement des systèmes bancaires, monétaires et de paiement à l'échelle mondiale.

Les objectifs de guerre seront atteints par d'autres moyens que la guerre cinétique. Le principal objectif des personnes qui ont contrôlé à titre privé les banques centrales et la création monétaire est de rester au pouvoir, pour toujours. Ils ne peuvent risquer aucune poche de résistance.

Augustin Carstens est le directeur général de la Banque des règlements internationaux (BRI). Dans la vidéo de la réunion virtuelle intitulée " Paiements transfrontaliers - Une vision pour l'avenir⁵²", on peut voir ses commentaires suivants, qui sont devenus "viraux", juste après la vingt-quatrième minute :

Nous ne savons pas ... qui utilise un billet de 100 dollars aujourd'hui et nous ne savons pas qui utilise un billet de 1 000 pesos aujourd'hui. La différence essentielle avec la CBDC est que la banque centrale aura un contrôle absolu sur les règles et les règlements qui détermineront l'utilisation de cette expression de la responsabilité de la banque centrale, et nous aurons également la technologie pour faire respecter ces règles.

En d'autres termes : Les CBDC sont synonyme de contrôle absolu.

51 Council, A. (2023) Central Bank Digital Currency Tracker.

<https://www.atlanticcouncil.org/cbdctracker/>

52 Fund, I.M. (2020) Cross-Border Payments—A Vision for the Future.

<https://meetings.imf.org/en/2020/Annual/Schedule/2020/10/19/imf-cross-border-payments-a-vision-for-the-future>

Ainsi, si "l'ancien" système monétaire s'effondre d'une manière ou d'une autre, les banques centrales fourniront de l'argent frais sous la forme de la monnaie numérique de la banque centrale (CBDC), le nouveau système de contrôle amélioré.

Imaginez... c'est le chaos. Vous avez tout perdu sauf votre téléphone intelligent (si vous n'en avez pas, ne vous inquiétez pas, on vous en remettra un). Vous allez télécharger une application. Vous allez cliquer sur des cases pour tout accepter. Vous deviendrez de plus en plus endetté à chaque paiement que vous ferez en utilisant les CBDC que l'on vous "donnera" sur votre téléphone. À partir de ce moment-là, on vous dira ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire. Vous vous y conformerez si vous voulez manger.

9. La Grande Déflation

La sagesse ne vient que par la souffrance.

Eschyle

Je suis allé à la bibliothèque publique de Cleveland et j'ai feuilleté les vieux livres de graphiques sur les prix des matières premières et des actions qui remontent au 19e siècle. J'ai découvert que, dans les années 1930, tous les produits de base, à la seule exception de l'or, avaient atteint leur niveau le plus bas des soixante années précédentes. La plupart des entreprises publiques ont cessé d'exister. Elles ont fait faillite. Les actionnaires ont été anéantis. Les actifs ont été repris par les créanciers garantis, les banques sélectionnées par le système de la Réserve fédérale.

Les niveaux de prix ne se sont pas redressés pendant des décennies.

En 1923, Grand-père Rogers, le chirurgien qui avait fait partie de la première unité médicale américaine de la Grande Guerre, a acheté trois terrains à Shaker Heights, une nouvelle banlieue huppée de Cleveland. Ces propriétés auraient pris de la valeur tout au long des années 20. En 1929, la bourse s'est effondrée. Il est probablement heureux de ne pas avoir vendu les terrains et d'avoir investi l'argent dans le marché boursier. En 1933, lorsque les banques ont été fermées, il s'est probablement félicité de ne pas avoir vendu les terrains et placé l'argent dans les banques. En 1952, trois décennies plus tard, sa veuve a finalement vendu les terrains pour un tiers de ce que grand-père Rogers avait payé en 1923. Ce n'est pas parce que Shaker Heights était économiquement déprimé en 1952. Dans les années 1950 et au début des années 1960, Shaker Heights était, statistiquement, la banlieue la plus riche des États-Unis.

En 1905, le dépôt de charbon de mon arrière-arrière-grand-père a été évalué par une banque à 126 000 dollars. Dans les années 1920, mon grand-père a construit sur la propriété un bâtiment industriel moderne équipé de lourds palans aériens, qui est devenu le site de Webb Equipment, l'entreprise de grues et d'engins de levage. Après la mort de mon père en 1981, cette propriété, avec ses équipements et son matériel, a été vendue pour moins de 80 000 dollars. C'était après trois quarts de siècle.

Une autre confirmation de la persistance de la déflation se trouve dans cet article de Tom Nicholas et Anna Scherbina intitulé "Real Estate Prices During the Roaring Twenties and the Great Depression" (Les prix de l'immobilier pendant les années folles et la Grande Dépression)⁵³:

En utilisant des données uniques sur les transactions immobilières, nous construisons des indices de prix hédoniques nominaux et corrigés de l'IPC pour Manhattan entre 1920 et 1939. L'indice ajusté à l'IPC chute pendant la récession qui a suivi la Première Guerre mondiale, atteint un sommet local en 1926 et décline à nouveau à la suite de l'effondrement de la bulle immobilière en Floride. Il se redresse ensuite pour atteindre sa valeur la plus élevée à la fin de 1929, avant de chuter de 74 % à la fin de 1932 et de se maintenir autour de cette valeur jusqu'en 1939. Une propriété typique achetée au début de 1920 n'aurait conservé que 41 % de sa valeur initiale deux décennies plus tard.

Et c'était Manhattan !

Considérez qu'entre les années 1920 et 1950 (plus de trois décennies), le niveau des prix ne s'est guère redressé. Pensez aux moteurs de la demande absolument massifs présents tout au long de ces décennies:

- l'électrification et tout ce qu'elle a permis (par exemple, la réfrigération, les appareils de toutes sortes, les machines industrielles);

53 Nicholas, T. and Scherbina, A. (2009) Real Estate Prices During the Roaring Twenties and the Great Depression. https://www.fordham.edu/download/downloads/id/3461/2010_spring_2_annapdf.pdf

- l'automobile et l'extension du réseau autoroutier et la périurbanisation qui en découlent;
- les télécommunications (téléphone, radio, télévision);
- les voyages aériens;
- une guerre mondiale, suivie de la guerre de Corée et de la course aux armements de la guerre froide;
- la croissance démographique.

Il n'y a pas de tels moteurs de la demande à l'heure actuelle. C'est tout le contraire. L'intelligence artificielle (IA) et la robotique sont intrinsèquement déflationnistes. On nous dit qu'on n'a pas besoin des gens. C'est peut-être un peu déflationniste.

"L'inflation" à laquelle nous assistons actuellement n'est pas due à la vigueur de l'économie mondiale. Le problème sous-jacent et insoluble de notre époque n'est pas l'inflation mais la déflation. "L'inflation" est illusoire ; elle est créée par une dévaluation massive de la monnaie et une pénurie artificielle (voir les implications du sabotage de Nordstream).

Vous avez peut-être entendu parler de la "Bulle Globale". De quoi s'agit-il ?

Je vais vous expliquer simplement l'horreur de la chose. Prenons l'exemple d'une obligation unique sans date d'échéance fixe, c'est-à-dire à perpétuité. Cette obligation verse un dividende annuel fixe de 5 \$. Si le taux d'intérêt du marché est de 5 %, cette obligation a une valeur de 100 \$. Si la Fed abaisse les taux d'intérêt de sorte que le taux d'intérêt du marché pour cette obligation est désormais de 1 %, qu'advient-il de la valeur de l'obligation perpétuelle ? Le dividende fixe de 5 \$ reste inchangé. Comme 5 représente 1 % de 500, la valeur de la rente perpétuelle est multipliée par cinq et s'élève à 500 dollars. Maintenant, si la Fed augmente à nouveau les taux du marché à 5 %, la valeur de la rente perpétuelle versant un dividende fixe de 5 \$ revient à 100 \$, d'où une baisse de valeur de 80 %. C'est une question de mathématiques élémentaires.

L'ensemble du complexe financier mondial est essentiellement une grande perpétuité, c'est-à-dire un instrument financier sans date d'échéance fixe. Les prix de tous les instruments à revenu fixe sont déterminés par les taux d'intérêt, et toutes les valeurs des marchés d'actions et de l'immobilier commercial sont déterminées de la même manière.

La Fed a créé la "Bulle Globale" sous prétexte de lutter contre la crise financière mondiale, qu'elle avait bien sûr également créée, en abaissant le taux des fonds fédéraux de 5 % à près de zéro, puis en le maintenant près de zéro pendant la majeure partie des 15 dernières années. La Fed a maintenant augmenté le taux des fonds fédéraux de près de zéro en avril 2022 à plus de 5,00 % en seulement un an.

La certitude que le déclin des marchés financiers et immobiliers mondiaux sera massif a été établie. Le gâteau est cuit. Les gains financiers des 15 dernières années n'ont été qu'une illusion. Certains se consolent en pensant que les pertes peuvent être couvertes sur le marché des produits dérivés. Si c'est le cas, les pertes ne disparaissent pas. Elles sont dans le complexe des produits dérivés. Les pertes épiques seront concentrées dans les bilans des CCP qui, comme nous l'avons vu, sont conçues pour échouer.

Certains se consolent en se disant que la Fed baissera à nouveau ses taux lorsqu'elle y sera contrainte. Avez-vous remarqué qu'elle n'abaisse pas ses taux malgré les premières faillites bancaires ? Ce n'est que le début de ces faillites, compte tenu des mathématiques de base expliquées ci-dessus. La Fed augmente fortement les taux dans un contexte de faiblesse économique et de crise bancaire. C'est exactement ce qui a été fait lors de la Grande Dépression. Et elle le fait avec la justification bizarre et cruelle de lutter contre la croissance des salaires !

Lorsque la "Bulle Globale" aura implosé, nous serons confrontés à une dépression déflationniste qui s'étendra sur de nombreuses années, voire des décennies. Cette grande déflation à venir est intrinsèque à la grande prise.

Les architectes de la Grande Prise ont prévu et se sont préparés à utiliser pleinement cette dynamique, sachant que, comme la nuit suit le jour, une déflation massive et prolongée suivra certainement le super cycle épique d'expansion de la dette qu'ils ont créé.

Les Architectes ont assuré qu'ils sont les seuls à être en position de tout prendre, et que vous et vos enfants êtes positionnés de l'autre côté, c'est-à-dire de tout perdre, d'être asservis et même détruits par cela. Les gens seront renversés et ne pourront pas se relever. C'est intentionnel, car la population a été systématiquement encouragée à s'endetter. Ceux que les dieux veulent détruire, ils les amènent d'abord à emprunter à des taux d'intérêt bas !

Comme lors de la Grande Dépression, une déflation prolongée fera en sorte que les personnes endettées ne seront pas en mesure d'effectuer des paiements sur leurs dettes, et encore moins de les rembourser. Ils seront pris au piège. Tous les biens et entreprises financés par la dette seront saisis.

Avec une déflation profonde et persistante assurée de s'étendre sur de nombreuses années, la dette devient une puissante arme de conquête.

La dette n'est pas une chose réelle. C'est une invention, une construction conçue pour prendre des choses réelles.

Il est intéressant de se pencher sur le sens profond du mot "*dette*".

Les étymologistes pensent que la racine du mot est un ancien mot proto-indo-européen, *ghabh*, qui signifie donner, tenir ou recevoir. On le retrouve, par exemple, dans le sanskrit *gabhasti* (main, avant-bras), le latin *habere* (avoir, tenir, posséder), le vieil anglais *giefan* et le vieux norrois *gefa* (donner), et dans l'actuel suédois *ger* (donne)⁵⁴.

Cependant, le préfixe latin, *de*, qui signifie faire le contraire, défaire ou enlever totalement et complètement (pensez au mot "*décongeler*"), annule totalement ce don, cette possession ou cette détention. Toujours selon le dictionnaire étymologique en ligne⁵⁵, le mot latin *debere* signifie "devoir", à l'origine "tenir quelque chose à l'écart de quelqu'un", à partir de "*de*" + "*habere*" "avoir". En latin médiéval, le sens de *habere* était "biens, capital, investissement"⁵⁶.

En définitive, pendant des siècles, la dette a eu pour fonction de déposséder, de priver quelqu'un de ses biens, de son capital et de ses investissements.

Nous pouvons clairement voir dans leurs préparatifs délibérés depuis des décennies pour prendre de l'ampleur qu'il n'y aura pas de remise de dettes. Les sociétés anciennes connaissaient la pratique du jubilé de la dette, c'est-à-dire une remise globale des dettes ; cette pratique a été adoptée à plusieurs reprises dans l'intérêt du bien-être général de l'humanité. Aucune remise de dette n'est prévue aujourd'hui. Mais à quoi devraient servir les constructions artificielles et les institutions de la société, si ce n'est au bien-être de l'humanité ? Qu'est-ce qui doit préoccuper chacun d'entre nous, si ce n'est le bien-être de l'humanité ?

Le pouvoir en place a conçu une structure juridique élaborée pour empêcher les États d'ordonner à leurs banques centrales de créer l'argent nécessaire à la protection des déposants. Si des milliers de milliards

54 Dictionary, O.E. (2023) *ghabh-.
<https://www.etymonline.com/search?q=ghabh>

55 Dictionary, O.E. (2023) debt (n.).
<https://www.etymonline.com/word/debt>

56 Wiktionary, (2023) 'habere' (Latin).
<https://en.wiktionary.org/wiki/habere>

peuvent être créés pour renflouer des banques privées, il serait certainement possible de faire de même pour renflouer les déposants dans le cadre d'un impératif social. Le fait que cela ne soit pas fait est un signe de la véritable intention - la privation et l'asservissement.

Cette "Grande Réinitialisation" est anti-humaine. Elle vise à mettre en place un système qui s'apparente au féodalisme à perpétuité, dans lequel la population est maintenue dans un état de privation et de peur avec la promesse vide de la sécurité. Réveillez-vous ! Nous vivons dans un système de protection où les "protecteurs" terrorisent les "protégés". Ceux qui sont censés nous protéger des "méchants" SONT LES MAUVAIS !

10. Conclusion

Que chaque âme se soumette à l'autorité
des puissances supérieures. Il n'y a de pouvoir que de Dieu.

Les pouvoirs en place sont ordonnés par Dieu.

Bible de Tyndale (1526)

Pour avoir traduit certains textes dans l'anglais de l'époque, William Tyndale a été emprisonné dans un château aux portes de Bruxelles, puis exécuté par strangulation, après quoi son corps a été brûlé sur le bûcher.

Peut-être pourrait-on, à un moment donné, se demander si les "pouvoirs en place" sont ordonnés par Dieu. On peut facilement savoir qu'ils mènent des guerres contre des innocents.

Curtis Lemay a prononcé une phrase célèbre :

Il n'y a pas de civils innocents. Il s'agit de leur gouvernement et vous combattez un peuple, vous n'essayez plus de combattre une force armée. Cela ne me dérange donc pas beaucoup de tuer des passants soi-disant innocents.

En tant qu'être humain, cela ne devrait-il pas vous préoccuper ? Quelle partie du massacre organisé d'un grand nombre d'innocents pouvez-vous trouver acceptable ? Croyez-vous que vous êtes spécial d'une manière ou d'une autre, que vous ayez été protégé ou que vous serez protégé maintenant ?

Les preuves de l'existence d'un grand mal à l'œuvre dans le monde, à travers le temps et à notre époque, ne manquent pas. Souhaitez-vous vraiment ignorer son existence et son fonctionnement ?

Toutes les choses sont interconnectées. Si vous ne vous souciez pas des mensonges évidents, de la mort d'enfants innocents, des bombardements de villes, de la suppression de la dissidence, de la propagande, de l'escalade du terrorisme, dans lequel, très étrangement, des personnes innocentes sont toujours et partout la cible, tôt ou tard, cela viendra à vous, ou sur vos enfants, ou sur vos petits-enfants. Si vous le savez et que vous ne faites rien ou ne dites rien, il est temps.

Il est temps de commencer à relier les points, car ils mènent à vous.

Les riches supposent que, parce que le système leur a permis d'accumuler des richesses, ils seront protégés d'une manière ou d'une autre, qu'ils sont spéciaux. Vous êtes spécial. Ils vous gardent pour le dessert.

On vous a laissé courir après les profits alors que le bien-être et la résilience de votre peuple ont été largement et systématiquement éliminés. Il y a des monstres sous les escaliers qui dévorent les gens vivants. Mais vous ne voulez pas regarder sous l'escalier, parce que vous voulez continuer à l'utiliser.

Ne pas savoir, c'est mal. Ne pas vouloir savoir est pire.

L'ignorance volontaire de l'existence et du fonctionnement du mal est un luxe que même les riches ne peuvent plus se permettre.

Nous sommes aux prises avec le plus grand mal auquel l'humanité ait jamais été confrontée (ou qu'elle ait refusé de reconnaître, selon le cas). La guerre hybride est illimitée. Elle n'a pas de limites. Elle est mondiale, et elle est dans votre tête. Elle est sans fin.

Rien ne focalise l'esprit comme une pendaison imminente, ou comme l'a dit Samuel Johnson à l'origine : "Croyez-moi monsieur, lorsqu'un homme sait qu'il sera pendu dans quinze jours, cela focalise

merveilleusement son esprit". La guerre hybride peut être arrêtée. L'arrêter commence dans votre esprit.

Pendant la Grande Guerre, Edward L. Bernays avait travaillé avec la Commission d'information du public pour "vendre" la guerre au gens. En 1928, il publie son livre "*Propaganda*⁵⁷", dans lequel on peut lire cette déclaration sur le sujet :

Ceux qui manipulent ce mécanisme invisible de la société constituent un gouvernement invisible qui est le véritable pouvoir de notre pays.

La manipulation psychologique systématique de la société, commencée avec les maux de la Grande Guerre, s'est poursuivie sans relâche et s'est intensifiée au point que nous sommes aujourd'hui soumis à des opérations psychologiques continues et à large spectre.

Quatre-vingt-un ans après la publication du livre de Bernays, Chris Hedges écrit ce qui suit⁵⁸:

Un public qui ne peut plus distinguer la vérité de la fiction doit interpréter la réalité à travers l'illusion. Des faits aléatoires ou des données obscures sont utilisés soit pour renforcer l'illusion et lui donner de la crédibilité, soit pour l'écarter si elle interfère avec le message ...

Lorsque les opinions ne peuvent être distinguées des faits, lorsqu'il n'existe pas de norme universelle pour déterminer la vérité en matière de droit, de science, d'érudition ou de compte rendu des événements de la journée, lorsque la compétence la plus appréciée est la capacité à divertir, le monde devient un lieu où les mensonges deviennent vrais, où les gens peuvent croire ce qu'ils veulent croire. C'est là le véritable danger des pseudo-événements, qui sont bien plus pernicious que les stéréotypes. Ils n'expliquent pas la réalité, comme les stéréotypes tentent de le faire, mais la remplacent. Les pseudo-événements redéfinissent la réalité en fonction des paramètres fixés par leurs créateurs. Ces créateurs, qui réalisent des profits considérables en vendant des illusions, ont tout intérêt à maintenir les structures de pouvoir qu'ils contrôlent.

Les personnes à l'origine des guerres n'ont *jamais* fait l'objet d'une enquête et n'ont jamais été écartées du pouvoir. Ils ont continué à contrôler toutes les banques centrales et la création monétaire, et ont étendu leur contrôle à l'échelle mondiale.

Il est certain que beaucoup de ceux qui les ont soutenus ignorent le dessein général. Mais ceux qui sont à l'origine des guerres sont, littéralement, des tueurs menteurs et voleurs, et ils le savent. Dire qu'il y a de nombreuses preuves de cela est un euphémisme. Ils n'ont peut-être pas tué de leurs propres mains des hommes, des femmes et des enfants innocents, mais ils ont délibérément provoqué ces morts. La persistance de leur planification et de leurs actions au cours de plusieurs décennies prouve qu'ils agissent de manière délibérée. Si l'ampleur et l'audace de cette criminalité nous semblent inimaginables, rien n'est inimaginable pour eux. Leur criminalité a maintenant atteint une échelle sans précédent et ultime, car son but est l'asservissement du monde entier et de tous les peuples.

Les guerres ont toujours eu pour but non pas de s'emparer de choses, mais de soumettre les populations de tous bords. La destruction et la mort à grande échelle sont acceptables pour ceux qui les planifient. On peut se demander comment les personnes qui élaborent et exécutent des plans aussi insensés peuvent rester unies. Je pense que cela a quelque chose à voir avec le pouvoir contraignant de la culpabilité partagée, du pacte criminel. Les auteurs sont tous liés, explicitement ou non, par la preuve d'actes honteux et de trahison commis à l'encontre de leur propre peuple. La perpétration d'un crime est un totem de pouvoir chez eux. Plus le crime est odieux, plus la force de liaison est puissante.

57 Bernays, E.L. (1928) *Propaganda* (Horace Liveright, NY).

https://archive.org/details/bernays-edward-l.-propaganda-1928-1936_202107/

58 Hedges, C. (2009) *Empire of Illusion: the End of Literacy and the Triumph of Spectacle.* , p. 51.

<https://search.worldcat.org/title/301887642>

Ces dernières années, vous avez vécu dans une guerre hybride qui s'est intensifiée. Au niveau mondial, nous avons assisté à un contrôle manifeste des médias et à des campagnes de propagande ; à la censure, y compris l'arrestation de personnes s'exprimant en public ; à la surveillance de toutes les communications électroniques et à la localisation des contacts physiques ; à l'application brutale de mesures de verrouillage et de masquage, les personnes étant battues, menottées et arrêtées, même à leur domicile ; à la suspension des services de santé et à l'affaiblissement des systèmes de santé ; à l'imposition de tests invasifs pour l'emploi et les voyages ; à la mise en quarantaine forcée des voyageurs ; et à la mise en quarantaine et à la "vaccination" forcées de la population générale en bonne santé.

Les gouvernements ont abandonné toute prétention à la démocratie et se sont enhardis jusqu'au despotisme. Il n'existait aucun contrôle efficace de ce pouvoir. Les tribunaux n'ont offert aucun recours efficace au public.

Les gouvernements ont largement abusé des droits de l'homme fondamentaux en utilisant comme justification la prévention de la propagation des maladies infectieuses, qui sont, en vérité, très nombreuses, toujours présentes et en constante évolution. Ainsi, cette justification, si elle est maintenue, affirme la fin de la démocratie et le maintien d'un gouvernement ouvertement despotique.

Êtes-vous en mesure d'envisager qu'il s'agit peut-être d'autre chose que d'un virus ?

Nous avons été témoins de conceptions et de tentatives réelles d'exercer un contrôle physique sur le corps de chaque personne, dans le monde entier, et cela continue⁵⁹. Pourquoi cela se produit-il ?

Je vais faire une affirmation surprenante. Ce n'est pas parce que le pouvoir de contrôle augmente. C'est parce que ce pouvoir est en train de s'effondrer. Le "système de contrôle" s'est effondré.

Leur pouvoir est fondé sur la tromperie. Leurs deux grands pouvoirs de tromperie, l'argent et les médias, ont été des moyens de contrôle extrêmement efficaces sur le plan énergétique. Mais ces pouvoirs sont aujourd'hui en train de s'effondrer. C'est pourquoi ils se sont empressés d'instituer des mesures de contrôle physique. Cependant, le contrôle physique est difficile, dangereux et énergivore. C'est pourquoi ils prennent tous les risques. Ils risquent d'être visible. N'est-ce pas là un signe de désespoir ?

Où se cacheront-ils lorsqu'ils détiendront tous les biens, lorsqu'ils auront porté atteinte à l'ensemble de l'humanité et que des milliards de personnes se réveilleront dans la souffrance ?

Ils font croire qu'ils sont tout-puissants. Ce n'est pas le cas. Tout ce qu'ils ont eu, c'est le pouvoir d'imprimer de l'argent. Le reste, ils l'ont usurpé à l'humanité.

Jamais auparavant un système n'a profité à un si petit nombre au détriment d'un si grand nombre. N'est-ce pas intrinsèquement instable et insoutenable ? Le contrôle physique, par opposition à la domination par la tromperie, nécessite une énergie énorme. Peut-on maintenir ce système tout en détruisant toutes les économies et en abusant de toutes les personnes, à l'échelle mondiale ? Ils ne savent pas comment "reconstruire en mieux". Regardez leur empreinte dans le monde - la destruction, la dévastation économique. Dans le monde réel, ils sont exceptionnellement doués pour une seule chose : tout foutre en l'air. Ensuite, ils crient victoire et rejettent sur les autres la responsabilité des horribles dégâts causés.

Hobbes nous a dit que la guerre est l'état naturel de l'homme (les patrons de Hobbes étaient des "nobles"). Mais la guerre est-elle naturelle et inévitable ? Comment l'humanité a-t-elle survécu ? Réfléchissez-y. Les hommes ont-ils survécu en s'entretenant ? C'est un oxymore ! La guerre est une

59 Bell, D. (2023) Amendments to WHO's International Health Regulations: An Annotated Guide. <https://brownstone.org/articles/amendments-who-ihl-annotated-guide/>

aberration. 100 % de la survie de l'humanité repose sur la coopération. Vous ne pouvez pas survivre seul. Vous dépendez de tous les autres, et de tout le reste. C'est le bon sens. C'est la réalité.

Toutes les organisations qui promeuvent la guerre sont des organisations criminelles. Les personnes qui les animent sont des meurtriers de masse. Les hommes et les femmes qui orchestrent le chaos dans un pays après l'autre sont des criminels de la pire espèce. Les personnes qui suivent les ordres ne sont pas des héros, ce sont des criminels.

Les personnes qui contrôlent ce système ne sont évidemment pas bienveillantes. Ils ne sont pas nobles. Ils ne font pas partie de l'élite. Ils sont fous !

Ils sont l'antithèse de tout ce que nous pouvons apprécier, admirer et aimer. Ces personnes ne représentent pas le développement humain, ni l'avenir de l'humanité. Elles sont dépourvues des qualités humaines essentielles. Ils sont aberrants. L'antipathie pour l'humanité est aberrante. Pendant 99,99 % de l'histoire de l'humanité, les sociopathes comme eux n'auraient pas survécu à l'hiver suivant. Leur nature était révélée et ils étaient chassés du village, pour sauver le village.

Ils opèrent aujourd'hui grâce à l'anonymat que permet une échelle inhumaine d'organisation sociale. Mais cela ne leur permettra pas de continuer indéfiniment. Nous sommes entrés dans une ère où leur nature est reconnue. La connaissance de leur existence est devenue incontournable. Leur emprise prendra fin, car l'ensemble de l'humanité ne peut la laisser perdurer. Une fois qu'elle sera reconnue, l'humanité s'unira contre une menace existentielle commune. Des personnes de tous horizons s'uniront pour faire cause commune. Nous en avons déjà été témoins.

Leur structure de pouvoir peut et doit être démantelée de manière non violente. Les "cerveaux" ne sont pas encore connus. Cependant, les individus et les organisations proches des leviers du pouvoir (monétaire, médiatique, gouvernemental, "sanitaire", militaire, policier, juridique, corporatif), qui agissent avec des intentions criminelles envers la masse de l'humanité, peuvent être identifiés. Les allégeances de ces fonctionnaires sont instables et motivées par des intérêts personnels étroits. En informant directement et personnellement ces personnes que leurs actions sont documentées et qu'elles peuvent faire l'objet de poursuites pénales, elles peuvent être amenées à renoncer à toute implication ultérieure. Ce processus peut être accéléré. Il n'est pas nécessaire de réveiller la majorité ! Nous ne combattons pas les 1 %, mais les 0,01 %. Même sans mobiliser la majorité, il est tout à fait possible de tirer un avantage énorme de personnes intelligentes, capables et actives.

Si les personnes à l'origine de cette Grande Prise persistent dans leurs projets insensés, elles seront inévitablement découvertes. Il sera très simple de suivre les garanties jusqu'à ceux qui se sont arrangés pour les prendre. Peut-être ne sont-ils pas si intelligents que cela, après tout !

Nous saurons qui se cache derrière cette guerre hybride contre l'humanité.

Nous finirons par savoir qui contrôle la Banque des règlements internationaux, le Système fédéral de réserve et toutes les banques centrales du monde, et donc tous les partis politiques, les gouvernements, les médias et les forces armées.

Nous saurons qui contrôle la CIA.

Et nous saurons enfin qui se cache derrière les assassinats.

Permettez-moi de conclure en citant les propres mots de John F. Kennedy:

*Nos problèmes sont le fait de l'homme ;
Ils peuvent donc être résolus par l'homme.*